Marie-Danielle **DEMÉLAS**
Daniel **DORY**

TERRORISME ET CONTRE INSURRECTION

Texte INÉDIT de **ROGER TRINQUIER**

VA ÉDITIONS - Collection TerrorismeS

© V.A. Éditions, 2021
98, boulevard de la Reine,
78000 Versailles

http://www.vapress.fr/
https://www.va-editions.fr/

ISBN Numérique 978-2-36093-209-2
ISBN 978-2-36093-171-2
Réalisation des versions numériques : IS Edition, via son label Libres d'écrire
Dépôt légal : Octobre 2021

Le code de la propriété intellectuelle du 1er juillet 1992 interdit expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement le présent ouvrage, sur quelque support que ce soit, sans autorisation de l'éditeur ou du Centre Français d'Exploitation du Droit de Copie, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris.

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L122-5, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayant cause est illicite » (art L 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Introduction

Parmi des documents communiqués par un officier supérieur, peu avant sa disparition en 2016, figurait un fascicule ronéotypé de 46 feuillets daté du 30 novembre 1958 et signé par Roger Trinquier. Le texte était inédit, mais une recherche sommaire montrait que d'autres exemplaires figuraient dans des inventaires d'archives [1]. L'auteur aurait donc largement diffusé cette étude parmi les cercles qui s'intéressaient alors à la guerre irrégulière et il s'agirait d'une première version de la réflexion qui aboutit à *La Guerre moderne*, publiée en 1961 [2] et aussitôt traduite en anglais.

Dans sa forme, le texte se ressent de l'influence exercée par les façons de Marcel Bigeard – auquel Trinquier avait succédé en mars 1958 à la tête du célèbre 3e régiment de parachutistes coloniaux : un style bref, mais tout de même moins relâché, des formules percutantes, des photos spectaculaires –dont Marc Flament était sans doute l'auteur –, la reproduction du manuscrit en de nombreux exemplaires. Voilà qui rappelle la besogne du petit atelier de communication créé par Bigeard au 3e RPC dès 1956. Mais il suffit de rapprocher ce texte du *Contre-guérilla*, signé de Marcel Bigeard et Albert Lenoir [3], pour constater que le propos de Trinquier était plus ambitieux et ne se contentait pas de recettes pour gagner un certain type de combat, mais cherchait à théoriser une expérience de la guerre complexe et variée. Il s'agissait bien de penser la « guerre moderne ». Entre 1953 et 1958, plusieurs des écrits de Trinquier – rédigés dans le cadre de ses fonctions – avaient fourni les éléments d'une première synthèse.

Il en avait tiré la matière, en premier lieu, de ses séjours indochinois. On ne connaît pas de journal qu'il ait tenu au long de ses campagnes en

Asie – il en existe peut-être dans ses archives inédites. Les écrits de Trinquier dont on retrouve la trace au Service historique de la Défense ne se différencient pas de ce qu'écrit tout officier qui adresse un rapport à ses supérieurs — rapport sur le moral, rapport d'opération… Sa production augmente et se diversifie à partir de 1953, quand il prend la direction d'une antenne du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE), le Groupement Mixte d'Intervention (GMI), destiné à créer et alimenter des guérillas au Tonkin, dans les zones où l'armée régulière ne peut plus intervenir.

Durant ce commandement, entre 1953 et 1954, il a beaucoup écrit : ses comptes rendus prolixes servaient d'abord à justifier des crédits alloués au groupement – les guérillas coûtent cher. De retour en France après les accords de Genève, il rédigea, en février 1955, un long rapport sur l'action des maquis qu'il avait formés et l'année suivante, en avril, il en tira une étude intitulée « La contre-guérilla ».

Au début de l'année 1957, alors qu'il venait d'être affecté en Algérie, on lui demanda de résoudre un problème bien différent. Cette fois, il s'agissait de guerre dans la ville. En octobre, il écrivait un rapport sur le fonctionnement du dispositif de protection urbaine [DPU] qu'il avait créé pour mettre fin au terrorisme du FLN à Alger[4].

À la mi-novembre 1957, le lieutenant-colonel Trinquier était muté en France. Avant de rejoindre sa nouvelle affectation, il prit ses congés réglementaires à Paris où il fit connaissance du général Challe, adjoint du général Ély, appelé à lui succéder un jour comme chef d'état-major général de l'armée.

> « *[Le général Challe] me fit entrer dans une petite équipe chargée de rédiger un règlement de la guerre subversive. Il s'intéressait passionnément à l'Algérie et me demanda de faire une série d'exposés sur la bataille d'Alger aux divers bureaux de son état-major*[5]. »

Ce travail au sein de l'état-major général lui permit d'intégrer ses rapports d'opérations et de campagnes dans un cadre théorique qui lui faisait jusqu'alors défaut, de confronter son expérience et les solutions qu'il

proposait à d'autres armes que la sienne – Challe était aviateur – et aux doctrines qui foisonnaient alors à Paris, défendues par des officiers brillants. Un an plus tard, alors que Challe, déjà en fonction à Alger, s'apprêtait à succéder à Salan à la tête de l'armée en Algérie, Trinquier avait donc entrepris une première mise en forme de sa pensée.

Le document de 1958 n'est pas seulement utile pour comprendre divers aspects de la guerre d'Algérie à laquelle il a directement participé. Il est aussi – voire plus – important du fait de son apport théorique à deux histoires étroitement imbriquées : celle des doctrines et des pratiques contre-insurrectionnelles d'une part, et celle du terrorisme de l'autre. Et si l'on commence à disposer des premiers résultats d'une recherche systématique sur la première de ces histoires [6], il n'en va pas de même pour la seconde où des controverses portant sur la nature, les origines et la périodisation du terrorisme font encore obstacle à la production de synthèses satisfaisantes. Et ce, d'autant plus que l'inclusion nécessaire de l'histoire du contre-terrorisme dans ces tableaux d'ensemble n'est toujours pas réalisée.

Dans cette perspective, le texte inédit de Trinquier que nous publions dans ce volume mérite d'autant plus de retenir l'attention que la recherche historique spécialisée sur le terrorisme durant la guerre d'Algérie présente encore d'évidentes lacunes. Pour comprendre ce problème, il est nécessaire de faire une incursion dans le domaine des études sur le terrorisme représenté dans le monde anglo-saxon par le champ disciplinaire des *terrorism studies*.

Leur émergence est extrêmement récente, elle ne date que de la fin des années 1960, voire du début des années 1970. À ce moment-là, il s'agissait pour les auteurs pionniers de cerner tant bien que mal le terme « terrorisme » et de le distinguer des autres formes de violence politique. C'est pourquoi une approche historique du phénomène allait s'avérer de la plus grande utilité, même si les critères qui présidaient à la sélection des cas étaient – et demeurent encore – trop souvent fragiles.

Le premier aperçu historique sur le terrorisme sera pourtant produit en dehors du milieu académique, par le journaliste français Roland Gaucher qui publie *Les Terroristes* en 1965 [7]. Cet ouvrage, théoriquement faible, qui ne développe pas d'argumentation construite sur la spécificité du fait

terroriste, fourmille de données factuelles pertinentes qui ouvriront la voie aux études postérieures. La guerre d'Algérie venant de s'achever y occupe une place importante qui ne retrouvera plus au cours des décennies suivantes.

Les premiers travaux en anglais paraissent aux États-Unis dans le contexte de la Guerre froide et, surtout, par suite du surgissement du terrorisme palestinien après la guerre des Six Jours, en juin 1967, qui voit l'armée israélienne devenir une force d'occupation, puis de l'attentat de Munich, les 5 et 6 septembre 1972. Ce seront donc des universitaires, très souvent membres de la diaspora juive, qui s'attacheront à systématiser les connaissances disponibles et à produire les premiers travaux à vocation scientifique – et aussi polémique – sur l'histoire du terrorisme. L'approche initiale du sujet revient à David Rapoport[8], suivie quelques années plus tard par une première synthèse de Walter Laqueur, qui, sans être à proprement parler une histoire systématique du terrorisme, finira par se présenter comme telle lors de sa réédition, en 2001[9]. Dans les deux cas, la guerre d'Algérie est seulement mentionnée et ne fait l'objet d'aucune analyse détaillée. En fait, ce sera seulement après la publication de la thèse de Martha Crenshaw sur le terrorisme révolutionnaire du FLN[10] que le cas algérien sera pris en compte – plus ou moins sérieusement – dans les synthèses ultérieures portant sur l'histoire du terrorisme[11].

Ainsi, en ne retenant que les travaux qui témoignent d'une démarche systématique, basée sur un canevas plus ou moins solide, on obtiendra, dans le domaine anglophone, une succession de chapitres au contenu répétitif, plus chargé de moralisme que de faits empiriques[12]. En effet, faute de recherches sur des sources primaires, ces travaux se bornent à reproduire une narration descriptive des principaux épisodes de la guerre d'Algérie, en insistant sur la stratégie du FLN et sur l'action répressive de la France, très souvent caricaturée en fonction du seul usage de la torture. Mais ce qui aurait pu enrichir la réflexion de ces travaux sur le sujet, à savoir l'analyse des conditions et des résultats du recours aux techniques terroristes en des lieux et des moments donnés par les différents acteurs engagés dans le conflit, fait très largement défaut.

Un constat assez similaire s'impose à l'examen des quelques travaux français concernant l'histoire du terrorisme. Si, curieusement, le cas algérien ne fait l'objet que d'une brève évocation dans le livre de Dominique Venner[13], ou d'un traitement journalistique tendancieux par Michaël Prazan[14], on peut retenir le rapide et utile survol de Gilles Ferragu qui, toutefois, ne s'attarde que marginalement sur le fait terroriste en tant que tel[15]. Enfin, on ne peut manquer d'être surpris à constater, dans ce qui constitue actuellement l'histoire du terrorisme la plus utilisée en langue française, que le cas algérien est expédié en trois pages de généralités, intéressantes, certes, mais fort insuffisantes[16].

Or, les faiblesses et les lacunes que l'on perçoit dans ces travaux sont dues avant tout aux difficultés de se fonder sur une historiographie générale solide et prenant en compte la spécificité du fait terroriste. On voit donc l'intérêt de disposer d'une source de première main comme celle de Roger Trinquier qui éclaire l'arrière-plan des données factuelles de la guerre d'Algérie et plus particulièrement celles de la bataille d'Alger. Elle fournit en outre des éléments de réflexion pour situer le fait terroriste dans le procès de transformation de la guerre engagé depuis le milieu du XX^{e} siècle, qui se poursuit de nos jours dans ses multiples avatars ethnopolitiques. Document important donc, que celui de Trinquier, qui invite à plusieurs lectures complémentaires à l'intersection de l'historiographie de la guerre d'Algérie, de l'histoire des insurrections et des contre-insurrections, des études (géo) stratégiques sur les transformations de la guerre et, bien entendu, des études historiques sur le terrorisme auxquelles il apporte un ancrage précieux.

---

1. Celles du Service historique de la Défense (SHD), sous la cote 1 H 1942, celles du fonds Jacques Soustelle, aux Archives nationales, sous la cote 112AJ/36.

2. Réédité en 2008 par les éditions Economica.

3. Éditions Baconnier, Alger, 1957.

4. Tous ces documents, indochinois et algérois, figurent dans l'inventaire des archives du général Salan. SHD, fonds Salan, DE 2016 PA 72/178.

5. R. Trinquier, *Le coup d'État du 13 Mai*, Paris, L'Esprit nouveau, 1962, p. 46. Ces conférences ont peut-être été rédigées, nous n'en connaissons pas de brouillon.

6. Voir, à ce propos les références mentionnées au chapitre 3, ainsi que : Sibylle Scheipers, « Counterinsurgency or irregular warfare ? Historiography and the study of 'small wars' », *Small Wars and Insurgencies*, vol. 25, n° 5-6, 2014, pp. 879-899.

7. Roland Gaucher, *Les Terroristes*, Albin Michel, Paris, 1965. La traduction en anglais paraît en 1968.

8. David C., *Rapoport, Assassination and Terrorism*, Canadian Broadcasting Corporation, Toronto, 1971. Cet auteur deviendra par la suite célèbre grâce à la formulation de la théorie des « vagues » successives de terrorisme, en relation avec des causes comme l'anarchisme, le nationalisme, la nouvelle gauche et le fait religieux. Ce faisant, il reprend – sans en mentionner l'auteur – une intuition déjà ébauchée par Roland Gaucher.

9. Walter Laqueur, *Terrorisme* [1977], PUF, Paris, 1979. Réédité (avec une nouvelle introduction) comme : *A History of Terrorism*, Transaction Publishers, New Brunswick – London, 2001.

10. Front de libération nationale, parti politique mis en place en Algérie en 1954.

11. Martha Crenshaw Hutchinson, *Revolutionary Terrorism: The FLN in Algeria, 1954-1962*, Hoover Institution Press, Stanford, 1978. À noter qu'au cours de l'élaboration de cette thèse l'auteur a rencontré Roger Trinquier en 1970 ou 1971 ; voir Martha Crenshaw, *Constructing the field of terrorism*, in Erica Chenoweth et Al. (Eds.), *The Oxford Handbook of Terrorism*, Oxford University Press, 2019, pp. 705-724 (voir principalement les pp. 705 et 707). Son apport principal à l'étude du terrorisme au cours de la guerre d'Algérie se trouve dans *The Effectiveness of Terrorism in the Algerian War*, in M. Crenshaw, *Terrorism in Context*, The Pennsylvania State University Press, Pennsylvania, 1995, pp. 473-513.

12. Matthew Carr, *La Mécanique Infernale* [2006], Éd. Héloise d'Ormesson, Paris, 2008, pp. 148-171 ; Michael Burleigh, *Blood and Rage. A cultural history of terrorism*, Harper, London, 2009, pp. 111-136 ; Martin C. Thomas, *Violence in the Algerian War of Independence*, in : Randall D. Law (Ed.), *The Routledge History of Terrorism*, Routledge, London-New York, 2015, pp. 218-238 ; John A. Lynn II, *Another Kind of War. The Nature and History of Terrorism*, Yale University Press, New Haven-London, 2019, pp. 54-163.

13. Dominique Venner, *Histoire du terrorisme*, Pygmalion, Paris, 2002, pp. 190-200.

14. Michaël Prazan, *Une histoire du terrorisme*, Flammarion, Paris, 2012, pp. 67-109.

15. Gilles Ferragu, *Histoire du terrorisme*, Perrin, Paris, 2014, pp. 325-337.

16. Gérard Chaliand ; Arnaud Blin (Dirs.), *Histoire du terrorisme. De l'Antiquité à Daech*, Pluriel, Paris, 2016, pp. 285-287.

Les guerres de Roger Trinquier

En novembre 1958, Roger Trinquier achève un manuscrit auquel il a donné le titre *Pour vaincre la guérilla et le terrorisme*. Il commande alors le 3e RPIMa [17], l'unité parachutiste la plus connue depuis que *Paris-Match* a titré « Bigeard a frappé comme la foudre », deux ans auparavant [18]. Son temps de commandement achevé, le colonel Bigeard avait dû céder son régiment à Trinquier et il ne l'avait pas fait de bon gré. Sur la place d'armes de Youks-les-Bains, le 18 mars 1958, il avait rassemblé ses hommes qui défilaient en tenue de sport. Après les avoir désignés à son successeur, Bigeard avait tourné les talons et s'en était allé. De mémoire de régiment, on n'avait connu passage de relais plus désinvolte. Le lieutenant-colonel Trinquier prend cette extravagance avec flegme ; il sait qu'il n'aura pas de peine à s'imposer. Il fête ses cinquante ans deux jours plus tard.

Ni paysan, ni instituteur, soldat

Fils de Séraphin Trinquier et d'Angeline Gautier [19], Roger Trinquier est né le 20 mars 1908 à La Beaume dans le Dauphiné, troisième enfant d'une famille de paysans et de maquignons qui, depuis deux siècles, se rendent en Italie pour vendre leurs chevaux pendant que la femme soigne la terre et les enfants. Un village de pierre et de tuile romaine à neuf cents mètres d'altitude, quatre cents habitants, au contact des Alpes sèches de la Drôme, entre la vallée du Rhône et celle de la Durance. Une vie de labeur

qu'on apprend dès l'enfance. À l'âge de sept ans, les fils de pauvres sont loués comme bergers et vont à l'école en hiver. Roger jouit du privilège d'être tous les jours écolier même s'il conduit les chèvres dans la montagne avant d'aller en classe. Plus grand, il apprend à manier la charrue et faire le bois. Cette vie des champs lui convient, mais son maître – un Dauphinois qui n'a pas quitté sa province – le destine aux études. Le frère aîné reprendra la ferme ; lui, deviendra instituteur. Il part pour Aix-en-Provence en 1925 [20].

> « *L'école normale était un piège. Le diplôme qu'on y passait n'ouvrait pas les portes de l'Université et ne permettait pas de concourir pour les Grandes Écoles. La seule porte de sortie était l'armée. Je préparai donc sérieusement le concours d'élève officier de réserve. En 1928, en quittant l'École normale, j'étais reçu* [21]. »

Ce n'est pas son destin de rester la vie entière accroché aux mêmes reliefs et entouré des mêmes figures. Un paysan sort de la glaise par la fonction publique, l'école, les postes, les douanes. Et par l'armée, s'il en accepte la discipline et s'il est robuste. Roger Trinquier fera un beau soldat. Bigeard décrit son allure, trente ans plus tard, après bien des campagnes : « Grand, svelte, bel homme, sportif, il est remarquablement conservé pour ses cinquante printemps [22]. »

Instituteur suppléant en novembre 1928, il quitte la classe pour l'école de Saint-Maixent ; six mois plus tard, il est sous-lieutenant de réserve et affecté à un régiment de tirailleurs sénégalais [23]. Après deux ans de service, il retourne à Saint-Maixent et devient sous-lieutenant d'active. Il opte pour la Coloniale [24].

Comme plusieurs des officiers parachutistes qui ont laissé leur marque en Indochine puis en Algérie, il accède à l'épaulette sans la consécration d'une grande école. En mai 1934, il reçoit sa première affectation outre-mer et il part pour l'Asie [25].

Aux frontières du Tonkin (1934-1937)

Vers cette époque, Charles Lacheroy – théoricien le plus connu de la guerre révolutionnaire –, alors qu'il était à Saint-Cyr, s'attira cette réflexion d'un étudiant allemand reçu dans sa famille : « As-tu le droit de me reprocher mon amertume, toi qui appartiens à une école où, chaque année, à trois cents, vous vous partagez le monde ? […]. Il y a, sur un immense tableau, toutes les places mises à votre disposition, et vous choisissez, à tour de rôle, dans l'ordre de votre classement de sortie. Et sur ce tableau, il y a de quoi faire rêver toute la jeunesse du monde[26]. »

N'étant pas saint-cyrien, le lieutenant Trinquier n'a pas eu le choix de son affectation ; il a pourtant été bien servi. Il s'en va commander un poste au nord du Tonkin, près de Lạng Son, en face d'un fortin chinois. La Chine du Sud était alors l'apanage des seigneurs de la guerre et la première tâche de l'officier consistait à s'opposer aux incursions des pirates et enseigner l'autodéfense à ses administrés. La seconde était d'améliorer leur condition. Après deux ans de ce régime, le soldat colonial savait « faire des maisons avec de la glaise, des ponts avec des palmiers et des routes avec rien[27] ».

Tous les ceux qui ont connu la vie dans ces confins en ont décrit la richesse humaine. C'était un monde inconnu et vaste dont ils se trouvaient responsables, en dépit de leur âge et de leur grade subalterne. Ils y consommaient la rupture d'avec leur société d'origine, étroite et routinière – la plupart ne s'étaient guère éloignés de leur canton avant d'entrer à la caserne. Ils découvraient d'autres façons de vivre et de penser, ils apprenaient à commander, à protéger, à remédier aux pénuries, à résoudre des conflits villageois, à parler avec des soldats d'autres armées, un jour alliés et l'autre hostiles.

Quand le sous-lieutenant Trinquier commandait le poste de Chi Ma, le capitaine Salan était délégué administratif de Đình Lập[28]. Tous les deux sportifs, ils s'entendaient bien et passaient des journées à reconnaître et mesurer ensemble des kilomètres de frontière.

À leur première affectation, les officiers de la Coloniale gagnaient une étiquette. Il y avait les « Africains », comme Massu, Grall ou Boyer de

Latour, et puis les « Asiatiques », comme Salan, Gracieux ou Trinquier. Au long d'une longue carrière, les « Africains » découvriraient aussi l'Indochine, et les « Asiatiques » passaient par l'AEF[29] ou l'AOF[30], mais leur réputation était tôt faite et leur réseau de camarades le plus solide était celui de leur première expérience au loin.

En 1937, Trinquier revient en France. Il suit le va-et-vient, de la métropole aux postes d'outre-mer, qui rythme la destinée des soldats de marine. En garnison à Sarralbe (Moselle), sur la ligne Maginot, il porte un jugement critique sur ce qu'il observe[31]. L'armée est ankylosée, la politique extérieure de la France s'enlise. Le système d'alliances établi par Laval qui visait à encercler l'Allemagne s'est délité[32]. Deux ans plus tard, le pacte germano-soviétique montrera l'inanité des garanties offertes par la France et la Grande-Bretagne à la Pologne et à la Tchécoslovaquie. Depuis son régiment cantonné face à la Sarre, il présume que l'armement français ne pèserait pas lourd en cas de confrontation avec celui de l'Allemagne. Des temps de guerre s'annoncent et le pays n'y est pas préparé.

Dans le piège de Shanghai (1938-1945)[33]

Pour son second tour outre-mer, le lieutenant Trinquier est affecté en Chine[34]. La France y possède alors plusieurs ancrages – à Shanghai, Canton et Pékin[35]. La mission qu'il reçoit n'est plus de protéger une frontière, mais d'assurer une présence française parmi les représentants des puissances qui se sont imposées à la Chine au siècle précédent.

Bon cavalier, Trinquier s'intègre dans les clubs sportifs de polo et de *paper hunt*[36]. Il présente bien, se débrouille en anglais, se plaît en la compagnie des dames et se dissipe suffisamment pour gagner la réputation d'un joyeux compagnon. Quelques semaines avant la déclaration de guerre, ses supérieurs ne vantent pas ses qualités guerrières ; ils constatent qu'il est capable de tenir son rang dans la bonne société de Pékin.

Au *Péking club*, qui rassemble la colonie étrangère – Britanniques, Russes blancs, Américains, Italiens, Allemands et Japonais –, il apprend à connaître l'ennemi potentiel et il entretient des relations de camaraderie avec ses officiers. Le chargé d'affaires allemand l'entreprend : « Vous êtes un peuple trop heureux. […] Quarante millions d'habitants sur un si beau pays avec un empire colonial immense, alors que nous sommes quatre-vingts millions sur un territoire à peine plus grand et, au demeurant, plus pauvre[37]… » Un capitaine italien lui tient aussi le langage de la puissance : les Anglais n'ont pas l'intention de se battre à nouveau sur le continent – il cite à l'appui le dernier ouvrage de Liddell Hart[38]. Que fera la France – quarante millions d'habitants – contre l'Italie – même peuplement – et l'Allemagne – le double ? Peut-on espérer gagner quand le rapport de forces est d'un contre trois ?

> « *Mes premiers contacts avec les étrangers m'apprirent d'abord la modestie*[39]. »

La guerre déclarée, Trinquier quitte Pékin pour Shanghai, affecté au Bataillon Mixte d'Infanterie Coloniale de Chine (BMICC), qu'il rejoint dans les derniers jours de décembre. À Shanghai, comme en France, on nourrit les illusions de la drôle de guerre. Au club sportif français, centre de la vie mondaine, on s'en remet à la ligne Maginot pour stopper l'armée allemande.

La défaite consommée, le colonel Artigue, qui commande le bataillon de Shanghai, reste dans l'obéissance aux pouvoirs constitués. Dans la concession, le patriotisme récent et péremptoire des partisans de De Gaulle n'inspire pas confiance[40], et le nouveau consul, arrivé en octobre 1940, Roland de Margerie, l'un des rares diplomates à connaître de Gaulle qui a fait partie, comme lui, du ministère de Paul Reynaud, choisit également de reconnaître le gouvernement de Vichy[41]. La position des Européens en Asie peut à tout moment être remise en question ; l'important est de tenir la place et d'être toujours là quand s'achèvera une guerre qui s'annonce durable.

Roger Trinquier est promu capitaine en mars 1942. Après l'attaque de Pearl Harbor et la déclaration de guerre en Extrême-Orient, la coupure

d'avec l'Europe devient totale. Les correspondances qui transitaient par la Grande-Bretagne s'interrompent, il n'existe plus d'autre moyen de communication que la TSF[42]. Quatre années passent durant lesquelles le bataillon de Shanghai reste la seule force européenne encore armée en Chine. Une partie de ses hommes sont des tirailleurs indochinois, moitié annamites, moitié montagnards (Thos, Nungs, Thaïs…). Il faut maintenir la discipline de cette troupe bigarrée, poursuivre son entraînement, trouver des ressources pour la nourrir, ainsi que les familles, dans une conjoncture de plus en plus tendue.

Le capitaine agrémente ces servitudes d'une fonction pédagogique qui lui va bien. Devant les cadres du bataillon, et sous le feu des commentaires du colonel Artigue – un meneur d'hommes qu'il admire et respecte –, il commente les nouvelles et le mouvement des armées. Il avance des pronostics, souvent optimistes, parfois critiques :

- 1940 – La résistance sur la Somme a empêché le désastre de Dunkerque d'être plus grave encore – l'Allemagne aurait pu franchir la Manche et occuper l'Angleterre. Les unités françaises se sont bien battues dans les Alpes. La signature de l'armistice a permis de sauver des forces et des réserves afin de préparer une riposte. Au bout de l'année, Hitler n'a pas réussi à vaincre la résistance britannique ; l'espoir n'est pas mort.
- 1941 – L'opération Barbarossa, l'attaque de l'URSS par la Wehrmacht le 22 juin, préfigure la défaite de l'Allemagne. L'accord de non-agression passé entre le Japon et l'URSS va permettre à celle-ci de rabattre ses forces sibériennes vers l'ouest et compenser les pertes fantastiques des premiers mois.
- 1942 – L'offensive italienne et allemande en Afrique a été stoppée ; célébrons Bir Hakeim. Mais le débarquement des alliés en Afrique du Nord aggrave la situation de la métropole, entièrement occupée en novembre ; la résistance y devient plus précaire[43].
- 1944 – Après la libération de Paris, fin août, la volonté de De Gaulle d'être présent aux côtés des alliés jusque dans le Pacifique va entraîner des conséquences funestes pour les comptoirs et les

possessions d'Asie, incapables de s'opposer à une offensive japonaise.

Le 10 mars 1945, en Indochine comme en Chine, l'armée japonaise investit les garnisons françaises. Celles qui font mine de résister sont passées au fil du sabre. En Indochine, une colonne parvient à fuir vers le nord[44]. À Shanghai, le bataillon de Trinquier subit la honte de rendre ses armes – celles qu'il n'a pas pu cacher –, et de vivre pendant des mois sous la menace de l'occupant qui joue des troupes annamites contre leur commandement : le Viêt-Minh a proclamé l'indépendance de l'Indochine. Dès lors, une partie des tirailleurs, mutinés, ne cherchent qu'à piller le casernement. Le capitaine Trinquier apprend comment se débrouiller, seul officier au contact d'une masse hurlante. Ne pas provoquer, préserver son autorité, isoler les meneurs, apaiser et gagner les suivistes, obtenir un *statu quo* acceptable.

Sans ressources ni consignes de la métropole libérée, le bataillon continue de nourrir ses hommes alors que la famine ravage l'Asie du Sud-Est. Près d'un million de morts en Indochine ; en Chine, on ne sait, il y en avait trop. Les autres Européens ont été internés dans des camps ; les Japonais trouvent plus commode de laisser les Français se débrouiller de leur misère.

Quand le Japon capitule, le 8 août, les épreuves de la garnison de Shanghai ne sont pas achevées. La France, libérée depuis un an, s'adonne aux règlements de comptes ; au regard du mythe résistant, les Français d'Asie sont tenus pour pétainistes et traités comme des parias. Les soldes ne sont pas davantage payées qu'elles ne l'étaient sous l'occupation japonaise ; pas d'ordres ni d'inspection, aucune visite des chargés d'affaires qui se pressent en Asie.

Enfin, le 14 novembre 1945, deux officiers, mandatés par Leclerc, arrivent à Shanghai pour dissoudre le bataillon et réaffecter ses effectifs. Les meilleurs sont dirigés vers l'Indochine où le retour français s'annonce difficile. Le jour même, le colonel Artigue remet son commandement, va sur la terrasse de son bureau contempler une dernière fois la ville et se tire une balle dans la tête. Un an plus tard, la concession française de Shanghai a disparu.

Les commandos Ponchardier (janvier-août 1946)

Trinquier et ses compagnons sont maintenant tenus de faire leurs preuves. Les raisons de force majeure dont ils pouvaient se prévaloir pour justifier cinq ans d'une drôle de vie de garnison n'ont pas cours en Indochine ; la société militaire se partage entre ceux qui se sont battus (de préférence, dans les rangs de la France libre) et ceux qui se sont planqués, exception faite des ralliés de la dernière heure qui bénéficient d'indulgence. Être resté à son poste en essayant de tenir face aux Japonais ne relève pas d'une catégorie honorable [45].

Dans la péninsule indochinoise, la situation se présente mal. Les Japonais ont balayé l'administration française et encouragé les indépendantistes du Viêt-Minh, qui ont été armés par les États-Unis au prétexte qu'ils allaient lutter contre les Japonais. La guerre finie, le groupement de la 2e DB qui a suivi le général Leclerc se trouve devant tout un pays à reconquérir, plus vaste que la France. Après s'être battu pour rétablir un rapport de force favorable, Leclerc souhaiterait s'entendre avec Ho-Chi-Minh, mais l'amiral Thierry d'Argenlieu veut s'imposer sans barguignage. Le corps expéditionnaire, formé de bric et de broc, pauvrement équipé, n'a d'autre choix que de faire la guerre pour restaurer l'autorité française en Cochinchine et reprendre pied au Tonkin.

Jetés dans cette mêlée, de petits effectifs se sont fait une place – le conflit indochinois a commencé comme une guerre de partisans. Bandits ruraux, sectes et rebelles en tout genre. Face à cela, quelques commandos de l'armée. Avec Leclerc, une bande de guerriers est arrivée en Cochinchine ; elle est conduite par un capitaine de corvette de l'aéronavale et ne ressemble à aucune autre unité, fût-elle de choc [46]. En janvier 1946, Trinquier, qui cherche un point de chute, obtient d'y être affecté.

Le groupement de Pierre Ponchardier rassemble trois commandos, environ trois cents hommes au total. Certains sont des parachutistes formés à l'école des SAS (*Special air service*), en Grande-Bretagne, marins la plupart ; d'autres, soldats de l'infanterie coloniale d'Afrique, se sont entraînés dans les camps britanniques de Ceylan [47]. L'ensemble, débarqué en octobre 1945, caserné dans des baraquements précaires, s'arrange d'un

équipement de fortune et d'un commandement non-conformiste. C'est l'embryon d'unités qui formeront, au fil des ans, les forces spéciales françaises.

Ponchardier commande la manœuvre en cornant de la trompe – le groupement n'a pas de radio –, il s'amuse de ses hommes comme de héros de romans pour gamins et nourrit leur prestige des aventures qu'il brode lors de dîners chez Leclerc [48]. « Le commandant, qui adore la plaisanterie, nous a tous rebaptisés et nous a mis dans la peau de personnages qu'il fait vivre avec humour au gré de sa fantaisie et des circonstances du combat [49]. » Son frère – avec lequel il a dirigé le réseau Sosies pendant la Résistance – se taille des succès de librairie sous le nom d'Antoine Dominique grâce au Gorille, son héros de série noire, qui doit sa robustesse et sa faconde au capitaine de corvette.

Ponchardier a chargé Trinquier de former un quatrième commando à partir des renforts venus de Chine. Un commando, ce sont près de quatre-vingts hommes qui se battent sans repos, sans relève ni renfort, et se retrouvent moins de la moitié sur les rangs après quelques mois. L'identité des adversaires est disparate ; ce sont des partisans du Viêt-Minh, en théorie, mais aussi de vulgaires pillards qui s'abritent sous l'étiquette et des Japonais, retranchés dans des réduits fortifiés, qui ont choisi de se battre aux côtés du Viêt-Minh auquel ils servent d'instructeurs, plutôt que de rendre les armes [50].

Le groupement est associé à la colonne Massu, issue de la 2e DB, où se retrouvent de grandes figures de la division, comme le commandant Dronne qui a participé à la libération de Paris à la tête de la « Nueve » [51]. Des liens de confiance se nouent à ce moment entre Trinquier et Massu.

Le principal atout du groupement est la surprise, souvent l'attaque de nuit. Ne tirer qu'à coup sûr, s'adapter à des formes de combat archaïques – le corps à corps, les charges à la baïonnette, l'assaut dans un grand cri de guerre. L'ennemi blesse et tue au sabre et au couteau, tend des pièges de bambou. Certains des commandos se battent aussi torse nu, filet de camouflage entortillé autour du crâne, et le capo-clairon, belle poitrine, comme dit la chanson de Mac Orlan, sonne l'attaque avec la charge de

Déroulède[52]. Ces hommes risquent chaque jour leur vie, mais ils le font avec panache, avec humour et une confiance aveugle en la baraka du « pacha[53] ».

Le groupement intervient le long des côtes, au bord des fleuves où il peut compter sur l'appui de la marine et des flottilles fluviales. Privé de véhicules, il forme des groupes cyclistes et il charge en deux roues là où des blindés ne passeraient pas. Des partisans cambodgiens recrutés parmi d'anciens tirailleurs renforcent ses embuscades. À partir de février, une aviation légère d'observation l'aide, parfois. En mars 1946, le groupement participe à la reconquête du Tonkin. En mai, le commando de Trinquier fait jonction avec le lieutenant Missoffe qui commande un char ; c'est l'un des rares soutiens terrestres dont il a pu disposer pendant son séjour[54].

En quelques semaines, il a découvert les ressources de la guerre irrégulière et du combat de partisans. Il a également acquis l'expérience du travail interarmes, malgré le dénuement du corps expéditionnaire. Dans cette guerre au rabais, les combattants se rapprochent et s'entraident. Les amitiés nouées en Indochine seront les plus durables dans la vie des soldats de cette génération.

À la dissolution du groupement, Trinquier a gagné l'estime de Ponchardier qui le juge « très apte au commandement d'un bataillon, parce qu'intelligent, dynamique, ayant l'esprit offensif. […] Vrai soldat. Conduite et moralité exemplaires ». Il a beaucoup appris chez le Gorille et, quand il est appelé à former le premier bataillon parachutiste de la Coloniale, il en reprend la devise : « À la vie, à la mort. »

Il est rapatrié en août 1946, en même temps que le chef de bataillon Dupuis avec lequel il va partager l'expérience de former un bataillon parachutiste[55].

Retour saumâtre (1946-1947)

À la caserne Saint-Anne de Toulon, Trinquier retrouve le commandant Laure qu'il avait quitté à Pékin, accompagné de son père, le général Laure, membre du cabinet de Pétain, hostile à la collaboration, d'abord emprisonné par la Gestapo puis embastillé par la France libre. Il vient d'être élargi. Trinquier continue de penser que la France peine à recouvrer une définition simple et claire du patriotisme[56]. Sur le port, il a récupéré ses malles vidées par les dockers de tous ses souvenirs d'Orient. La mésaventure est banale, elle figure dans beaucoup de mémoires des combattants d'Indochine.

Il revient chez lui, mais son retour à La Beaume est une dépossession. La ferme, la terre ne seront pas pour lui.

> « *Son frère aîné l'accompagne. Il dit : voici mes champs, mes arbres, mon troupeau. Et c'est vrai, tout lui appartient*[57]. »

Il découvre qu'il a été rayé des cadres et qu'il doit justifier des années de guerre passées en Chine pour retrouver sa place dans l'armée. Blessé, il rédige une lettre de démission ; selon les versions, le général Salan ou le commandant Dupuis l'aurait dissuadé de la poster. Il s'incline, reste soldat, mais l'amertume ne passera pas.

> « *À une époque où n'importe qui entrait dans l'armée avec n'importe quel grade, il ne pouvait admettre d'en être exclu avant même d'avoir été entendu*[58]. »

L'esprit parachutiste lui a heureusement permis d'échapper aux querelles d'après-guerre. Les divisions nées de la défaite et des voies différentes empruntées par chacun n'avaient pas cours dans les unités aéroportées où l'homme était jugé d'abord pour sa valeur au combat[59].

Naissance d'un bataillon parachutiste (1947)

Le commandant Dupuis fut chargé par la direction des troupes coloniales de former son premier bataillon aéroporté, le capitaine Trinquier étant chef de l'état-major. En 1946, la spécialité était prestigieuse, mais elle n'existait que depuis trois ans – même s'il se trouve toujours quelque exploit isolé pour faire naître le parachutisme militaire deux ou trois décennies plus tôt. Après l'emploi qui en a été fait durant la guerre, on ne sait précisément quel peut être son avenir. La force invincible tombée du ciel, cela ne marche pas à tout coup ; la formation et l'entretien de forces aéroportées coûtent cher. L'URSS et l'Allemagne, pionniers en ce domaine, y ont renoncé après de sérieux revers. Le slogan forgé par Goebbels pour les *Fallschirmjäger*, « Nous frappons où nous voulons, comme nous voulons, comme la foudre… », n'a pas empêché des pertes considérables en Crète[60]. Les parachutistes soviétiques en ont connu d'aussi désastreuses[61].

L'armée française, qui a bien besoin de regonfler son prestige, ne s'attache qu'à l'action des commandos SAS, qui fut brillante, et cherche à disposer d'un corps d'élite, souple et léger, dans son équipement comme dans son emploi. En outre, dans le cadre de guerres coloniales, le commandement est persuadé que la chute soudaine de ces troupes d'assaut va sidérer un adversaire primitif.

Dupuis et Trinquier doivent trouver mille hommes pour monter un bataillon de huit cents et amorcer la formation d'un second. Mais les anciens de Ponchardier ne sont qu'une centaine. Les deux officiers commencent par solliciter auprès des régiments de l'infanterie coloniale des recrues cherchant le risque et l'aventure. Et comme de coutume, les chefs de corps en profitent pour se délester des indésirables et des têtes brûlées. Après trois semaines durant lesquelles les futurs paladins font surtout parler d'eux dans les troquets du port, l'embryon de bataillon doit quitter Toulon pour s'installer à Tarbes, où les tentations seront moindres et les écarts plus discrets.

La caserne Soult qui l'attend est un désastre, comme la plupart des bâtiments militaires, en France, après-guerre. La pénurie des années de pillage par l'occupant a enseigné le chapardage et la récupération. « Les poignées de porte, les ampoules électriques, les meubles, tout a disparu. La caserne est vidée de son contenu[62]. » Priorité à la logistique et à l'équipement. Pour faire un bataillon, il ne suffit pas de héros qui avancent

sous le claquement des balles ; il faut aussi un bon intendant, des comptables et quelques gardes-mites, des sous-officiers d'ordinaire, des cuisines acceptables, une popote accueillante, des armes en bon état, des munitions pour l'entraînement, un pas de tir, une tenue seyante…

> « *Sous l'uniforme neuf, ceux qui, à leur arrivée, semblaient les plus désemparés, les plus timides, ont, en quelques jours, acquis l'assurance de ceux qui se sont adaptés à leur nouveau milieu et qui se sentent les égaux de tous. C'est bien là l'un des mérites de l'uniforme*[63]. »

Le bataillon se dote d'une police militaire qui élimine une cinquantaine de candidats. Plus de maraude ni de rixes dans la ville. Quelques infiltrés par le parti communiste local sont repérés et remerciés. L'ensemble est désormais prêt pour l'instruction.

> « *Les engagés proviennent de toutes les classes sociales et de toutes les régions de France. Ils ont en général un niveau intellectuel élevé, inhabituel dans les troupes coloniales. […] Ils étaient trop jeunes pour faire la guerre. L'Indochine leur donne l'occasion de la faire*[64]. »

Les cadres ne s'interrogent pas sur le type de conflit auquel le bataillon est destiné, ne s'inquiètent pas de l'absence d'une doctrine d'emploi des troupes aéroportées. Ils enseignent ce qu'ils ont appris durant leurs années de guerre sur les terrains les plus divers et ils s'appuient sur l'expérience du groupement Ponchardier pour préparer leurs hommes à l'Indochine. La suite montrera que le choix qu'ils ont fait des épreuves était bon.

Après huit mois de formation, le bataillon fait bonne figure. Il est prêt à partir. Il reçoit en octobre 1947 ses bérets rouges et le drapeau du 5e Régiment d'Infanterie Coloniale dont il hérite des traditions[65].

Le 2e BCCP en Indochine (1947-1949)

Le dernier livre publié par Roger Trinquier fut consacré à ce premier bataillon de parachutistes coloniaux. Il a longuement évoqué son histoire dans ses mémoires, il y revient six ans plus tard[66]. L'aventure a beaucoup compté, et si elle lui a valu quelques inimitiés, il en a gardé la satisfaction de commander de bons soldats et le plaisir de faire, en dépit des obstacles et de l'isolement, du bon travail.

En novembre 1947, le bataillon débarque à Saïgon et prend le nom de 2e BCCP (bataillon colonial de commandos parachutistes), pendant que les effectifs restés à Tarbes sous le commandement du chef de bataillon Grall partent pour Meucon, en Bretagne, où ils achèvent leur instruction avant de rejoindre l'Indochine en tant que 5e BCCP. La noria des unités parachutistes coloniales est amorcée. Elle ne cessera qu'en avril 1954 avec l'arrivée d'un dernier bataillon, le 7e BPC, le seul qui reviendra d'Asie sans avoir subi de pertes.

Le 2e bataillon a été basé à Lái Thiêu, une bourgade à vingt kilomètres de Saïgon, face à la forêt nommée « quadrilatère », où s'est établi le 301e régiment du Viêt-Minh. Mieux qu'une forteresse, la jungle le protège. Nul ne peut se rendre à Saïgon sans escorte et l'on risque une embuscade au sortir de Lái Thiêu. Mais les compagnies du 2e bataillon n'ont pas pour mission de déloger le Viêt-Minh de son repaire, le commandement les destine à bourlinguer entre la Cochinchine, le Cambodge et le Laos, pressées à qui mieux mieux par les commandants de secteur auxquels elles sont prêtées, à la demande. Le bataillon est alors la seule unité parachutiste du sud. « Les parachutistes ne peuvent être partout. On leur demande bien souvent plus qu'ils ne peuvent donner[67]. »

Il se trouve en Cochinchine un adversaire, Nguyễn Bình, qui mène le combat nationaliste, et le commandement compte sur les parachutistes pour s'emparer de lui. Le 13 février 1948, dans le cadre de l'opération Vega, le bataillon est aéroporté sur la plaine des Joncs, près du PC de Nguyễn Bình. Sautent en premier le médecin capitaine du régiment et Surcouf, un colosse algérien, garde du corps de Trinquier depuis le temps de Ponchardier ; suit un troisième, dont on saura plus tard qu'il s'est écrasé au sol, puis Trinquier

qui atterrit indemne, enfin sept autres dont le parachute ne s'ouvre pas. Huit morts. Dans l'avion qui a été équipé en urgence pour le saut, le câble qui maintenait les sangles d'ouverture automatique a été mal fixé. Trinquier doit la vie à sa sangle, restée crochée quelques secondes au bord de la portière.

L'année suivante, il échappe à un attentat sur la route de Saïgon ; l'agent du Viêt-Minh chargé de son assassinat a procédé une fraction de seconde trop tôt à la mise à feu de la mine[68]. La légende de la baraka de Trinquier est maintenant bien ancrée. « Un homme qui n'est pas favorisé par la chance, en temps de guerre surtout, ne doit pas se faire militaire[69]. » De cette vertu impondérable et fugace, il tire des leçons qu'il applique au commandement de ses soldats : il faut pressentir quand des héros redeviendront mortels[70], et refuser le risque à ceux qui rêvent d'égaler les meilleurs[71].

En septembre 1948, le commandant Dupuis meurt dans une embuscade sur la route de Lái Thiêu. Trinquier lui succède et reprend la leçon de Pierre Chateau-Jobert, qui dirige alors les troupes aéroportées du sud : « On fait une guerre de Sioux. Celui qui surprend l'adversaire a partie gagnée. […] Dans la préparation d'une manœuvre, il faut faire montre d'imagination. Si l'on a prévu les "pépins" et fixé la conduite à tenir, on est paré. »

Le bataillon participe à de grandes opérations, saute, part à l'assaut, procède à des fouilles dans ces campagnes de rizières et d'arroyos, plus d'eau que de terre ferme. Loin de sa base, le bataillon se disperse et s'épuise. Le commandant Trinquier cherche à fixer ses compagnies, à en faire l'instrument d'une pacification du « quadrilatère » plutôt qu'un bataillon « police-secours[72] » éparpillé. Pour cela, il lui faut connaître son adversaire proche. D'abord se renseigner, pour rendre la contre-insurrection efficace.

Il met la main sur un légionnaire déserteur qui croupissait depuis des mois au 301e régiment et qui préfère risquer le peloton d'exécution plutôt que d'y rester[73]. Trinquier ordonne une rafle un jour de marché et fait défiler marchands et chalands sous les yeux du repenti cagoulé qui connaît

tous les réseaux de Lái Thiêu. En une matinée, des dizaines de suspects sont arrêtés, les services de renseignement et de ravitaillement de l'ennemi sont bientôt désorganisés [74].

Le renseignement intéresse de plus en plus Trinquier ; il infiltre l'adversaire, déjoue certaines de ses manœuvres, cherche à connaître les autocritiques auxquelles il se livre après de grandes opérations. Comment l'affaire a-t-elle été analysée et perçue « de l'autre côté de la colline » ? Il se procure des comptes rendus d'opérations. Comment l'ennemi pense-t-il la guerre ?

Il entreprend de tester un nouveau type d'embuscade sur ses voisins du « quadrilatère » : son bataillon, divisé en petits groupes aguerris et se connaissant bien – on ne prend pas tant de risques avec une unité fraîchement débarquée –, s'installe dans la forêt et dresse des pièges dans la nuit. Aucun feu et silence. Les chemins et les abords du bivouac sont minés, toute silhouette qui se profile est tirée. Deux heures après le lever du jour, les commandos relèvent les mines et vont au résultat. Ils évacuent les morts et changent de bivouac. La même manœuvre se reproduit les nuits suivantes, une semaine durant. Après avoir subi deux épreuves de ce genre en un mois, le 301e régiment, dégoûté, s'en va.

Par l'entremise d'un planteur vietnamien, Trinquier entre en contact avec un commandant viêt, qu'il nomme TVH. « Je voudrais savoir pourquoi ils se battent et comment ils envisagent l'avenir de leur pays quand la paix sera revenue [75]. » Il n'écarte pas l'idée qu'une Cochinchine indépendante, hostile au communisme et alliée à la France, serait une solution possible. Le projet demanderait de s'accorder avec l'adversaire d'aujourd'hui. Mais ces approches et les conversations secrètes seront vaines. Nguyễn Bình disparaît dans une embuscade, en septembre 1951, alors qu'il se rendait au nord pour y rencontrer les dirigeants du Viêt-Minh.

Comme le général Boyer de Latour qui commande alors les unités de Cochinchine, Trinquier serait favorable à un repli de l'armée vers le sud [76]. La France n'a pas les moyens d'occuper l'ensemble du territoire vietnamien ; elle tente de le faire avec cent mille soldats, il en faudrait au moins le double. Un retrait au sud permettrait d'y rétablir la paix et

d'instaurer une prospérité qui ruinerait les promesses de justice sociale et de réforme agraire que sème le Viêt-Minh [77].

Trinquier s'intéresse au possible, au concret, même s'il implique de se rapprocher de l'adversaire. Une guerre doit finir un jour et l'hostilité n'est pas éternelle. Il envisage de s'allier avec certains. Avec d'autres, certes pas ; non parce qu'il ne partage pas leurs principes, mais parce qu'il ne les juge pas capables de gouverner selon l'intérêt général. Une idée diffuse du bien commun le commande.

À vouloir agir hors des consignes et défendre fermement ses avis, en outrepassant parfois (souvent ?) les attributions de son grade, Trinquier s'est attiré l'inimitié du colonel Chavatte et les réserves du colonel Le Puloch. L'un comme l'autre sont hermétiques à la critique, soucieux des hiérarchies, indifférents à l'idée qu'il puisse apparaître des modalités de la guerre qu'on n'enseigne pas à l'École militaire. Chavatte concocte une notation fielleuse : « Officier d'intelligence primaire, non évoluée » à laquelle le général Boyer de Latour substitue : « Chef de classe, intelligent, humain, ayant le sens politique. » [78]

Quand le bataillon a fini son temps et s'apprête à rentrer en France, il ne reste que 476 hommes des 705 qui ont quitté Tarbes, deux ans plus tôt. Encore l'unité a-t-elle reçu une centaine en renfort durant son séjour [79]. Cinquante-deux parachutistes sont morts, les autres ont quitté les rangs après avoir été blessés ou devenus malades.

Le bataillon a effectué trente opérations aéroportées ; trois seulement au complet – c'est un temps où les parachutistes commencent par sauter avant de livrer combat. Il a aussi participé à 232 opérations terrestres, dont quarante d'une durée supérieure à quarante-huit heures. Le commandant entrevoit cependant que le parachute est peut-être accessoire.

> « *Pour les parachutistes militaires chevronnés, le parachute n'est qu'un moyen de transport. Qu'ils soient amenés sur le champ de bataille en camion, en bateau, à pied ou en parachute, l'important c'est le combat au sol, la mission à remplir* [80]. »

L'Action au GCMA (1951-1954)[81]

Roger Trinquier s'est attardé sur l'aventure du 2e BCCP tandis que les trois ans qu'il a passés à la tête des maquis formés au Tonkin n'occupent que deux pages de ses mémoires[82]. L'expérience lui a laissé le souvenir amer d'occasions manquées, de maquis abandonnés, d'agents pour jamais perdus dans la jungle.

En 1951, alors que la guerre de Corée a commencé l'année précédente[83], et que le commandant attend en métropole une nouvelle affectation, en souhaitant qu'elle soit pour l'AOF, le général Salan et le lieutenant-colonel Grall lui demandent de revenir en Asie. Troisième séjour en Indochine. Cette fois, il découvre les services spéciaux. Il a quarante-trois ans. On lui confie la représentation du GCMA et la direction de l'état-major opérationnel de la base aéroportée, au Tonkin, où s'est déplacé le théâtre d'opérations principal de la guerre. Il est aux premières loges[84].

Le GCMA, groupement de commandos mixtes aéroportés – appellation énigmatique comme il est de règle dans les services spéciaux[85] –, est l'équivalent du service 49 du SDECE, le service Action, quelque chose difficile à cerner. Le lieutenant-colonel Grall en convient : « Les notions généralement répandues sur l'Action sont confuses. Même ceux qui sont chargés, en Indochine, de la conduire manquent parfois d'éclaircissement. »

L'Action se définit par ce qu'elle n'est pas : elle n'est pas le renseignement, mais elle en a besoin. Ce n'est pas l'action commando, mais ça y ressemble. Elle implique la surprise, le choc, la rapidité, l'intervention va-et-vient, limitée dans le temps et dans l'espace. Son but ultime est la destruction des forces de l'adversaire, militaires, mais aussi morales, psychologiques et politiques. « Tous les terrains sont bons où l'ennemi se trouve en défaut[86]. » L'Action, ce sont des actions secrètes, non-conventionnelles, parfois illégales.

La création de cet organisme a été voulue par le général de Lattre qui accepte, en décembre 1950, l'accablante responsabilité des

commandements civils et militaires de l'Indochine où l'armée vient de subir sa plus lourde défaite. Les pertes des combats livrés en octobre sur la RC 4 (route coloniale n° 4), à la frontière de Chine, ont été plus considérables que celles qui furent subies quatre ans plus tard, à Diên Biên Phu. Le Tonkin est désormais ouvert à la Chine dont le soutien au Viêt-Minh ne connaît plus d'entraves. « En fait, en Indochine, notre ennemi véritable c'était la Chine[87]. » « Nous l'avions chassée du Tonkin en 1885. Elle allait y revenir en utilisant admirablement l'armée viêt-minh[88]. »

Dès son arrivée, de Lattre a voulu marquer qu'il était là pour conduire une politique offensive, ne rien lâcher, ne pas subir. Il n'aura que le temps de mener une politique défensive brillante et de causer des pertes à un adversaire qui ne se préoccupe pas de préserver ses troupes[89]. Il a chargé les services spéciaux de maintenir une présence dans la Haute Région[90]. Le GCMA doit organiser la résistance des ethnies montagnardes hostiles au Viêt-Minh. Une partie de ses crédits de fonctionnement proviennent du SDECE, l'essentiel est fourni par le général en chef sur ses fonds réservés, qui ne sont pas considérables.

Le premier chef du groupement est le lieutenant-colonel Edmond Grall, un combattant exceptionnel qui a quitté le commandement du 5e BCCP pour prendre celui des états-majors opérationnels (EMO), chargés d'étudier, pour l'ensemble du territoire indochinois, les possibilités de largage de parachutistes[91].

Il parvient à en conserver la direction tout en prenant celle du GCMA et accroît d'autant ses ressources, notamment aériennes. À Paris, le SDECE a succédé aux services de renseignement et missions secrètes de la France libre[92], et il confie à son antenne en Indochine des missions identiques à celles dont il se chargeait pendant la Résistance : former des maquis, organiser des sabotages, aider à l'évasion des camps de prisonniers.

Trinquier relève l'absurdité d'appliquer ces instructions à des situations incomparables. « Vouloir créer, en 1951, un service Action et faire de la guérilla contre le Viêt-Minh, pouvait passer *a priori* pour une gageure. C'est un peu comme si on avait demandé aux Allemands, pendant l'occupation, de créer des maquis en France[93]. »

Ce porte-à-faux originel incite le GCMA à diversifier ses actions et s'éloigner des missions définies par le SDECE. L'aide aux évasions est illusoire – on ne s'évade pas de la jungle quand on est européen – et les sabotages ne font guère de tort au Viêt-Minh.

Le groupement a besoin d'alliés. Il se rapproche de la marine et s'acquiert les bonnes grâces de l'amiral de Querville en occupant l'île de Cu Lao Ré, au sud de Tourane, où un détachement, aux ordres du capitaine Paul-Alain Léger, travaille avec les commandos marine. Avec une équipe de parachutistes vietnamiens, trois pinasses d'Arcachon (comment sont-elles arrivées là ?) et une vingtaine de Zodiacs, Léger pourchasse les jonques chargées d'armes qui croisent au large de son fief[94].

Sur la côte également, à Tien Yen, au débouché de la route coloniale n° 4, le GCMA installe une « centaine[95] » commandée par le lieutenant Dabezies, en bonne entente avec le chef du 2e Bureau du secteur, le lieutenant Charles de Llamby[96].

Les officiers placés le long des côtes sont excellents, leurs troupes décidées, audacieuses. Cependant, Trinquier observe que « les coups de poing donnés isolément en bordure du Delta et sur une très grande surface, comme les opérations de commandos sur la côte, spectaculaires parfois […] ne causaient en fait aux Viêts qu'une gêne insignifiante[97]. »

Il oriente donc ses forces vers les zones montagneuses, celles de la Haute Région où s'étendent les maquis Cardamone, Chocolat et Colibri, et celles des hauts plateaux où le capitaine Pierre Hentic forme et entraîne les milices des Rhés[98].

Au Tonkin, la conquête de la Chine par Mao Zedong a gangrené la situation[99]. Derrière le Viêt-Minh qui s'est renforcé, l'armée chinoise n'hésite pas à franchir la frontière pour éliminer toute force qui la gêne. En 1951, les unités laissées dans la région de Pha Long après l'évacuation de Lao Kay sont anéanties par un bataillon chinois. En juin 1952, c'est une division qui attaque le maquis Chocolat. Le commandement français, impuissant, paralysé – comment la France partirait-elle en guerre contre la Chine ? – se garde d'en parler. L'opinion et la presse doivent ignorer ces

incursions et le GCMA est prié de ne pas engager d'opérations qui attireraient une réaction du trop puissant voisin.

Trinquier se contente de maintenir de petites équipes qui enregistrent les mouvements de l'adversaire dans les zones où il n'existe plus de présence française. Il lance des agents ; une partie se fait prendre. Les jeunes sous-officiers français, qui encadrent des maquis, ne maintiennent un contact avec leur base qu'à l'aide d'une radio. Ils sont seuls, personne ne leur portera secours. « Ils étaient devenus, par la force des choses, de véritables chefs de bandes[100] », vivant comme leurs maquisards, souvent vêtus, coiffés comme eux, le crâne rasé, une mèche au milieu. Ils tentaient – tout de même – de leur enseigner des lois moins sauvages. « C'était une tradition Méo de couper les oreilles à leurs adversaires et même de leur manger le foie. Hébert [un capitaine du GCMA] eut certaines difficultés pour leur faire perdre cette coutume[101]. »

L'un des maquis les plus importants, Chocolat, dirigé par Cho Quang Lo, un forban des temps anciens, avait été équipé de mortiers et de mines. Cho Quang Lo, fait chevalier de la Légion d'honneur, avait été intégré dans l'armée française au grade de lieutenant. Le maquis était en plein essor et promettait beaucoup lorsqu'une division chinoise l'engloutit, fin juillet.

À la fin de l'année 1952, le bilan n'était pas encourageant. « Avec l'écrasement du maquis de Cho Quang Lo au mois d'août et l'occupation du pays Taï au mois de novembre, tous les espoirs étaient anéantis. Nous avions cependant fait des expériences intéressantes. Elles nous avaient coûté cher[102]. »

Au début de l'année 1953, les éléments du GCMA, chassés au nord, se dirigent vers l'ouest et le Laos. Des maquis s'établissent autour de Lai Chaû et du camp retranché de Na San. De nouveau, le groupement recrute des partisans, parachute des armes et des vivres, forme des radios et des chefs d'équipe au centre d'instruction du Cap Saint-Jacques, près de Saïgon.

En quelques mois, avec beaucoup d'efforts et de débours, les maquis Colibri et Cardamone sont parvenus à expulser de leur territoire les bataillons du Viêt-Minh et ils ont contribué à l'évacuation de la base de Na San, à l'été 1953. Colibri est encadré par des Européens, Cardamone est

entièrement autochtone. C'est cette dernière solution que Trinquier voudrait développer[103].

L'expérience coréenne (mars 1953)

L'année 1953 lui offre l'occasion de comparer son expérience de la contre-insurrection à celle de la CIA à l'occasion d'un séjour en Corée qu'il effectue, du 18 au 27 mars, en compagnie de Pierre Dabezies, invité par l'allié américain[104]. Il y retrouve, devenu chef des services spéciaux, un officier qu'il avait connu avant la guerre, à Pékin, sur un terrain de polo.

Qu'a-t-il retenu de ce bref séjour encadré ? Il a visité un centre d'instruction de partisans parachutistes. « Formation très orthodoxe. » Auprès de la 2e division puis de la 7e, il a assisté à des exercices en hélicoptère, à des interventions « *Air Rescue*[105] », au largage d'agents au-delà des lignes ennemies. Il connaissait déjà.

Il s'approche des tranchées qu'affectionnent les Chinois et les Nord-Coréens. « Je passai une journée avec le bataillon français de Corée, installé dans des abris comme ceux de la guerre de 1914-1918[106]. » C'est pittoresque, mais n'apporte rien à ses projets.

Trinquier espère échanger son expérience avec celle d'officiers chargés, comme lui, de mener une guerre irrégulière, il est curieux des solutions qu'ils ont choisies. Il pressent que l'emploi des hélicoptères va changer la façon de lutter contre les maquis et les guérillas, mais ses hôtes ne lui laissent percevoir qu'une guerre statique, où se font remarquer la puissance de l'artillerie chinoise et la maîtrise de l'aviation américaine[107]. « La bataille elle-même consiste essentiellement en duels d'artillerie, de jour comme de nuit. […] Telle qu'elle est depuis un an, la guerre de Corée présente vraiment un intérêt très restreint. »

Il pose des questions « au sujet des organismes politico-militaires en place, de la politique autochtone suivie, des incidences ou des possibilités "action" qui pouvait en naître. Nous nous adressions à des militaires dont le seul souci était la conduite d'une guerre classique par l'amoncellement et

l'agencement d'un maximum de moyens. De fait, le problème de Corée et celui d'Indochine n'ont pas de lien entre eux, du moins à première vue. »

L'étude qu'il consacre à la lutte contre le terrorisme et la guérilla, en 1958, puis la version plus développée qu'il publie sous le titre *La guerre moderne* trois ans plus tard, citent à plusieurs reprises un article de la *Military Review* traitant de la guerre de Corée plutôt que sa courte expérience dans la péninsule[108]. Le voyage du commandant à Séoul avait été trop superficiel pour servir d'exemple. En revanche, il aurait pu intéresser les états-majors chargés de monter l'opération Castor, à l'automne[109] : durant les derniers mois de la guerre d'Indochine, l'adversaire principal n'était plus un guérillero ou un partisan, mais un fantassin et un artilleur enrôlés dans de fortes divisions, appuyés par une artillerie plus puissante que celle du camp français.

« L'affaire de l'opium » (mars-avril 1953)

À son retour, une situation confuse attend Trinquier à Saïgon où il doit succéder à Edmond Grall en prenant la direction des services spéciaux d'Indochine. Il évoque le passage de relais entre Grall et lui comme un changement prévu, une affaire arrangée depuis son arrivée à Saïgon. Il n'en est rien. Son commandement a été retiré au lieutenant-colonel Grall après des manquements qui vaudront à cet officier promis aux plus hauts grades un passage en purgatoire.

C'est dans le désordre et l'incertitude que s'effectue la succession. Entre le moment où Grall est relevé de ses fonctions et celui où Trinquier rejoint Saïgon, il se passe plusieurs semaines durant lesquelles personne n'a commandé le groupement.

Dans ses mémoires et à l'occasion d'un article publié dans *Historia*, Trinquier a mentionné cette affaire : en mars 1953, l'un des avions employés pour approvisionner les maquis est revenu de mission chargé d'une cargaison d'opium. Le service s'en est justifié par la nécessité de payer les maquisards et de ne pas laisser tomber la drogue aux mains du Viêt-Minh qui la négocierait contre des armes.

Présenté ainsi, le choix peut se défendre, mais pour se disculper d'une accusation de trafic, ses responsables ont mélangé deux affaires, celle qui révélait des irrégularités de gestion au GCMA et celle qui dévoilait que la récolte d'opium des Méos ralliait Saïgon par les moyens aériens du groupement avant d'être livrée au *Grand Monde*, la maison de jeux contrôlée par la mafia du Binh Xuyen [110]. Sur un sujet dont il fut question au plus haut niveau de l'État, en France [111], le commandant Trinquier, généralement précis et véridique, a proféré quelques mensonges par omission.

> « Le trafic de l'opium en Extrême-Orient entrait dans cette catégorie de missions officiellement inavouables mais nécessaires pour la conduite de la guerre en Indochine [112]. »

Certes, mais il aurait été aussi juste de reconnaître que la licence donnée au commandement d'unités clandestines pouvait parfois aboutir à des résultats douteux.

L'extinction des maquis (1954)

Trinquier est promu lieutenant-colonel en avril 1953. Il dirige alors très librement le GCMA, devenu GMI, avec le soutien du colonel Dulac, chef d'état-major de l'armée au Tonkin [113]. Mais il lui faut justifier des crédits qui lui sont alloués, et les rapports qu'il rédige au cours de cette année et la suivante semblent compter plus de prisonniers, d'adversaires tués et de matériel saisi qu'il ne s'en était trouvé sur le terrain. Si les échecs de 1952 avaient pu remettre en cause la politique qu'il avait jusqu'alors suivie, l'année 1953 n'est plus qu'un enchaînement de succès et les effectifs du groupement ne cesseraient de croître. « Pendant le dernier semestre de 1953, les effectifs du GMI sont passés de cinq mille à quatorze mille. Mais ses moyens financiers n'ont pratiquement pas été accrus et son encadrement européen a diminué [114]. » Trinquier aurait été à la tête d'une grosse division, très peu encadrée. On peut être sceptique.

Après la signature des accords de Genève qui mettent fin à la guerre, le 21 juillet 1954, il estime encore le nombre des maquisards armés à 9040 au Nord-Vietnam, et à 4100 au Laos. Les effectifs européens sont de 71 officiers, 210 sous-officiers et 191 hommes de troupe qui auraient obtenu des résultats importants. Lors du siège de Diên Biên Phu, les maquis ont gardé les voies d'accès vers le Laos et tenu en respect quatorze bataillons du Viêt-Minh qui n'ont pu entrer dans la bataille. Mais, pour Giap, l'enjeu était tel que ces pertes n'étaient pas essentielles ; il disposait du vivier inépuisable des paysans du Delta.

Chaque mois, le coût d'un maquis était de 250.000 dollars, destinés à la solde des combattants et à l'entretien de leur famille. Il fallait parachuter 100 tonnes d'équipement et de vivres, allouer 1500 heures de Dakota, 300 heures de B-26. La CIA fournissait de l'armement et des postes radio en échange de la présence de deux officiers auprès de l'état-major du GMI qui s'assuraient de l'emploi qui était fait de l'argent américain [115].

Le cessez-le-feu mit fin, d'un coup, à l'approvisionnement dont dépendaient ces milliers d'hommes réfugiés dans la Haute Région. Le GMI ne put porter secours aux derniers maquis, sauf à le faire clandestinement, et une partie du personnel du groupement quitta ses rangs, débauché par l'armée sud-vietnamienne. En quelques jours, le bel édifice s'était désagrégé.

Trois années passées dans les services spéciaux ont permis à Trinquier d'accroître son autonomie et de développer une réflexion sur la guerre qui le mène dans une autre direction que celle qui lui était assignée. Il s'éloigne du renseignement. Pourquoi risquer des hommes si l'information vient plus sûrement d'autres sources ?

La qualité des écoutes radio du SDECE est, en effet, connue. On apprenait davantage par ses décrypteurs que par des équipes opérant derrière les lignes et des agents infiltrés. Les missions d'information sur le terrain n'étaient indispensables qu'à de courtes périodes, quand le Viêt-Minh procédait au changement de ses codes, en début de campagne.

Aussi Trinquier orienta progressivement les maquis vers une mission plus utile que celle de doubler des écoutes. Il voulait en faire le vivier de cadres politiques auxquels l'avenir du pays aurait été confié. « Je préconisais la création d'une nouvelle génération de mandarins, issus de la

résistance. Je donnais des instructions provisoires pour que les chefs autochtones des maquis fussent consultés pour la remise en place de l'administration tant que les maquis demeureraient zones de guerre. […] Cette politique visait à enlever le contrôle de toute la Haute Région au Viêt-Minh, région qu'il lui était indispensable de tenir, parce qu'elle lui servait de base de repli en cas d'échec[116]. » Trinquier se permettait de corriger les missions qui lui avaient été confiées pour ébaucher un remodelage politique de l'Indochine.

La direction du SDECE ne pouvait accepter pareille dérive ; ses relations avec Trinquier se dégradèrent[117]. De mars à septembre 1954, il ne put se maintenir à la direction du GMI qu'avec le soutien du général en chef, Navarre, puis celui de Salan qui revint à Saïgon, en août 1954.

Auparavant, il s'était aussi accroché avec la hiérarchie des parachutistes. En 1952, il avait intrigué, avec Edmond Grall, pour que le colonel Jacques de Bollardière restât un an de plus à la tête des troupes aéroportées d'Indochine. « Bollo », dont on savait qu'il laissait les rênes lâches à ses subordonnés, ne s'offusquerait pas de leurs libertés, alors que son successeur déjà pressenti, le colonel Gilles, réfractaire aux services spéciaux (« Tout ce qui n'était pas guerre classique le laissait indifférent »), aurait été moins accommodant[118]. Gilles saura qui l'a privé du commandement qu'il espérait, il le pardonnera difficilement.

Les derniers mois de 1954, Trinquier procéda à la liquidation d'un service dont il ne subsistait que des bribes. Le SDECE ne lui demanda pas même de compte rendu de fin de campagne et ses archives partirent, sans commentaires, pour le siège, à Noisy[119]. Il quitta Saïgon dans les derniers jours de l'année pour débarquer à Marseille à la mi-janvier 1955.

> « *En rentrant en France, j'étais brouillé avec le général Gilles devenu le grand patron des parachutistes et plus encore avec le SDECE qui m'avait toujours considéré comme un intrus et qui avait hâte de me voir disparaître*[120]. »

Fièvre théoricienne (1955-1956)

Avant son départ en congé de fin de campagne, le commandement lui demanda de former un 3e bataillon de parachutistes coloniaux. Fort de l'expérience acquise avec le 2e, en 1947, il y consacra deux mois. Le 3e BPC, hâtivement forgé et promu régiment, fut confié au lieutenant-colonel Bigard en octobre. Il commença à faire parler de lui au printemps suivant.

Après quatre mois de détente, Trinquier fut affecté à la demi-brigade des parachutistes coloniaux, à Bayonne, où il enterra la hache de guerre avec le général Gilles qui l'ajouta à son état-major d'inspecteur des TAP.

L'année précédente, il avait épousé une intellectuelle, un professeur, qui lui fit découvrir les milieux universitaires, de sciences exactes plutôt que de sciences humaines, semble-t-il. Ce choix conjugal tardif est peu courant chez les officiers de sa génération qui épousaient des filles d'officiers ou des PFAT, des assistantes sociales ou des infirmières, parfois des médecins.

En décembre, il est envoyé à Paris pour préparer l'École supérieure de guerre, une diversion conseillée aux officiers supérieurs revenus d'Indo-chine qui tardaient à trouver un nouveau commandement. Parmi les parachutistes, un seul en est sorti diplômé, Jean Bréchignac, qui avait commandé le 2e bataillon du 1er RCP, à Diên Biên Phu. Les autres n'ont pas toujours brillé et se sont morfondus. Bigeard a soigné ses relations civiles et politiques avant de repartir, pour l'Algérie [121]. Trinquier ne s'étend pas sur son séjour à Paris.

Il s'y passe pourtant des choses intéressantes. Au Centre d'études asiatiques et africaines, le colonel Lacheroy est devenu une vedette de la contre-insurrection. À l'École de guerre, un groupe d'officiers prône une rénovation de l'armée et diffuse ses idées sous le nom de *Milites* [122]. Le commandant Lucien Poirier utilise la *Revue militaire d'information* pour amorcer sa réflexion stratégique [123]. Le général Gallois a déjà publié des articles traitant de l'arme nucléaire et rencontré de Gaulle, en avril 1956, qu'il a conforté dans l'idée de doter la France de sa propre bombe [124]. En

juin 1956, le site de Reggane a été choisi par le général Ailleret, qu'accompagnait le colonel Laure, chef de file de *Milites* et ancien camarade de Trinquier à la concession de Pékin.

Les deux courants qui vont partager la pensée stratégique française pour quelques années se sont mis en place. D'un côté, une réflexion sur la révolution stratégique induite par l'arme nucléaire se développe ; de l'autre, la quête d'une définition de la guerre asymétrique et des moyens de la gagner se poursuit. Comment éviter toute nouvelle guerre mondiale, qui serait apocalyptique. Comment faire face aux guerres limitées, hors du territoire national, qui risquent de se multiplier.

L'Algérie (1956-1960)

Le dernier bataillon parachutiste a quitté Saïgon en avril 1956, alors que le conflit algérien accaparait progressivement l'armée et le contingent depuis la fin de l'année 1954. En deux ans, toutes les troupes aéroportées vont être requises et réparties dans deux divisions, la 25e DP (division parachutiste) affectée au Constantinois et la 10e DP dans l'Algérois.

Le général Massu, à la tête de la 10e DP, souhaiterait avoir Trinquier à ses côtés [125]. Il a confiance en lui et il en escompte un retour d'expérience qui lui fait défaut, celui des combats menés contre le Viêt-Minh, cette contre-insurrection que le général n'a connue qu'en sa première année. Trinquier n'a pas été prisonnier dans les camps, n'a pas subi la fascination de son adversaire et n'a probablement pas lu Mao – pas plus que la plupart de ceux qui s'en réclament alors. Mais il a réfléchi aux aspects originaux de cette nouvelle modalité de la guerre, et il a cherché, avec pragmatisme, à s'y adapter et y trouver la parade.

Quand Massu apprend, à l'été 1956, que sa division est désignée pour sauter sur le canal de Suez et qu'il lui faut quitter l'Algérie pour plusieurs semaines, il obtient que Trinquier devienne commandant de la base aéroportée d'Afrique du Nord. Cette responsabilité ne devrait pas l'accaparer. « Je n'avais pas un goût particulier pour plier les parachutes »,

convient-il [126]. Massu passe la consigne : « Garde ma place ici. Fais tourner la baraque et attends mon retour [127]. » Trinquier va donc veiller sur les arrières de la 10e DP, et se retrouve de nouveau en froid avec le général Gilles qui préférerait le savoir occupé à des tâches de gestion sur la base de Philippeville qu'à grenouiller dans Alger quand lui-même et Massu sont retenus à Chypre et Port-Fouad.

La bataille pour Alger (janvier-octobre 1957)

Le général Salan, nouveau commandant supérieur des forces armées en Algérie, a pris ses fonctions au 1er décembre 1956. Entre le 27 décembre et le 2 janvier, les régiments de la 10e division parachutiste, fâchés d'avoir remporté une victoire inutile, sont de retour d'Égypte.

Depuis six mois, à Alger, depuis plus d'un an à Bône et Constantine (Alger ne résume pas toute l'histoire de la guerre), le nombre des victimes du terrorisme ne cesse de croître. Le ministre résidant, Robert Lacoste, a réalisé que les forces de police dont il disposait étaient impuissantes. Trop peu nombreuses, elles n'ont pas été formées pour répondre à ce type de problèmes et elles sont vulnérables aux menaces pesant sur leur famille [128]. Après de premiers attentats dans des quartiers populaires, les poseurs de bombes s'attaquent à des établissements situés à proximité des bureaux de la Xe Région militaire. Comment mettre fin à la surenchère ? Le moral des forces de l'ordre ne tient plus, les terroristes restent impunis, des milices d'autodéfense commencent à se former – le chaos n'est pas loin.

Le 7 janvier, alors que Massu vient d'annoncer à son état-major qu'il lançait sa division à la poursuite des bandes de la Mitidja et de l'Atlas, Lacoste lui donne pour mission de mettre fin au terrorisme dans la ville. L'IGAME (équivalent d'un préfet de région) Serge Baret lui délègue ses pouvoirs de police et d'administration. Voilà les parachutistes investis d'une mission qui ne leur revient pas et qu'ils ne souhaitent pas. Le maire d'Alger reconnaissait : « On leur confiait toutes les responsabilités au moment où tout allait au plus mal [129]… »

Dès les premiers jours, il leur faut intervenir, alors que « le camp adverse nous était totalement inconnu », reconnaît Massu. « Nous ne savions même pas ce que nous cherchions et la machine policière, faite au début de pièces éparses et autonomes, se monta par tâtonnement, de façon tout empirique[130]. »

De quels moyens dispose le commandant de la 10e DP ? Environ dix mille hommes, en théorie, huit mille en pratique : cinq mille parachutistes, trois mille soldats d'autres unités, mille policiers, gendarmes mobiles et CRS, mille réservistes territoriaux. Mais l'effectif réel des parachutistes dans Alger est d'un peu plus de trois mille les deux premiers mois, un peu plus de huit cents les mois suivants[131].

À quoi sert-il de mobiliser huit mille hommes pour une ville de sept cent mille habitants sans savoir ce qu'on cherche ? Quelques centaines d'hommes ont suffi à affoler la ville ; on ne connaît pas leur nom, ni l'endroit où ils se cachent, ni leur organisation. Un seul repère auquel se fier : depuis l'année précédente, la 4e compagnie du 9e régiment de zouaves s'est installée dans la casbah qu'elle commence à connaître, et Sirvent, son capitaine, a bien avancé un premier travail d'information. Cette ébauche servira de base pour mener l'enquête.

Deux officiers parachutistes se partagent dès lors l'organisation du renseignement, le colonel Godard, adjoint de Massu, nommé en juin commandant d'Alger-Sahel, puis chef de la sûreté, en mai 1958, poste qu'il occupera jusqu'en février 1960. Et le lieutenant-colonel Trinquier qui commence à monter sa petite équipe (quatre hommes), sans bureau ni secrétariat. Dans un premier temps, il se loge, comme il peut, à la préfecture. En juin, il rejoint Godard et Sirvent près du palais Bruce.

Leur affaire va réussir en partie grâce à des impondérables auxquels il est rarement fait allusion dans les manuels de tactique et les traités théoriques. En premier lieu, ces hommes se connaissent depuis longtemps ; Trinquier et Godard les ont déjà commandés en d'autres circonstances, ils savent ce qu'on attend d'eux, connaissent les points forts et les faiblesses de chacun. C'est un gain de temps, un gage de confiance. Ensuite, ils parviennent à se regrouper tous dans le même pâté de maisons de la basse casbah. La prise de décisions ne souffrira d'aucun relais, d'aucun retard.

En un mois, Trinquier met au point le procédé qui lui permet de tramer un maillage efficace de la ville. Son dispositif de protection urbaine (DPU), consiste à recenser chaque habitant et lui attribuer une place dans la ville – il habite dans un immeuble (un numéro), situé dans un îlot (une lettre), qui appartient à l'un des arrondissements de la ville (un numéro). Chacun dispose ainsi d'une immatriculation, à lui de justifier ensuite ses déplacements, les départs ou les arrivées au sein de sa famille ou de son immeuble [132].

Le dénombrement est confié à des volontaires, souvent recrutés dans les associations d'anciens combattants et regroupés selon la structure des dix-huit arrondissements d'Alger, qui rendent compte quotidiennement au siège du DPU [133]. Le recensement de la population musulmane, dans la casbah et les bidonvilles, revient à la gendarmerie mobile.

> « *Pour vaincre la rébellion, il n'était pas nécessaire d'utiliser des chars ou des avions, il suffisait de contrôler toute la population* [134]. »

Comme instrument de surveillance, le DPU se révèle vite efficace. Efficace également comme relais d'influence, et Trinquier s'en assure en l'employant à lutter contre une campagne de calomnie qui visait à saper l'autorité de Salan [135].

En quelques semaines, la structure des réseaux terroristes est connue, beaucoup de bombes saisies. La casbah elle-même est devenue moins sûre aux clandestins. Une partie de la direction du FLN à Alger s'est enfuie à Tunis dont elle ne reviendra qu'une fois l'indépendance proclamée. D'autres sont pris au piège, comme Yacef Saadi, dirigeant terroriste d'Alger et sa secrétaire Zora Drif, étudiante en droit, avec lesquels Trinquier s'entretient après leur arrestation. « Ce qui m'intéressait, ce n'était pas de recueillir des renseignements militaires, maintenant inutiles, mais, comme autrefois, en Indochine, quand je rencontrais le capitaine viêt TVH, de savoir pourquoi ils s'étaient battus. Ils avaient pris des risques qui pouvaient leur coûter la vie et qu'on ne prend pas sans raisons profondes [136]. »

Le plus rusé des adjoints de Trinquier, le capitaine Léger, a monté à son tour une petite escouade. Son histoire est connue ; on sait moins la marge de manœuvre dont il a disposé pour monter son affaire. Cette bataille pour Alger avait donné plus d'autonomie aux officiers subalternes astucieux. En obtenant le ralliement d'agents du FLN et en retournant des bandes de jeunes vêtus de bleus de chauffe qui imposaient la loi du Front dans la casbah, Léger avait repris le contrôle des lieux publics et tendu ses pièges. On recommença à jouer et entendre de la musique dans les cafés maures et des dirigeants de premier plan tombèrent dans des souricières. Sa mission s'acheva par une campagne d'intoxication connue sous le nom de « bleuïte » qui rongea la wilaya III puis la IV [137]. Passé le mois d'octobre 1957, Alger n'a plus connu de vagues terroristes comparables à celles des mois précédents et les maquis ont été décimés par les purges pour longtemps [138].

La valeur du dispositif mis en place par Trinquier et son équipe, et l'ascendant qu'il exerçait sur les organisations d'autodéfense de la ville furent rapidement connus. Le 11 juin 1957, alors que les obsèques des victimes de l'attentat du Casino de la Corniche dégénéraient en émeute, il s'était imposé sans le renfort de ses compagnies, en s'appuyant sur le seul réseau des îlotiers qui animait le DPU [139]. La foule, qui courait au lynchage, revint à la raison, s'éparpilla, rentra chez elle. Massu en tira des consignes pour ses régiments dans la ville qui fixaient, enfin, une ligne de conduite à ses troupes [140].

Trinquier avait démontré qu'il disposait d'un instrument puissant et qu'il savait s'en servir. Mais réaliser qu'il avait le pouvoir de contrôler des foules en Alger en inquiétait plus d'un à Paris.

Succéder à Bigeard

En novembre 1957, Jacques Chaban-Delmas est devenu ministre de la Défense nationale. Il s'est éloigné un temps des cercles gaullistes qu'il ne veut pas compromettre avec le gouvernement d'une IVe République qu'ils exècrent [141]. Vingt ans plus tard, de Gaulle ayant disparu et lui-même ayant

dû renoncer à ses ambitions présidentielles, Chaban reconnaît avoir été ministre, de novembre 1957 à mai 1958, pour répondre à deux exigences : faire avancer le programme de dissuasion nucléaire et créer une situation militaire offensive pour négocier en position de force en Algérie – il pensait déjà qu'il n'était d'autre solution que d'en venir à pactiser avec le FLN. Un troisième objectif allait sans dire : préparer le retour au pouvoir du général de Gaulle [142].

Son programme impliquait le contrôle de l'armée, dans un style proche des méthodes expéditives employées durant la Résistance.

> « *[…] Afin d'être informé de la réalité militaire, je créai une équipe de* missi dominici *sur le modèle de la mission de liaison et d'inspection de l'armée que j'avais mise sur pied en 1945. Ces officiers supérieurs, choisis parmi les plus remarquables de l'armée française, eurent pour consigne de tout voir, tout entendre et tout me rapporter. Il leur était recommandé de procéder avec les plus grandes précautions. Leur venue heurta néanmoins un certain nombre de généraux commandants de région. Elle indisposa surtout le général Salan* [143]. »

On ne s'en étonnera pas.

Aux *missi dominici* qui auscultaient l'armée s'ajoutait une antenne basée à Alger, dont le rôle consistait à préparer la ville à servir de levier pour changer de République. L'antenne s'appuyait sur des associations d'anciens combattants, quelques officiers activistes et les réseaux du commandant parachutiste Jean Pouget – ceux que *Les Centurions*, le best-seller de Larteguy, rendit célèbres –, formés d'anciens d'Indochine. Ce n'était pas un aperçu représentatif de l'armée ni même des régiments parachutistes.

> « *Cette antenne, complétant le système des* missi dominici*, avait pour mission de m'informer au jour le jour de tous les faits en relation avec le domaine militaire, c'est-à-dire*

de tout. Elle était placée sous les ordres du commandant Jean Pouget, aussi précis que passionné. Léon Delbecque assumait la liaison avec moi […]. Avec Lucien Neuwirth, son adjoint, il prit quelques jours plus tard une part essentielle aux événements du 13 mai […][144]. »

Roger Trinquier n'est pas l'homme des intrigues ni des manœuvres de couloir, mais celui des foules contrôlées, dans la ville, et des embuscades en campagne. Il est classé parmi les proches de Salan que Chaban-Delmas juge peu malléable et qu'il voudrait remplacer par le général Challe – à cette époque, l'aviation est un bastion du gaullisme[145]. N'y parvenant pas, il se contente d'éloigner Trinquier d'Alger.

Voilà le lieutenant-colonel muté à Pau où il assure, à partir de décembre 1957, le commandement de l'école des troupes aéroportées. Il prend son mal en patience. « [L'ETAP] tournait en ronronnant, sans secousse, comme une boutique bien rodée[146]. » Il n'y reste que trois mois, rappelé bientôt en Algérie pour une nouvelle mission délicate.

Il s'agit de remplacer Bigeard, qui achève son temps de commandement à la tête du 3e RPC. Même s'il n'y reste que deux ans, tout colonel imprime sa marque à son régiment ; mais les rapports qu'entretient Bigeard avec des hommes qu'il a façonnés, dressés, compagnie contre compagnie, par une émulation féroce et une superbe singulière, sont tels qu'on ne voit pas qui pourrait lui succéder. Sauf… Le général Gilles confie à Trinquier une succession dont personne d'autre ne voulait[147].

Le commandement est prestigieux – le 3e RPC est alors, avec le 1er REP du lieutenant-colonel Jeanpierre – l'un des plus beaux régiments de l'armée[148]. Mais c'est un cadeau empoisonné qui s'accompagne d'une recommandation : ne plus se manifester en Alger et ne pas reprendre contact avec le DPU[149].

Peu avant son départ, dans la première quinzaine de mars 1958, Trinquier profite d'un passage à Paris pour établir un contact avec Abderrahmane Farès, nationaliste modéré, ancien président de l'assemblée algérienne, rallié depuis peu au FLN, qui pourrait représenter une solution

politique à la guerre[150]. Plusieurs jours de rang, les deux hommes s'entretiennent des possibilités d'un accord, d'une issue au conflit[151]. Comme en Indochine, huit ans auparavant, Trinquier cherche à savoir comment on achève une guerre[152].

Il rallie son régiment et se trouve aussitôt plongé dans la bataille de la frontière qui a commencé fin janvier. Parmi les cinq régiments parachutistes destinés à intercepter les unités de l'ALN arrivant de Tunisie, armées et instruites, le 3e RPC, placé en retrait du barrage, n'a pas fait grand-chose[153]. Depuis les combats de Timimoun, en novembre 1957, le régiment n'a pas pris de repos ni récupéré. Connaissant son usure, le commandement le ménage. Trinquier modifie ses quartiers, s'installe plus au sud, à Négrine, en bordure du désert, et tend des pièges au lieu d'attendre qu'on l'alerte.

Dans la première semaine d'avril, en deux opérations et huit jours de poursuite, trois cents armes de guerre sont saisies. La seconde intervention du régiment a été, selon le colonel Planet, « peut-être la plus belle embuscade de la guerre d'Algérie[154] ». S'amusant de la rivalité féroce qui règne alors entre les unités et leurs chefs, le colonel Chateau-Jobert observe : « [Trinquier], en neuf mois, a un tableau de chasse égal à celui de Bigeard en deux ans. Mais qui le sait[155] ? »

Trinquier a démontré qu'il pouvait faire aussi bien, voire mieux, que son prédécesseur. Mais ses hommes sont épuisés. Fin avril, le général Massu se rend en inspection sur la frontière : les régiments les plus brillants, le 1er REP et le 3e RPC, traités sans ménagement depuis des mois, doivent revenir à leur base. Leurs colonels regimbent : Trinquier comme Jeanpierre exercent l'un des plus beaux commandements auxquels puisse aspirer un officier, et la bataille n'est pas encore gagnée[156]. Jeanpierre résiste le plus longtemps aux injonctions de Massu ; il meurt au combat dans les derniers jours de mai. Trinquier se soumet et son régiment quitte Négrine le 2 mai ; il est de retour à Sidi Ferruch le lendemain[157].

Une littérature prolixe a décrit les multiples complots qui auraient abouti au *pronunciamiento* du 13 mai[158] : les régiments parachutistes les plus en vue n'en étaient pas. Les légionnaires du 1er REP n'ont pas bougé de

la zone de Guelma, dans le Constantinois, et le 3*e* RPC n'est revenu à Alger que sur ordre, pour des raisons de service [159].

Le 13 mai 1958

Dans l'après-midi du 13 mai, alors qu'une manifestation est en cours dans le centre d'Alger, Trinquier dresse l'inventaire du matériel de son régiment, à Sidi Ferruch. Quand la division réclame l'intervention d'une de ses compagnies, il l'envoie vers le centre et poursuit sa revue. Mais bientôt, deux autres sont requises, autant dire la majorité de ses effectifs. La situation est en train d'échapper aux forces de l'ordre. Trinquier décide de remettre à plus tard ses travaux d'intendance.

Le général Dulac, chef d'état-major du général Salan, raconte :

> « *Et Trinquier est parti à ce moment-là. C'est comme ça qu'il est arrivé pour trouver ses trois compagnies, devant le Gouvernement Général, qui était dans un état de désordre extravagant, avec une manifestation sur la place, avec des papiers un peu partout qui voltigeaient, et il s'est dit : "Il faut aller voir ce qui se passe." Alors, il part avec son régiment. La foule s'écarte, parce que, devant les parachutistes, la foule algéroise s'écartait, par respect et amitié, elle n'avait aucune objection à faire passer les parachutistes. Alors Trinquier est entré, il est monté au premier. Il m'a dit : "Quand je suis monté, je ne savais absolument pas ce que j'allais faire…" S'il avait trouvé Massu, en sang, sur le bord de l'escalier, avec un œil poché et le nez écrabouillé lui disant : "Fous-moi tout ça dehors", Trinquier foutait tout le monde dehors. Or, il a trouvé Massu qui lui dit : "Je suis président du Comité de salut public ; tu en fais partie, avec Ducasse (Ducasse était un autre colonel de parachutistes)." Alors Trinquier a dit :*

“Je fais partie du Machin…”, et c’était fini. À partir de là, l’ordre était rétabli : c’était Pfimlin[160]*, Salan, Massu, le Comité de salut public, et le colonel Trinquier*[161]*.”* »

Au soir du 13 mai, l’émeute était contenue sans violence, mais les forces de l’ordre (gardes mobiles, CRS et police) et les responsables militaires (les généraux Salan, Allard et Ducournau) s’étaient révélés impuissants[162]. Le prestige et la reconnaissance acquis par la 10e division parachutiste dans sa lutte contre le terrorisme urbain, l’année précédente, avaient donné à Massu et au régiment de Trinquier le pouvoir de canaliser la foule alors qu’ils n’étaient pas associés aux projets de mettre fin à la IVe République[163]. Ceux qui l’étaient, les responsables de l’antenne ministérielle, Delbecque et Neuwirth, ont été pris de vitesse et ne se sont montrés qu’une fois constituée l’ébauche du comité de salut public.

Au soir du 13 mai, les parachutistes réalisent qu’ils ont, sans le vouloir, franchi le Rubicon et qu’ils sont condamnés à avancer dans une voie qu’ils n’avaient pas prévue[164]. Massu, Trinquier et les autres officiers membres du comité de salut public se demandent s’ils seront encore en liberté quelques jours plus tard ; on en a fusillé pour moins que ça. Du 13 au 29 mai, rien n’est joué.

Le 15, les capitaines Léger et Sirvent préparent la participation des musulmans aux manifestations qui se tiennent quotidiennement sur le forum : le lendemain fut un grand moment de fraternisation qui émut plus d’un participant et fit ricaner les incrédules. Cette journée résumait le programme de ces officiers qui se retrouvaient, par la force des choses, à la tête du mouvement – l’intégration, qui signifiait pour eux l’égalité des droits pour tous les habitants d’Algérie.

Trinquier et Léger n’assistent pas à la fraternisation du 16 mai. La veille, Massu les a dépêchés à Oran, pour obtenir l’appui des chefs de corps d’armée, reprendre en main les unités territoriales, et s’assurer qu’il n’y aura pas de conflits entre les civils décidés à renverser la IVe République, le préfet légaliste et les militaires disciplinés ou attentistes[165]. À ce moment, seule la 10e division parachutiste (et pas au complet) porte le soulèvement

algérois. La tâche de Trinquier et de ses camarades, va être de rallier ville après ville, unité par unité, la plus grande partie de l'Algérie.

Pendant l'absence de Trinquier, le régiment est commandé par son nouvel adjoint, le chef de bataillon Robert Moulié qu'il a trouvé, fraîchement arrivé, à la base de Sidi Ferruch. Un officier solide, ancien de la France libre.

Pendant les semaines d'incertitude précédant la tournée du général de Gaulle en Algérie, Trinquier reste au service du comité de salut public d'Alger pour lequel il réactive le dispositif de protection urbaine. D'autres militaires endossent les responsabilités que les administrateurs civils, mis en disponibilité soudaine, leur ont abandonnées. Et le commandant Moulié accepte de conduire le régiment à Paris, s'il en était besoin, pour mettre à raison les récalcitrants.

Dans le cadre d'une opération baptisée « Résurrection », il est en effet prévu que le 3e RPC, transporté par avion à Villacoublay, s'empare de la chambre des députés, du ministère des Affaires étrangères, de la présidence du Conseil, de la direction générale des Postes et des studios de la télévision. Rien de moins. Les consignes sont "d'éviter de choquer la classe ouvrière. Il faut que le Peuple se retrouve dans l'Armée et s'intègre à son action. […] Tout appel, toute déclaration devra se conclure par Vive la République, vive l'Algérie française, vive la France, vive de Gaulle [166] !"

Un tel plan n'a jamais connu un début d'exécution, la Corse mise à part, où le bataillon du 11e choc basé à Calvi fait basculer l'île en quelques heures du côté d'Alger [167]. La menace d'une intervention parachutiste et quelques manœuvres d'intoxication ont suffi à mettre fin au gouvernement Pfimlin en deux semaines. Un gouvernement de Gaulle est investi le 1er juin ; il dispose pour six mois des pleins pouvoirs, légifère par ordonnance et prépare une constitution. Trinquier résume la brève aventure politique de la 10e DP qui a tiré les marrons du feu au profit d'un parti auquel la plupart de ses membres étaient étrangers :

> « *Nous avions débouché sur le pouvoir sans y être préparés et, l'ayant en main, en fait, nous n'avions su qu'en faire.*

C'est la raison profonde pour laquelle nous l'avions remis à de Gaulle[168]. »

Retour au régiment (juin 1958-juin 1959)

L'aventure finie, les hiérarchies remises en place, Trinquier quitte le comité de salut public, le 7 juillet et récupère son régiment. Il repart en campagne[169]. Son expérience au GCMA lui a probablement valu d'être chargé d'une mission discrète, consistant à éliminer un contre-maquis, établi dans le sud, que soutenaient, depuis un an, les services spéciaux en accord avec le ministre résidant.

C'était l'opération Ollivier, appelée aussi « affaire Bellounis ». Les troupes de Bellounis, un dirigeant du MNA chassé du nord par le FLN[170], installées entre Aumale, Bou Saada et Laghouat, aux marges du désert, avaient sollicité l'aide logistique de l'armée, en juin 1957, en s'offrant comme alliées contre le FLN. Ses interlocuteurs, à Alger, avaient accepté le marché, jugeant que cette alliance ouvrait peut-être une troisième voie, entre les partisans de l'Algérie française et ceux de l'indépendance.

« *Qu'il y ait eu, au moins pendant quatorze mois, une armée nationale du peuple algérien, l'ANPA, d'inspiration messaliste, qu'elle ait été combattue par l'ALN et qu'elle ait partiellement survécu jusqu'en mars 1962, sont des faits presque ignorés en Algérie. Et le nom de son chef, Bellounis, est à peine plus connu en France qu'en Algérie*[171]. »

Le ralliement de Bellounis avait épargné à la France une condamnation de l'ONU, lors de l'assemblée de novembre 1957 : l'existence de cette armée du sud et son alliance avec l'armée française prouvait qu'il existait d'autres alternatives et qu'on ne pouvait réduire le sens du conflit algérien à un soulèvement populaire contre une puissance coloniale[172].

Mais après avoir été équipé, armé et payé, Bellounis avait pris ses distances et des bruits fâcheux concernant ses exactions parvenaient à Alger. Était-ce encore un partenaire politique ou bien un capitaine menant sa propre guerre ? Bellounis se croyant maître du terrain n'avait pas pris la mesure des changements survenus après le 13 mai.

L'arrivée au pouvoir du général de Gaulle améliorait, pour un temps, les relations internationales de la France, et rendait accessoire le rôle de cet allié douteux. Le commandement et les services spéciaux décidèrent de dissoudre une armée qui brigandait plus qu'elle ne se battait, et de récupérer les armes qu'on lui avait imprudemment remises. Trinquier et ses compagnies, renforcées par des commandos parachutistes de l'armée de l'air, furent donc chargés de la liquidation. L'opération Damier commença le 8 juillet ; le 14, Bellounis était abattu, ses forces dispersées [173].

Après cette mission, Trinquier poursuivit la reprise en main de son unité. Moins de rivalité, un recrutement plus ouvert. Il avait créé une cinquième compagnie dont les premiers éléments étaient des prisonniers capturés sur le barrage, l'année précédente, et qui l'avaient suivi à Sidi Ferruch. Après les avoir fait instruire et breveter parachutistes, il les avait confiés au capitaine Léger, maître en embuscades et coups retors [174]. Ce n'est pas une harka de supplétifs [175], mais une compagnie de parachutistes qui devaient progressivement s'engager pour cinq ou trois ans, bénéficiant du même statut que les autres membres du régiment [176]. Lors du « tour » de cantonnement à Alger que dut effectuer le 3e RPIMa quelque temps plus tard, Léger obtint qu'elle fût désignée pour la casbah. Des paras musulmans dans la casbah… Le capitaine rapporte que ce fut un succès [177].

À l'automne, le régiment est en Kabylie et Trinquier a été promu colonel. En octobre, au cours de l'opération Couronne I, il capture un dirigeant connu, Si Azzedine, et il en obtient un ralliement éphémère. Le chef d'état-major du général en chef juge qu'il « commande admirablement son régiment [178] ». Massu vante ses talents politiques, son habileté à négocier, sa loyauté ; il envisage pour lui une ascension rapide au grade d'officier général.

Après avoir servi à démolir la IVe République en mai, l'armée est employée à préparer le référendum qui adoube, en septembre, la nouvelle République et sa constitution, et les élections législatives, fin novembre, qui envoie en métropole les représentants de l'Algérie. Trinquier, en désaccord avec les consignes de vote qu'on le charge d'appliquer, part en permission dans le Dauphiné. Il ne lui reste aucune des illusions qu'il aurait pu nourrir à l'égard du changement de gouvernement et de république.

Salan a quitté l'Algérie fin décembre, Challe lui succède et, de février à juin 1959, le 3e RPIMa participe aux premières phases du « plan Challe » dans l'Oranais et l'Ouarsenis. Le régiment traque les djounoud de la wilaya IV et les survivants de la wilaya V [179].

Si les nouvelles opérations ont donné bon espoir de finir bientôt la guerre, le contexte politique s'est aigri en quelques mois et l'ardeur est tombée. La foule mobilisée en mai pour affirmer sa volonté d'être française et les officiers qui avaient rêvé d'intégration attendent vainement d'être confortés dans leurs attentes.

Le 13 mai 1959, de passage à Alger où les régiments de la 10e DP ont envoyé un détachement pour participer au défilé commémoratif du pronunciamiento, le colonel Trinquier écrit au général Salan, alors à Paris :

> « *L'esprit qui avait animé l'armée l'année dernière, l'enthousiasme qui avait soulevé la population, ne sont plus qu'un lointain souvenir. Chacun s'efforce de croire encore que le général de Gaulle veut vraiment sauver l'Algérie ; mais le doute sur ses intentions véritables fait naître une lourde inquiétude qui mine l'esprit des meilleurs* [180]. »

L'encadrement de son régiment a été, peu à peu, renouvelé. L'un après l'autre, les officiers qui ont fini leur temps sont relevés par des gaullistes qui « ne manquent pas une occasion, à la popote, pour manifester leur attachement inconditionnel au général. Aussi parfois, les discussions tournent à l'aigre. L'unité d'esprit qui avait fait notre force le 13 mai 58 est

donc bien menacée. Je vais essayer de me débarrasser des plus virulents. Ce ne sera pas facile ».

Pas facile du tout, et c'est le colonel Trinquier qui va s'en aller.

Un secteur pourri, El-Milia (août 1959-juillet 1960)

Son dernier commandement en Algérie fut celui du secteur d'El-Milia. Encore une affectation qui n'attirait pas de candidats. Depuis le début de la guerre, la zone de petite Kabylie située entre El-Milia, Collo et Djidjelli, n'était contrôlée que sur le papier. Le terrain et la végétation abritaient des maquis opiniâtres.

Au début de l'année 1959, le lieutenant-colonel Marey qui commandait El-Milia était tombé dans une embuscade[181]. C'était le second colonel abattu dans le secteur et deux sous-préfets y étaient morts, assassinés dans leur bureau. Alors que le « plan Challe » rameute les réserves générales pour s'attaquer à l'Oranais, il ne s'agit pas d'abandonner le contrôle de la petite Kabylie ; avant d'entamer la phase « Jumelles » de son plan, Challe se préoccupe de faire tenir les secteurs les plus dangereux par des colonels de valeur[182]. Trinquier quitte à regret son régiment pour prendre la succession de Marey.

> « *El-Milia était une petite sous-préfecture du Nord-Constantinois située dans la vallée de l'oued Kebir, enserrée dans des montagnes couvertes pour la plupart de forêts inextricables. Un vrai repère de chef de bande*[183]. »

Il s'installe à la sous-préfecture – il cumule les pouvoirs civils et militaires du secteur. Il a obtenu que l'escadron de gardes mobiles qui l'assistait à Alger l'accompagne[184]. En quelques jours, le système d'immatriculation employé dans la casbah d'Alger, en 1957, est reproduit à El-Milia, les entrées de la bourgade contrôlées, des chefs d'îlots désignés. Il reprend l'instruction du bataillon assez quelconque stationné dans la

bourgade et pense en avoir fait, en deux mois d'entraînement poussé, l'équivalent d'un bataillon parachutiste moyen. Il renforce le contrôle des ressources indispensables à la survie des katibas. Le bétail et les vivres provenant de Constantine comptent plus que les armes et les munitions.

À sa demande, le général Challe affecte au secteur trois solides régiments, deux parachutistes (le 8e RPC et le 14e RCP) et un légionnaire (le 3e REI). Après six mois d'efforts, le secteur est pacifié et Trinquier reprend des projets de promotion par l'école qu'il a encouragés chaque fois que la guerre lui offrait un répit : il ouvre un collège pour filles. La première année a répondu à ses attentes. On ne sait ce qu'il en fut par la suite.

Escapade algéroise à la veille des « barricades »

Au petit matin du 23 janvier, Déodat du Puy-Montbrun, commandant en second du groupe d'hélicoptères n° 2 basé près de Sétif, reçoit la visite inattendue du colonel. À la fin du mois de décembre, le général Massu a été rappelé en France pour avoir tenu des propos imprudents à un journaliste allemand qui les a publiés. Le voilà relevé de son commandement, interdit de retour en Algérie. Les Algérois s'insurgent, privés de celui qu'ils tiennent pour leur seul bouclier. Le 24 commence ce qu'il est convenu d'appeler la « semaine des barricades ».

> « *Le 23 janvier, avant que le soleil ne se lève, le lieutenant-colonel Trinquier […] arrive à la base d'Aïn-Arnat*[185]. *D'où vient-il ? Je ne sais. Il me demande de le conduire, sans que cela soit officiel, à Alger. Je le lui accorde en raison de notre camaraderie*[186]. »

Les deux officiers partent seuls, Puy-Montbrun aux commandes d'un Broussard. Ils atterrissent à Maison-Blanche, l'aéroport d'Alger, et se rendent au PC du colonel Argoud où ils passent la journée dans l'attente de consignes que Massu devrait leur transmettre. Attente vaine. Le soir, ils rentrent, perplexes, à la base héliportée. Trinquier ne se manifestera plus. « Je ne peux pas, chaque année, prendre le risque de me faire fusiller pour

que des branquignols surgissent quand l'affaire est gagnée et la détournent de ses objectifs [187]. »

Quatre jours plus tard, alors que la crise algéroise n'est toujours pas résolue, Pierre Messmer vient à El-Milia. Durant la Seconde Guerre mondiale, il a servi dans la Légion et il s'est signalé par des faits d'arme, mais en dépit de l'image d'homme de guerre qu'il s'est donnée, c'est un civil, un administrateur colonial que la décolonisation rapide de l'Afrique a privé d'emploi. Ses fonctions de haut-commissaire de la République pour l'AOF ont pris fin au 1er janvier. Il demande à se rendre en Algérie en tant qu'officier de réserve, « pour se faire une idée », et il est affecté, comme lieutenant-colonel, au 8e RPIMa, un régiment qui compte près d'un tiers d'engagés africains [188]. Il est arrivé au corps le 28 janvier ; le 4 février, il est rappelé à Paris. Quand il revient en Algérie, quatre jours plus tard, il est ministre des Armées [189].

Trinquier a entretenu avec lui de bons rapports et son chef d'état-major, Pierre Dabezies, est devenu l'aide de camp de Messmer. En laissant partir son adjoint, le colonel ménage l'avenir. « Dans la période critique que nous allions traverser, il n'était pas sans intérêt d'avoir auprès du ministre des Armées un officier de valeur qui m'était dévoué et en qui j'avais confiance. Pendant un certain temps, il allait être pour moi un lien sûr avec le ministre [190]. » Il aura sans doute relevé que Messmer, venu pour observer la situation algérienne, n'aura connu que le secteur d'El-Milia avant de prendre ses fonctions [191]. Il apprend donc sans surprise qu'il est chargé d'organiser la première étape de la nouvelle tournée des popotes que de Gaulle entreprend, en mars 1960.

Le président de la République tient à El-Milia des propos qui vont dans le sens de ce que veulent entendre les officiers : leur combat est en bonne voie d'être gagné, il faut le poursuivre ; la guerre prendra du temps. Mais aux étapes suivantes de sa tournée, le chef de l'État change de ton et la confusion commence à gagner les esprits. Trinquier ne conserve aucune des espérances du 13 mai.

Fin de campagne pour le colonel

Son commandement du secteur d'El-Milia, le premier qui n'ait pas été celui d'une unité parachutiste depuis le temps des commandos Ponchardier, fut considéré comme un succès. En janvier 1960, le général Lennuyeux, commandant la zone et la 14e division d'infanterie, reconnut qu'il avait redressé une situation compromise et, à son départ, en juin, le général Gouraud, commandant le corps d'armée de Constantine, le remercia pour son action tant civile que militaire. Trinquier avait prouvé qu'il n'était pas seulement apte à diriger une unité d'élite ; il avait su encadrer Alger, il avait mis fin à l'insécurité d'El-Milia. Reste à savoir si sa réussite était durable et ce qu'il advint du secteur après son départ.

Un témoignage atypique donne une dernière image du colonel, maître de son domaine en Kabylie comme il l'avait été à Chi Ma, vingt-cinq ans plus tôt. « Le regard pénétrant, un visage presque asiatique, une allure de seigneur. Le colonel, il écrase tout le monde[192]. » C'est le portrait que trace de lui une étudiante de Sciences Po qui effectuait un stage dans une SAS de la zone[193], et qui, marquée par l'expérience d'El-Milia, poursuivit sa carrière dans des ONG, en coopération. Le souvenir de l'année 1960 lui était resté cher. « Au cours des mois, je verrai défiler tout le gratin du Nord-Constantinois. Un seul m'impressionnera, toujours le même, le colonel Trinquier[194]. »

C'est sur cette image ingénue que pourrait s'achever la guerre d'Algérie du colonel. En juin, il apprend qu'il est relevé de son commandement. Il quitte El-Milia en juillet 1960.

Messmer l'aurait fait rappeler pour le charger d'un plan secret visant la Tunisie : on demandait au colonel de former d'anciens fellagha à l'action clandestine et de les charger de missions au-delà de la frontière, l'objectif étant de constituer une menace suffisamment gênante pour amener Bourguiba à de meilleurs sentiments[195]. Le projet, assez extravagant, n'avait guère de chance d'aboutir, même en s'appuyant, comme il était prévu, sur des anciens du GCMA. Deux ans après le bombardement de Sakiet Sidi Youssef, on conçoit mal qu'un ministre des Armées ait pu suggérer de tels procédés[196]. Mais trois semaines auparavant, trois

représentants de la wilaya IV avaient rencontré, nuitamment, de Gaulle à l'Élysée, pour lui proposer de mettre fin aux combats [197]. Ces premiers temps de la Ve République avaient de quoi séduire les amateurs de romans.

Trinquier fut remercié avant d'avoir entamé sa mission et les tensions avec la Tunisie continuèrent de croître. Elles se conclurent, l'année suivante, par la prise de Bizerte par deux régiments parachutistes [198]. Aux grosses ficelles de la ruse, de Gaulle avait préféré la méthode forte.

Trinquier s'en va

Durant son congé de fin de campagne, de juillet à octobre, Trinquier fut sollicité par des comploteurs qui lui présentaient des montages plus ou moins bien goupillés ; il se sent surveillé par la police ou, peut-être, par des barbouzes [199]. Circonspect, il ne se rallie à aucun des projets auxquels on veut l'associer et cherche à ne donner prise ni aux uns ni aux autres [200].

Fin octobre, il est affecté à l'état-major à Nice pour renouer, sur le tard, avec la vie de garnison dont il avait tâté dans les années 1930. Comme la plupart des officiers qui ont joué un rôle le 13 mai, il reçoit la consigne de ne pas se faire remarquer et de se tenir éloigné de l'Algérie. Massu est à Metz, Godard à Nevers, Broizat à Châlons, Bigeard est prié de se faire oublier à Bouar, en République Centrafricaine. Trinquier reste à son bureau. « J'occupai mes loisirs à écrire mon premier livre, la *Guerre moderne*, dans lequel je m'efforçais de tirer les leçons des guerres que nous avions faites… et perdues, en Indochine et en Algérie [201]. » Son avenir dans l'armée s'annonce monotone et quelconque. Il se doute qu'il n'accédera jamais aux étoiles d'officier général.

Il ne cherche pas pour autant à s'opposer au courant qui s'impose et se démarque d'autres colonels qui projettent alors de s'emparer d'Alger. Il s'en est expliqué : les conjurés ne voulaient pas verser de sang, n'entendaient pas faire usage de leurs armes et le faisaient savoir. La tentative d'avril 1961 était donc vouée à l'échec. N'était-ce qu'un baroud

d'honneur ? Ceux qui rêvaient de complots n'étaient pas disposés à en payer le prix. Ils ne préparaient qu'« un coup d'État à l'eau de rose[202] ». Trinquier n'est pas homme à s'enrôler dans un navire qui va sombrer.

Il s'embarque pourtant dans un drôle de projet qui le conduit au Katanga.

Prolégomènes de la Françafrique (janvier-mars 1961)

> « *"Qui sème le Casque bleu récolte la tempête", dit un proverbe du Katanga*[203]. »

La guerre d'Algérie se poursuit quand la décolonisation de l'Afrique commence à poser des problèmes à une V^e^ République qui aspire à la grande politique.

L'AOF et l'AEF sont devenues indépendantes en quelques mois et ont donné naissance à treize États. La Guinée mise à part, tous continuent d'être liés à la France par des accords de coopération et de défense que Jacques Foccart, secrétaire général de l'Élysée aux affaires africaines et malgaches, est chargé d'orchestrer.

En juin 1960, la Belgique a reconnu trop précipitamment l'indépendance de ses territoires africains pour avoir préparé leur changement de statut. Cela se passe donc mal. Le Congo belge représente plus de deux millions de kilomètres carrés, quinze millions d'habitants, dont un million cinq cent mille, au Katanga – la province du sud. Deux cents tribus, autant de dialectes. La situation géographique est stratégique et les ressources minières, considérables, sont toutes situées dans le sud : cuivre, étain, cadmium, manganèse, cobalt, uranium, zinc. « À lui seul, le Katanga produisait 60 % des revenus du Congo. […] Il s'ensuit que, si la province du Katanga peut vivre sans le reste du Congo, ce dernier ne peut se passer du Katanga[204]. » Mais le Katanga fait sécession et proclame son indépendance le 11 juillet 1960. L'affrontement devient inévitable.

Les deux Congo, français et belge, ont une longue frontière commune, et le chaos qui menace l'ancienne colonie belge inquiète Brazzaville. En 1884, la France avait obtenu un droit de préférence sur le territoire en échange de la reconnaissance qu'elle avait accordée aux droits de la Belgique. À Paris, on entreprend de rappeler cet accord, dont personne ne se souvient, pour se mêler de la crise en cours, et l'idée vient d'appuyer la sécession du Katanga qui présenterait bien des avantages, économiques, certes, mais surtout géopolitiques[205]. La position de la France face à la sécession du Biafra, en 1967, confirmera sa préférence pour une balkanisation de l'Afrique. Au prétexte de lutter contre les visées de l'URSS sur le Congo, Trinquier se trouve entraîné dans ces jeux compliqués, enrôlé au service de l'Occident contre le communisme.

Durant son congé de fin de campagne, en août 1960, il avait reçu une proposition katangaise. « Je n'y avais prêté aucun intérêt[206]. » Le 5 janvier 1961, alors qu'il a pris ses fonctions d'adjoint au général commandant la subdivision militaire de Nice, l'un des conseillers politiques de Moïse Tshombé lui adresse un nouveau courrier et lui offre de prendre le commandement de l'armée katangaise. Trinquier le reçoit le 13, et téléphone à Pierre Dabezies, son relais auprès de Messmer qui semble intéressé et le convoque aussitôt à Paris. Le ministre lui fait espérer un rôle important dans le maintien de la France en Afrique.

Dès cette date, deux points de vue s'affrontent, celui du quai d'Orsay hostile à toute intervention secrète en Afrique, et celui du secrétariat général des Affaires africaines et malgaches, sur lequel Messmer s'aligne, dont c'est le mode d'action ordinaire. L'Élysée ne doit pas être compromis, les interventions de soldats français s'effectuent en dehors de la protection nationale. « Pas vu, pas pris. Pris, pendus[207]. »

Pour s'assurer qu'il ne sera jamais mis en cause, Messmer demande à Trinquier de rédiger une demande de mise en retraite, qui ne deviendra effective que s'il ne revient pas en France. Le 25 janvier, le colonel part pour Élisabethville en mission exploratoire, sachant qu'aucun des militaires belges encore sur place n'acceptera de servir sous ses ordres.

Il trouve pourtant la situation moins critique qu'on ne le dit. « La guerre au Katanga n'avait pas commencé faute d'ennemis pour la faire. Les

événements avaient été démesurément grossis par la presse ; l'écroulement du système belge n'était dû, en définitive, qu'à la défection de certains officiers de la Force publique[208]. »

Dans l'amplification des incidents sanglants qui avaient marqué la fin de l'administration coloniale, il souligne le rôle joué par les médias. L'affaire s'y prêtait : Moïse Tshombé, qui disposait de deux mille hommes, nommés gendarmes, encadrés par une douzaine d'officiers katangais, sergents de promotion récente, légitimait son pouvoir à travers des campagnes de presse, comme l'avait fait avant lui, au Congo Brazzaville, l'abbé Fulbert Youlou. Et l'indépendance de l'Afrique offrait aux reporters un théâtre d'action et un matériau narratif d'exception. Des passions, de l'or, de l'uranium et des diamants, de la violence, de l'anthropophagie, des mercenaires, ces « affreux » revenus de toutes les guerres… Le chaos favorisait les desseins de présidents fraîchement intronisés aussi bien que le besoin de copie des grands magazines.

De ses premières observations, Trinquier tire la conclusion qu'il « suffisait de peu de moyens, au mois de février 1961, pour ramener l'ordre et assurer définitivement la paix au Katanga, mais il fallait les mettre rapidement en place et organiser un système militaire et policier cohérent[209] ».

Le président du Katanga, Moïse Tshombé, le reçoit le 28 janvier. À l'issue de l'entretien, Trinquier pense l'avoir convaincu. Il espère également avoir neutralisé l'hostilité des Belges. Le soir même, le président signe son engagement comme commandant en chef des forces armées et de la police.

Le colonel rédige une première évaluation de la situation et des risques. La partie proprement militaire sera vite réglée. En revanche, il lui faudra bien deux ans pour éradiquer tout danger de guerre révolutionnaire. Et il se risque à dresser un parallèle entre le Katanga de 1961 et l'Algérie des années 1954-57[210]. Lui faudrait-il refaire au Congo une guerre précédente ?

Le danger qui menace le Katanga viendrait des mêmes armes, de la même tactique que celles employées par le FLN – les bombes et les attentats terroristes. « Lorsque, dans dix-huit mois ou deux ans, les premières bombes exploseront dans votre capitale [il s'adresse à Tshombé],

vous aurez perdu la partie, car vous ne disposerez vraisemblablement pas d'une unité de la valeur de la 10e DP, entraînée non seulement à la guerre classique, mais aussi à la guérilla et surtout au travail policier indispensable pour conduire les opérations dans une grande ville[211]. » Aussi, le premier but qu'il s'assigne est de contrôler Élisabethville plutôt que s'attaquer aux guérillas du nord[212]. Il s'engage à former ensuite une armée nationale moderne capable d'assurer l'indépendance du Katanga. Il se donne cinq ans pour réussir.

« J'allais donc donner mon acceptation définitive […] lorsque j'appris la mort de Lumumba et l'embarras dans lequel se trouvait le gouvernement du Katanga pour rendre cette mort publique[213]… » Tschombé l'enjoint de rentrer aussitôt à Paris. Il quitte Élisabethville et rend compte à Messmer ; il reçoit la presse à son domicile parisien, le 2 février, et lui fait part de son analyse. Le même jour, le ministre lui confirme, en privé, son assentiment en même temps qu'il en rappelle les conditions : le gouvernement ne lui apportera aucune aide officielle et ne le défendra pas si l'affaire tourne mal. Trinquier officialise sa demande de mise en retraite et les officiers qu'il s'apprête à recruter devront faire de même. À ce moment-là, tout vaut mieux que vivoter dans une armée divisée, doutant d'elle-même, s'apprêtant à subir une défaite imméritée[214].

L'obligation faite aux recrues de Trinquier de quitter l'armée retarde leur départ. Trois seulement se libèrent, le commandant Faulques, les capitaines Egé et de La Bourdonnaye. Faulques et Trinquier se connaissent depuis l'Indochine – Faulques était chef d'état-major de la représentation du GCMA du Tonkin en 1953. Ils s'étaient retrouvés à Alger, en 1957. « Depuis vingt ans qu'il est dans l'armée [Faulques] se bat et ne peut se faire à l'idée de vivre dans une ville de garnison en France[215]. » Une garnison dans l'Est, au mieux dans le Sud-Ouest, est la seule fin de carrière que puissent attendre ces hommes de guerre.

Pendant que le trio part pour Élisabethville, Trinquier est retenu trois semaines à Paris – la mort de Lumumba a frappé l'opinion et le colonel est trop visible pour ne pas risquer de compromettre la France[216]. Il quitte Paris le 25 février, en faisant escale à Rome puis à Salisbury, en Rhodésie.

Il y apprend que Tshombé juge sa présence au Katanga désormais indésirable.

Il ne s'incline pas. Le 7 mars, il arrive à Élisabethville, après avoir avalé mille kilomètres de pistes[217]. Tshombé reste ferme : il doit quitter le territoire. Trinquier s'en va trois jours plus tard et, dans la crainte d'être arrêté à Bruxelles, il fait escale à Athènes où il attend la suite ; il ne reviendra plus au Katanga. Le 25 avril, il part de Grèce, se pose à Genève et se rend en taxi à Bruxelles où il attend la conclusion de la révolte militaire en Alger qui s'est produite le 22 et qui s'éteint[218].

De retour à Paris, il sait que l'aventure africaine est finie pour lui. Il n'appartient plus à l'armée et les promesses qui lui ont été faites n'ont pas été tenues. Il remporte un dernier succès en contraignant l'émissaire de Tshombé à honorer les versements prévus par son contrat[219].

Place aux mercenaires

Au cours de deux voyages, Trinquier a passé moins de dix jours au Katanga et n'a jamais été en mesure d'y monter la moindre opération[220]. Ce fut beaucoup de bruit pour rien[221].

Il n'avait fait que contourner, quand il le pouvait, les obstacles mis à sa présence par les intérêts belges[222]. Il n'était pas arrivé à les surmonter ni à s'imposer. Si le rôle des mercenaires en Afrique et celui des réseaux du SDECE ne faisait que commencer, la participation du colonel avait été fort mince. Mis en cause par un article du *Monde*, il fit valoir son droit de réponse :

> « *Je me suis rendu au Katanga en février 1961 en plein accord avec le gouvernement français, qui à cette époque avait envisagé, si la situation internationale le permettait, d'y envoyer un certain nombre d'officiers. C'est*

essentiellement pour étudier les conditions dans lesquelles ils pourraient y aller que je me suis rendu au Katanga[223]. »

Il pensait pouvoir appliquer à l'Afrique sa connaissance de la contre-insurrection ; la suite des événements montrait que le danger qui menaçait la sécession ne venait pas d'actions subversives, mais de l'isolement de la province du Sud dans un contexte international et de l'intervention brutale de l'ONUC, l'Organisation des Nations unies au Congo.

Trinquier parti, le commandant Roger Faulques lui succéda à la tête des officiers français servant le Katanga. Quelques années plus tard, Bob Denard le rejoignit au Biafra tandis que Faulques abandonna l'action après cette dernière aventure[224]. À la fin des années 1960, le mode d'action de Bob Denard, qui n'avait guère de passé militaire, s'adaptait mieux à ces terrains nouveaux que celui des anciens soldats d'Indochine et d'Algérie, plus expérimentés, mais moins dociles aux commanditaires et la tête encombrée des schémas mis en place dans les premiers temps de la Guerre froide[225].

L'escapade du colonel au Congo lui valut plus de déboires que de profits, mais elle servit à mettre en place deux éléments qui ont marqué l'intervention de la France en Afrique durant les premiers temps de son indépendance : le recours à des mercenaires et l'intervention de « barbouzes » commandés par les interventions obscures du secrétariat général des Affaires africaines.

En juillet 1961, alors que l'ONUC entreprenait d'expulser les soldats étrangers du Katanga, les autorités françaises faisaient savoir que leurs ressortissants « [avaient] été engagés par les autorités katangaises d'une manière tout à fait privée[226] ». Et trente ans plus tard, Jacques Foccart n'en démordait pas : « Je n'ai rien eu à faire, ni à ce moment-là ni plus tard, avec Trinquier ni avec Faulques[227]. »

L'historien Jean-Pierre Bat résume avec humour la position du secrétaire général :

« *Le général de Gaulle ne saurait être compromis dans ces histoires de "barbouzes", c'est-à-dire de manipulations géopoli-tiques en Afrique. À charge pour Jacques Foccart d'assumer cette part d'ombre de la politique française… Ce n'est pas la faute du roi, mais toujours celle de son (mauvais) conseiller. Derrière ses épaules, la cuisine des Services doit rester secrète. Rien ne doit ternir la grande fresque de la puissance française en recomposition avec l'avènement de la V^e^ République. Pourtant, c'est bien de son assise africaine que la France, notamment à partir des années 1960, tire son influence et sa puissance. Toutes les traces, toutes les connexions objectives pouvant relier les "barbouzes" aux institutions de la République ont donc été effacées à chaud. Pourtant, des ressources informelles politico-sécuritaires à l'illégalisme d'État, il existe un large théâtre d'opérations en Afrique qui est spécifiquement confié aux "barbouzes", suivant le principe traditionnel : "Pas vus, pas pris ; pris, pendus." Ou selon la formule consacrée, et ritualisée par le feuilleton américain Mission impossible : "Le gouvernement niera avoir eu connaissance de vos agissements*[228]*."* »

Adieux aux armes

Au début de l'année 1961, Trinquier a quitté l'armée et renoncé à chercher un nouveau champ d'action outre-mer. Sa vie entre dans la fiction. Il devient l'un des héros de Larteguy sous le nom du lieutenant-colonel Jean-Marie La Roncière, « l'un des plus brillants officiers de l'armée française […], ancien commandant du 3^e^ régiment étranger de parachutistes, actuellement sans affectation[229] ».

En quittant l'Afrique, Trinquier a fait ses adieux à la guerre. Fidèle à ses camarades révoltés, condamnés à l'échec, il témoigne à leur procès devant les tribunaux d'exception qui marquent les années 1961-1962[230].

L'armée n'avait jamais connu un tel nombre d'officiers emprisonnés, une telle densité de citations et de croix aux portes des cellules de Fresnes et la Santé. Le procès du général Salan lui offrit l'occasion de revenir sur la genèse de ses préoccupations théoriques.

> « *À cette guerre d'Indochine où nous étions, nous, les jeunes, l'état-major de l'armée ne s'est pas intéressé. Si l'on a beaucoup parlé des colonels, c'est qu'il n'y avait en effet que les colonels à se battre. Les généraux dédaignaient l'Indochine. Il n'y en avait pas en Indochine, et c'est, là-bas, le général Salan qui a fait le plus de travail. Dans cette guerre d'Indochine où nous étions, nous, les colonels, abandonnés à nous-mêmes, on a essayé d'y voir clair, on a fait ce qu'on a pu*[231] *...* »

Il succède au général Salan comme président de l'association des anciens combattants de l'Union française, il devient aussi le premier président de l'UNP, l'Union nationale de parachutistes, qu'il fonde avec le colonel Buchoud et Jean Rosier. Il entend offrir aux soldats fourbus après de vingt ans de guerre des cercles où se retrouver, se faire entendre, transmettre leur histoire.

L'action politique le tente. La presse le décrit recevant visiteurs et journalistes dans un appartement de l'avenue Montaigne où il a domicilié le Parti du Peuple qu'il voudrait créer[232]. En juillet 1962, alors que sur les quais d'Algérie se pressent par milliers des Français condamnés à l'exil, le *Canard enchaîné* claironne « la naissance prochaine d'un grand parti de droite, viril et portant beau, animé par deux des plus grands esprits de notre temps, Poujade et le brave colonel Trinquier ». Et quand Trinquier exige une réparation par les armes, le rédacteur en chef, Robert Treno, propose « un revolver à bouchon de marque Eurêka, quelle que soit la distance[233] ». Trinquier, qui avait su comment réduire le terrorisme, s'est trouvé désarmé face au sarcasme. Passé le temps des jeux de Pékin, trente ans auparavant, il n'avait pas souvent eu le temps de goûter l'insouciance. L'hebdomadaire avait consacré une partie de sa Une (destinant l'autre aux démêlés de Jean

Gabin avec ses voisins normands) à cette bévue qui mettait les rieurs de son côté au moment où le chaos s'installait en Algérie.

L'année suivante, Trinquier rédigea un bréviaire à l'usage des militants du parti qu'il voulait fonder, *L'État nouveau, la solution de l'avenir*, et défendit une stratégie d'alliance la plus large pour faire obstacle à la réélection de De Gaulle aux élections présidentielles de 1965. Il envisageait de désigner, dans le cadre d'assemblées primaires, un candidat unique. « Il importe peu aujourd'hui que le prochain président soit un homme de droite ou un homme de gauche. Nous désirons par-dessus tout qu'il soit l'élu de la France entière et qu'il reste un arbitre au-dessus de tous les partis[234]. » Il n'aurait pas été hostile à une candidature de Mitterrand si celle-ci avait fait l'unanimité, mais il ne fut pas suivi. D'anciens partisans de l'Algérie française portèrent leurs voix sur Jean Lecanuet, le candidat du centre, qui fit un score inattendu. De Gaulle fut quand même réélu après avoir dû faire campagne dans un deuxième tour auquel il ne s'attendait pas.

Le colonel reconnaît son échec et s'éloigne du champ politique. Il écrit. Un premier ouvrage, *La guerre moderne*, est bien accueilli. Les comptes rendus de presse s'étendent jusqu'à la savante *Revue historique*[235]. Il est rapidement traduit en anglais et publié aux États-Unis, en 1964, avec une solide préface de l'historien et journaliste Robert Fall qu'il avait connu en Indochine. Il participe à l'émission *Apostrophe* en 1977. Il crève l'écran, mais il est isolé ; il vient d'un autre univers que celui des hommes qui partagent avec lui le plateau. En 1980, il est chargé d'écrire la nécrologie du général Challe[236], qui s'était rapproché de ses racines du Queyras à la fin de sa vie. Il participe aux travaux de la société d'études des Hautes-Alpes et il contribue à l'histoire des troupes qu'il a commandées.

Il cultive son jardin. Le 11 janvier 1986, à Vence, il meurt, comme un paysan, dans un accident d'engin agricole[237].

17. À la fin de l'année 1958, les RPC (régiments de parachutistes coloniaux) changent d'appellation et deviennent RPIMa (régiments de parachutistes d'infanterie de marine).

18. *Paris-Match* n° 363, 24 mars 1956.

19. Qu'il écrit Gauthier. L'état-civil préfère Gautier.

20. Il le sera de mars 1926 à septembre 1928, puis deviendra suppléant en octobre 1928.

21. R. Trinquier, *Le temps perdu*, Paris, Albin Michel, 1978, p. 19.

22. M. Bigeard, *Pour une parcelle de gloire*, Paris, Plon, 1975, p. 344.

23. Il est affecté en mai 1929 au 4e RTS (régiment de tirailleurs sénégalais), et au 22e RIC (régiment d'infanterie coloniale), en décembre.

24. « Ce qui me plaisait, c'était l'armée coloniale. » N. Martin, M. Crépin, *L'armée parle*, Paris, Fayard, 1983, p. 23.

25. En mai 1934, il est affecté au 3e RTT (régiment de tirailleurs tunisiens) et dirigé vers Haiphong.

26. Colonel Charles Lacheroy, *De Saint-Cyr à l'action psychologique. Mémoires d'un siècle*, Paris, Lavauzelle, 2003, p. 125.

27. *Id*., p. 33.

28. Raoul Salan, *Mémoires. Fin d'un empire tome 1. Le sens d'un engagement*, Paris, Presses de la Cité, 1970, p. 54. Robert Fall parle du poste commandé par le lieutenant Trinquier comme « *the wildest and most isolated part of the Sino-Tonkinese border region, aptly called the "One Hundred Thousand Mountains", fighting Chinese pirates and opium smugglers* ». Préface à l'édition anglaise de *La Guerre moderne* (*Modern Warfare. A French View of Counterinsurgency*, Londres, Pall Mall Press Ltd, 1964, p. X).

29. Afrique équatoriale française regroupait quatre colonies françaises d'Afrique centrale entre 1910 et 1958 : le Gabon, le Congo, le Tchad et la République centrafricaine.

30. L'Afrique occidentale française, qui comprenait la Mauritanie, le Sénégal, le Soudan français (devenu le Mali), la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Niger, la Haute-Volta (Burkina Faso), le Togo et le Dahomey (Bénin). L'AEF, Afrique équatoriale française, a donné naissance au Gabon, à la République du Congo, au Tchad et à la République centrafricaine. Le Togo et le Cameroun ont été mis sous tutelle de l'ONU après 1945.

31. Il sert au 41e RMIC (régiment de mitrailleurs d'infanterie coloniale).

32. Renaud Meltz, *Pierre Laval, un mystère français*, Paris, Perrin, 2018, chap. 3.

33. L'ouvrage dirigé par Jacques Cantier et Eric Jennings (*L'Empire colonial sous Vichy*, Paris, Odile Jacob, 2004) est utile pour comprendre le contexte de cet épisode.

34. Il est muté au 16e RIC et désigné pour la Chine en juillet 1938.

35. Il existait quatre postes à concession et une vingtaine de consulats. Nicole Bensacq-Tixier, *La France en Chine de Sun Yat-sen à Mao Zedong, 1918-1953*, Presses universitaires de Rennes, 2014.

36. Simulacre de chasse au renard, sans renard.

37. *Le temps perdu, op. cit.*, p. 71.

38. *The Bristish Warfare* (1933), traduit en français : *La guerre nouvelle* (Paris, NRC, 1935).

39. *Le temps perdu, op. cit.*, p. 74.

40. Nicole Bensacq-Tixier, « Les Français libres en Chine », Actes du colloque *Les Français libres et le monde*, Paris, Nouveau Monde, 2015, pp. 89-105. L'auteur confirme que la menace japonaise était telle que gaullistes et pétainistes étaient peu nombreux. « Fin décembre 1941, ces petits comités [gaullistes] vont quasiment disparaître ou être mis en sommeil comme à Shanghai. (p. 90) » « Une douzaine de vichystes seulement sont présents à Shanghai […]. (p. 91) » L'article évoque aussi la division des gaullistes et l'exaltation improductive de certains responsables.

41. Margerie, directeur de cabinet de Reynaud, « avait pris position contre l'apaisement dans les années 1930 ». (Julian Jackson, *De Gaulle*, Paris, Seuil, 2019, édition électronique) Avant même la démission de Paul Reynaud, le 16 juin 1940, il était partisan de poursuivre la résistance et de transférer le gouvernement en Afrique du Nord (Roland de Margerie, *Journal, 1939-1940*, Paris, Grasset, 2010, p. 365 & sq.). À Shanghai, la précarité de la position française le contraignit à la prudence et il resta dans l'obédience de Vichy. Il dut s'en justifier devant la commission d'épuration du Quai d'Orsay en 1947 (*id*., p. 391).

42. *Id.*, p. 376.

43. Le secrétaire à la Guerre américain Henry L. Stimson partageait les réserves de Trinquier et considérait l'opération Torch comme une « diversion inutile » (Stimson, Henry and McGeorge Bundy, *On Active Service in Peace and War*, Octagon Books, 1971[1947], chap. XVII).

44. José Combes, *Indochine 1940-1945. La longue marche ou l'épopée de la colonne « Alessandri ». Tong (Tonkin) : 9 mars 1945 à Tsao-Pa (Chine) : janvier 1946*, Corbeil, Association des anciens de l'École militaire de Tong, 1994.

45. « La défaite magistrale que venaient de subir les Américains et les Anglais en Extrême-Orient [en 1941] avait montré aux plus bornés qu'il nous était impossible, en 1940, de résister seuls aux Japonais. Alors, que voulaient-ils ? Que la petite armée française chasse à elle seule les Japonais d'Indochine et, en Chine, des concessions ? Tant d'absurdités avaient fait perdre aux gaullistes les sympathies qui leur restaient. » *Le temps perdu, op. cit.*, p. 119.

46. Le groupement Ponchardier se nomme aussi SASB (*Special Air Service Bataillon*). Un second commando, commandé par Adrien Conus, mène alors des combats comparables et parfois associés, mais Trinquier n'y fait pas allusion.

47. « Ce sont des coloniaux, mais il y a parmi eux des cavaliers, des artilleurs, des blindés et même des aviateurs, des hommes qui veulent se battre. » *Le temps perdu, op. cit.*, p. 178.

48. Raoul Salan, *Mémoires. Fin d'un empire, tome 2 : le Viêt-Minh, mon adversaire*, Paris, Presses de la Cité, 1971, p. 185.

49. *Bulletin des Troupes coloniales*, n° 283, décembre 1946, témoignage du chef de bataillon Dupuis. http://ecole.nav.traditions.free.fr

50. Christopher E. Goscha, « Alliés tardifs : les apports techniques des déserteurs japonais au Viêt – Minh durant les premières années de la guerre franco-vietnamienne », in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2001/2, n° 202-203, pp. 81-109.

51. La célèbre neuvième compagnie du régiment de marche du Tchad, en partie formée d'anarchistes rescapés de la guerre d'Espagne.

52. *Le temps perdu, op. cit.*, p. 184. La chanson *Marie-Dominique* se situe à Saigon. Il y est question d'un caporal-clairon, soldat de marine : « J'avais vingt ans, belle poitrine… »

53. Surnom de Pierre Ponchardier. Dans la marine, le pacha est le capitaine.

54. François Missoffe a été envoyé à Calcutta au titre de la Direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER) (Force 136 des services spéciaux), en janvier 1945. Il se joint à Jean Sainteny chargé de rétablir une présence française à Hanoï.

55. Les commandos Ponchardier ont débarqué à Saïgon le 3 octobre 1945 et en sont partis le 28 août 1946.

56. Sur cette question, consulter le point de vue d'André Beaufre : « Le problème était complexe et bien éloigné des simplifications ultérieures, prétendant classer les Français en gaullistes résistants et en pétainistes collaborateurs. Selon la terminologie de 1941, j'étais "gaulliste". Cependant, à ce moment, rien ne pouvait se faire en Afrique du Nord sans l'appui des très nombreux éléments patriotes du vichysme. » (*La revanche de 1945*, Paris, Plon, 1965, édition électronique.)

57. Roger Trinquier, *Le Premier bataillon de bérets rouges : Indochine 1947-1949*, Paris, Plon, 1984, p. 16.

58. *Id.*, p. 11.

59. Service historique de la Défense (SHD), 3 K 58, archives orales, entretien avec le colonel Planet, 27 décembre 2000, pl. 1/6.

60. En mai 1941, les Allemands ont connu 30 % de pertes pour vingt-deux mille hommes engagés.

61. Gaston Erlom, *Les parachutistes soviétiques*, Paris, Histoire et collections, 2017, *passim*. Pour un point de vue critique concernant l'emploi des parachutistes, *Guerre et Histoire*, 2013, n° 3, p. 40 & sq. Le saut des parachutistes soviétiques sur Boukrine, en septembre 1943, entraîne 50 % de pertes pour un effectif de quatre mille cinq cent soixante-quinze hommes.

62. *Le premier bataillon de bérets rouges, op. cit*., p. 29.

63. *Id*., pp. 31-32.

64. *Id*., p. 34.

65. *Id*., pp. 35-36. Le principe selon lequel s'effectue l'héritage des traditions dans l'armée est inaccessible à un civil.

66. La date de publication des deux ouvrages, 1976 et 1984, ne préjuge pas de l'ordre dans lequel il les a rédigés. Nous retiendrons qu'il tenait à écrire une histoire de son bataillon, indépendamment de son autobiographie.

67. « Les parachutistes sont donc utilisés pour toutes les missions, et souvent pour boucher hâtivement des trous lorsque la situation est critique quelque part. C'est ainsi que le 2e BCCP a eu en même temps un stick à la frontière de Birmanie au Laos, un GC (groupement de commandos) en Annam, un GC au Cambodge, un GC en alerte à Saïgon et sa compagnie de commandement à Lái Thiêu, à dix-neuf kilomètres de Saïgon. » Roger Trinquier, « Emploi des parachutistes en Indochine », décembre 1950.

68. *Le temps perdu, op. cit.*, p. 224.

69. *Le coup d'État du 13 mai*, Paris, L'esprit nouveau, 1962, p. 76.

70. *Le premier bataillon de bérets rouges, op. cit*., p. 28. « Chaque combattant, ceux qui vont sur le terrain et qui affrontent les balles, ont un certain capital de chance. Puis, un jour, sans que rien ne l'ait laissé pressentir, ce capital est épuisé. Ils descendent alors sans qu'ils s'en doutent au rang de simples mortels. »

71. *Les maquis d'Indochine*, « Le maquis de Cho Quang Lo » (édition électronique). « J'ai souvent constaté que si la chance favorise ceux qui sont souvent exposés au danger, elle est souvent impitoyable pour ceux qui s'y exposent par hasard, sans une absolue nécessité. »

72. L'expression sera employée durant la guerre d'Algérie, quand le commandement destinera des compagnies parachutistes à des interventions rapides en tout point du territoire.

73. À de rares exceptions près – décrites par Pierre Sergent dans *Un étranger Monsieur Frey*, Paris, Fayard, 1982 –, le Viêt-Minh traite plutôt mal les transfuges européens.

74. *Le premier bataillon de bérets rouges, op. cit*., pp. 137-138. Sept ans plus tard, le chef de bataillon Moulié, officier de liaison auprès de l'armée britannique durant l'opération sur Suez, note que les services britanniques emploient la même méthode contre les combattants chypriotes (Pierre Moulié, *Robert Moulié. Des SAS au 1er RPIMa*, Paris, LBM, 2010, pp. 203-209).

75. *Le temps perdu, op. cit.*, p. 214.

76. Pierre Boyer de Latour, *De l'Indochine à l'Algérie. Le martyre de l'armée française*, Paris, Les presses du Mail, 1962, p. 125.

77. *Le premier bataillon de bérets rouges, op. cit*., p. 255 & sq.

78. *Les maquis d'Indochine, op. cit*.

79. *Id*., p. 232.

80. *Le temps perdu, op. cit.*, p. 212.

81. Sur l'ensemble du sujet, voir le numéro de la revue *Guerre mondiales et conflits contemporains* consacré aux archives du SDECE en Indochine, n° 273, 2019/1.

82. Deux ans avant la publication du *Temps perdu*, il leur a cependant consacré une étude (*Les maquis d'Indochine, 1952-1954. Les missions spéciales du service Action*, Paris, éditions Albatros, 1976, 261 p.).

83. La guerre de Corée se déroule dans le même temps que la seconde partie de la guerre d'Indochine, de juin 1950 à juillet 1953.

84. Il est bien accueilli par les parachutistes du Tonkin où « il passe pour courageux, compétent, chef exigeant et même pointilleux, peu enclin aux compromissions et médiocrement sensible à l'humour. » (Raymond Muelle, *Commandos et maquis. Service Action en Indochine. GCMA Tonkin, 1951-1954*, Paris, Presses de la Cité, 1993, p. 50.)

85. Le GMI succède au GCMA en décembre 1953 ; l'appellation est encore moins claire : groupement mixte d'intervention.

86. *Ibid*.

87. *Les maquis d'Indochine, op. cit*., « Le maquis de Cho Quang Lo ».

88. *Le temps perdu, op. cit.*, p. 229.

89. Jean de Lattre de Tassigny meurt d'un cancer, à Paris, en janvier 1952. Le général Salan lui succède.

90. Il relève dans un rapport du 14 février 1951 : « J'ai constaté en Indochine de sérieuses déficiences dans le domaine du renseignement et de la recherche. » Cité par Raymond Muelle, *Commandos et Maquis, op. cit.*, p. 39.

91. Une zone de saut demande une surface d'au moins quatre cents mètres sur cinq cents mètres qu'on repère par des observations aériennes. Le Viêt-Minh a vite compris que le survol d'un avion de

reconnaissance annonçait le largage de parachutistes. Préparer longtemps à l'avance tous les dossiers d'opérations possibles permettait de déjouer ce repérage.

92. BCRA : Bureau central de renseignements et d'action et DGER : Direction générale des études et recherches. Sébastien Albertelli, *Les services secrets du général de Gaulle. Le BCRA, 1941-1944*, Paris, Perrin, 2009.

93. *Les maquis d'Indochine, op. cit.*, p. 11.

94. Des images de l'opération d'investissement de l'île figurent dans les archives Pathé :

https://www.britishpathe.com/video/occupation-of-cu-lao-re-operation-pirate/query/ISLAND

95. Les unités des services spéciaux emploient le terme de « centaine » au lieu de « compagnie ».

96. Pierre Dabezies, « Nos étions quatre camarades », in *Des étoiles et des croix : mélanges offerts à Guy Pedroncini*, J.-C. Allain éd., Paris, Economica, 1995, pp. 337-345.

97. *Les maquis d'Indochine, op. cit.*, « création du GCMA ».

98. Léger, Dabezies, Llamby, Hentic et d'autres moins connus, ont été, quelques années plus tard, en Algérie, les collaborateurs ou les subordonnés de Trinquier.

99. Le général d'aviation Lionel Chassin a publié, peu de temps après la victoire communiste, deux ouvrages que connaissaient les officiers d'Indochine, *La conquête de la Chine par Mao Tse-Tung (1945-1949)*, Paris, Payot, 1952, et *L'ascension de Mao Tse-Tung (1921-1945)*, Paris, Payot, 1953.

100. *Les maquis d'Indochine, op. cit.*, « L'odyssée du sergent Schœpf ».

101. *Id.*, « Colibri et Cardamone ».

102. *Ibid*.

103. Le 1er décembre 1953, il rédige un rapport de vingt-cinq pages, « Les maquis d'Indochine », dont il tire un bilan positif.

104. Selon Robert Fall, le succès de ses maquis était connu de la CIA et lui aurait valu cette invitation. À la suite de son voyage, il commença à percevoir du matériel américain. (*Modern Warfare. A French View of Counterinsurgency, op. cit.*, p. XIII.)

105. Chargées de retrouver et évacuer des aviateurs dont l'avion est détruit ou en panne.

106. *Les maquis d'Indochine, op. cit.*, « Départ du Nord-Vietnam ».

107. Le corps expéditionnaire français dispose en Indochine de quelques hélicoptères (deux Hiller en 1951 puis une demi-douzaine de Westland Sikorsky à la fin de l'année suivante), mais ils sont fragiles, souvent en réparation et réservés aux évacuations sanitaires. Les carnets du général Valérie André donnent de nombreux détails sur le sujet (*Ici ventilateur ! Extraits d'un carnet de vol*, Paris, Calmann-Lévy, 1954).

108. Lieutenant-colonel John E. Beebe, « Beating The Guerrilla », *Military Review*, vol. XXXV, déc. 1955, p. 3-12.

109. L'opération Castor (20-22 novembre 1953) consistait à occuper la plaine de Diên Biên Phu à la suite d'une opération aéroportée. Le savoir-faire chinois dans le domaine de l'artillerie et des sapes a joué un rôle essentiel dans la défaite du camp retranché (13 mars – 7 mai 1954).

110. *L'observateur*, n° 159, du 28 mai 1953, met l'affaire sur la place publique et contraint l'armée à enquêter (« Les trafics de Saïgon. Un officier d'Indochine accuse »). Pour un récit édulcoré

de l'affaire, Jean-Marc Le Page, *Les services secrets en Indochine, op. cit.*, p. 107 & sq. Encore plus enveloppé, dans les *Mémoires* de Raoul Salan, tome II, op. cit., pp. 385-386. Et franchement irénique, colonel Trinquier, « L'opium des Méos », in *Historia*, 1972, hors-série n° 25, pp. 92-93.

111. Lettre du président Vincent Auriol à Jean Letourneau, haut-commissaire en Indochine, 30 mai 1953 (Vincent Auriol, *Journal du septennat, 1947-1954*, Paris, Taillandier, 2004, pp. 172-173).

112. *Les maquis d'Indochine, op. cit*., « L'affaire de l'opium ».

113. Le général Dulac a évoqué plus tard la pénurie contre laquelle se battait Trinquier et l'aide qu'il a pu lui apporter alors (Centre d'histoire de Sciences Po, fonds Rudelle, entretien avec le général Dulac, 8 décembre 1977).

114. *Les maquis d'Indochine, op. cit.*. , « Plan d'action pour l'année 1954 ».

115. Confirmé par Pierre Dabezies, « Réflexions sur une expérience », in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 168 (octobre 1992), pp. 99-100.

116. *Les maquis d'Indochine, op. cit*., « Le comité de libération du Haut Fleuve Rouge ».

117. L'incompréhension s'expliquait aussi par le fait que le GMI comprenait très peu d'hommes issus du SDECE. « Il existait des divergences importantes entre l'Action telle que la concevaient les spécialistes de France et le travail fait en Indochine par des officiers du GMI qui, s'ils étaient familiarisés avec les conditions de la guerre en Extrême-Orient, ignoraient, dans leur immense majorité, tout des services spéciaux. » (*Les maquis d'Indochine, loc. cit*.)

118. L'hostilité du colonel Gilles aux services spéciaux est confirmée par Raymond Muelle (SHD, archives orales, 3 K 56, entretien du 25 janvier 2000, pl. 9).

119. Il le rédigea cependant. R. Fall cite longuement ce « *final operations report (which I found in some forgotten archives in Paris)* » (*Modern Warfare. A French View of Counterinsurgency, op. cit.*, p. XIV). Fall utilisa largement cette source pour le chapitre consacré au GCMA dans son ouvrage *Street Without Joy: Indochina at War, 1946-1963*, Stackpole, 1963.

120. *Le temps perdu, op. cit.*, p. 230.

121. Marcel Bigeard, *Pour une parcelle de gloire*, Paris, Plon, 1975, pp. 208-209.

122. René Laure, *De Salan… à Boumédienne*, Paris, Odil, 1979, p. 25 & sq. « Ainsi se constitue le groupe *Milites* dans une École de Guerre autrefois prestigieuse, mais qui est devenue le sanctuaire du conservatisme militaire. […] La science militaire cherche son devenir à mi-chemin de Napoléon et de la bombe thermonucléaire… » La revue *Hommes et Mondes* publie en deux livraisons l'enquête sur la Défense nationale conduite par *Milites* (n° 105 et 106, avril et mai 1955) ; *Le Monde* et le *Figaro* relaient l'information.

123. *Revue militaire d'information* : revue bimensuelle du ministère de la Défense nationale, Secrétariat d'état aux forces armées (Guerre), 1949-1964.

124. La décision en a déjà été prise par Félix Gaillard, suivi par Pierre Mendès France, en 1954 ; et l'explosion de Gerboise Bleue, le 13 février 1960, obéit au calendrier arrêté également par Félix Gaillard, en avril 1958.

125. Le GLI [groupement léger d'intervention] qu'il commandait depuis 1956 est devenu 10^{e} division parachutiste en juillet 1956.

126. Laurent Theis et Philippe Ratte, *La guerre d'Algérie ou le temps des méprises*, Tours, Mame, 1974, p. 171.

127. *Le temps perdu, op. cit.*, p. 235.

128. Le commissaire Le Doussal insiste sur le fait que les forces de l'ordre sont, à peuplement égal, trois fois moins nombreuses en Algérie qu'en métropole (*Commissaire en Algérie, 1952-1962. Une grenouille au fond du puits ne voit qu'un coin du ciel*, Paris, Riveneuve éditions, 2011, *passim*).

129. Témoignage de Jacques Chevallier in Roger Stéphane et Roger Darbois, *Mémoires de votre temps*, Paris, Calmann-Levy, 1967, p. 258.

130. Jacques Massu, *La vraie bataille d'Alger*, Paris, Plon, 1972, p. 130.

131. Pierre Pélissier a justement souligné ce nombre dès 1995 (*La bataille d'Alger,* Paris, Perrin), mais des ouvrages continuent d'exagérer les effectifs de la 10e DP présents à Alger, à des fins polémiques.

132. Une description simple du DPU figure dans la thèse de Robert Davezac, *La montée des violences dans le Grand-Alger (1/06/1958 - 30/04/1961)*, tome 1, 2008, pp. 73-75.

133. En s'appuyant sur les organisations d'anciens combattants, Trinquier cherche aussi à reprendre ces hommes en main. « Certaines s'étaient déjà engagées dans des actions individuelles et dangereuses de contre-terrorisme. Il était donc préférable de canaliser et de mettre à profit toutes les bonnes volontés en vue d'une action commune. » *Le coup d'État du 13 Mai, op. cit.*, p. 33.

134. *Id*., p. 39.

135. « Il avait suffi de distribuer à chacun des membres [du DPU] un feuillet rappelant dans ses grandes lignes sa carrière pour détruire les calomnies dont il était l'objet. » *Id*. p. 37.

136. *Le temps perdu, op. cit*., p. 264.

137. Bleuïte à cause du bleu de chauffe que portaient souvent les jeunes de la casbah. Pour échapper aux poursuites, beaucoup se réfugient dans les maquis dont les dirigeants les plus ombrageux ont été persuadés que Léger leur envoyait ses agents. Ces recrues furent exécutées par centaines dans les deux wilayas. Lire le témoignage de Rémi Madoui, *J'ai été fellagha, officier français et déserteur – Du FLN à L'OAS*, Paris, Seuil, 2004.

138. Les attentats, dans quelque grande ville que ce soit, n'ont jamais cessé, mais ils n'ont plus connu à Alger l'ampleur des premières années. Le déchaînement de violence de 1961-1962 est une autre question. Sur le sujet, la thèse de Robert Davezac, déjà citée, apporte des éléments importants ainsi que Roger Le Doussal, *Commissaire de police en Algérie (1952-1962), op. cit*., et *La mission « C » : Alger, décembre 1961 – juin 1962 De Gaulle contre l'OAS. Histoire d'une répression*, Paris, Fauves éditions, 2020.

139. Le dimanche 9 juin, une bombe éclate sous le plancher d'un dancing populaire, le Casino, faisant un ravage parmi les jeunes clients et les musiciens.

140. « L'action des officiers dans la foule, particulièrement des commandants de sous-secteurs et leurs adjoints, doit être permanente. Ils doivent se trouver au contact et ne pas craindre de s'exposer personnellement, excellente épreuve pour leur ascendant. Dans ce domaine, l'action du lieutenant-colonel Trinquier a été déterminante le 11 juin. » (Jacques Massu, *La véritable bataille d'Alger, op. cit*., p. 285.)

141. Maurice Vaïsse, « Jacques Chaban-Delmas, ministre de la Défense nationale (novembre 1957 – mai 1958) », Bernard Lachaise éd., *Jacques Chaban-Delmas en politique*, Paris, PUF, 2007, pp. 99-110.

142. Centre d'histoire de Sciences Po, fonds Rudelle, entretien avec J. Chaban-Delmas, 14 février 1984, pp. 3-5.

143. Jacques Chaban-Delmas, *L'ardeur*, Paris, Stock, 1975, chap. 19 « La montée des orages » (édition électronique). Il reprend ces affirmations dans la plupart de ses ouvrages et des entretiens

portant sur cette période.

144. *Ibid*. Delbecque, ancien résistant, dirigeant du RPF pour le Nord, gaulliste proche du général, a été nommé conseiller technique auprès du ministre de la Défense, chargé de la « guerre psychologique ». En février 1958, Delbecque s'empare du bureau de Lacheroy qui vient d'être limogé. Jean-Paul Thomas, « Jacques Chaban-Delmas et le retour au pouvoir du général de Gaulle », Bernard Lachaise éd., *Jacques Chaban-Delmas en politique*, Paris, PUF, 2007, pp. 111-124.

145. Pour le détail de ces manœuvres, consulter l'entretien d'Odile Rudelle avec Jacques Chaban-Delmas (Centre d'histoire de Sciences Po, fonds Rudelle, *loc. cit*.) et avec André Jacomet (*id*., octobre 1979, pp. 2-3).

146. *Le temps perdu, op. cit.*, p. 267.

147. Massu pensait faire revenir Trinquier en Algérie en lui confiant le commandement, moins problématique, du 6e RPC (*Le temps perdu, op. cit*., p. 260).

148. « Ce n'était pas un cadeau facile à recevoir ; en fait, aucun colonel n'était volontaire pour le recevoir. » *Le coup d'état du 13 mai, op. cit*., p. 71.

149. Recommandations de Massu (courrier reçu la veille du départ de Trinquier pour rejoindre son affectation, 17 mars 1958). *Id*., p. 70.

150. Abderrahmane Farès est notaire, d'origine berbère. En 1955, le gouverneur général Soustelle s'en était déjà rapproché et aurait souhaité qu'il lui succédât (fonds Rudelle, entretien avec Jacques Soustelle, 23 avril 1979, p. 48). En avril 1962, il devient président de l'exécutif provisoire en Algérie.

151. Centre d'histoire de Science Po, Fonds Rudelle, entretien avec le général Dulac, 8 décembre 1977, pp. 33-34. Roger Trinquier, *Le coup d'état du 13 Mai, op. cit.*, pp. 52-57 et 63-64. Abderrhamane Farès, *La Cruelle vérité. L'Algérie de 1945 à l'indépendance*, Paris, Plon, 1982, p. 75.

152. Trois mois plus tard, « de Gaulle a noué des contacts secrets avec le FLN dès son retour au pouvoir par l'intermédiaire d'Abderrahmane Farès », (Julian Jackson, *De Gaulle, op. cit*.). Les échanges de Trinquier avec des représentants, avoués ou occultes, du GPRA seraient allés plus loin encore. En 1977, il évoque le projet d'un voyage qu'il aurait pu accomplir à Tunis, à la demande d'une fraction du GPRA (qu'il qualifie de « clan bourgeois »), mais que le cabinet militaire de De Gaulle ne lui aurait pas autorisée, par crainte de donner aux éventuels interlocuteurs de Trinquier le statut d'interlocuteurs valables ». (Laurent Theis et Philippe Ratte, *La guerre d'Algérie ou le temps des méprises*, Tours, Mame, p. 233.)

153. Le barrage, appelé aussi ligne Morice, du nom du ministre qui présida à sa création en 1957, est une ligne continue de barbelé électrifié qui va de la côte (La Calle) au sud (El Ma el Abiod). Sa fonction n'est pas d'empêcher le passage des troupes venues de Tunisie, instruites et lourdement armées, mais de le ralentir et de le signaler.

154. SHD, 3 K 58, entretien avec le colonel J. Planet du 3 février 2000, pl. 13.

155. Pierre Chateau-Jobert, *Feux et lumières sur ma trace*, Paris, Presses de la Cité, 1978, p. 204. Trinquier détaille les deux bilans in *Le temps perdu,* pp. 335-336.

156. Le général Vanuxem, qui commande la zone, entend aussi conserver ses meilleurs éléments jusqu'à ce que le franchissement de la frontière par des unités de l'ALN ne représente plus un danger.

157. Sidi Ferruch, à proximité d'Alger, abrite la base du 3e RPC.

158. Concernant la définition et la pratique du pronunciamiento, Marie-Danielle Demélas, « Le pronunciamiento », in *Problèmes d'Amérique latine*, Paris, 2014, n° 91, pp. 41-51.

159. Centre d'histoire de Sciences Po, Fonds Rudelle, entretien avec le général Dulac, *loc. cit*., p. 38-39. Des études récentes continuent cependant de justifier la présence de régiments parachutistes à Alger par la prescience de l'émeute.

160. Alors pressenti pour devenir président du Conseil. Il est investi le 14 mai.

161. FNSP, Fonds Rudelle, entretien avec le général Dulac, *loc. cit*., p. 39-40. Cette version des faits est suivie par R. Fall (*Modern Warfare. A French View of Counterinsurgency, op. cit.*, p. XVI).

162. Le général Salan est général en chef commandant la X^{e} Région militaire, le général Allard commande le corps d'armée d'Alger et le général Ducournau dirige l'état-major du ministre résidant, Robert Lacoste.

163. Le général Martin, alors adjoint du général Ely, chef d'état-major général de l'armée, décrit l'enchaînement qui a conduit Massu à prendre des responsabilités qui ne devaient pas être les siennes. « Ceci fait que, quand il y a les histoires du Forum, monsieur Pflimlin dit à Salan de se débrouiller et de faire pour le mieux. Ce n'est pas du tout un putsch. Ce n'est pas vrai. Mais l'événement pousse sur place. Alors, il faut canaliser cette foule pied-noir qui est en délire, avec ces officiers ainsi engagés sur le terrain. Ils sont partis pour la gloire, mais pas pour la destruction de la République. […] Le général Ely ne jouait pas le retour du général de Gaulle. Le général Salan non plus. Ce sont les événements qui y ont poussés. » Centre d'histoire de Sciences Po, fonds Rudelle, entretien avec le général Martin, 19 avril 1982, p. 27.

164. En octobre 1961, alors qu'il préside à Besançon l'assemblée des sections franc-comtoises des anciens combattants de l'Union française, Trinquier revient sur le sujet. « Le plus grand "cirque" régnait à Alger, et c'est ainsi qu'avec Massu, alors que la foule criait et que le quartier général était assiégé, on dressa en hâte la fameuse liste du comité de salut public. Ce que je voudrais vous dire aujourd'hui, c'est que l'armée ne peut pas prendre le pouvoir. C'est la foule qui nous avait contraints d'agir en 1958 à Alger. Nous ne pouvions faire machine en arrière. Contrairement à ce qu'on a pu écrire, l'armée n'était pas enthousiaste. » *Le Monde*, 11 octobre 1961.

165. Un récit de l'adhésion mouvementée d'Oran au mouvement d'Alger dans *Historia magazine*, n° 251, 9 octobre 1972, p. 1535 & sq.

166. P. Moulié, *Robert Moulié. Des SAS au 1er RPIMa, op. cit*., p. 210 & sq. Trois autres unités parachutistes étaient pressenties – le 1er RCP commandé par le lieutenant-colonel Cousteau, le 1er RPC (Bayonne) commandé par le colonel Chateau-Jobert et des effectifs de la BETAP de Pau commandés par le lieutenant-colonel de Vismes. L'unité de blindés, commandée par le colonel Gribius à Rambouillet, complétait le dispositif.

167. Christophe Nick a consacré un gros volume à cette opération (*Résurrection. Naissance de la Ve République, un coup d'État démocratique*, Paris, Fayard, 1998.

168. *Le coup d'état du 13 mai, op. cit.*, p. 216.

169. *Id.*, p. 234. Les militaires recevront l'ordre de se retirer des comités en octobre. Trinquier a vite saisi que la désignation de De Gaulle comme président du Conseil condamnait les CSP.

170. Le MNA (mouvement national algérien) se réclame de Messali Hadj, vétéran de la cause indépendantiste dont le FLN (front de libération nationale) a entrepris d'éliminer les partisans, en Algérie comme en métropole, afin de rester seul acteur de l'indépendance.

171. Ch.-R. Ageron, « Une troisième force combattante pendant la guerre d'Algérie. L'armée nationale du peuple algérien et son chef le "général" Bellounis. Mai 1957-juillet 1958 », in *Revue française d'histoire d'outre-mer*, t. 85, n° 321, 4^{e} trimestre 1998. p. 66.

172. Les évaluations les plus favorables à Bellounis lui accordent une armée de huit mille hommes (Dems Ed Din (*L'affaire bellounis. Histoire d'un général fellagha*, Paris, éditions de l'Aube, 1998, p. 47). Plus vraisemblable, Trinquier lui accorde un peu plus de trois mille en 1958 [*Le temps perdu, op. cit.*, p. 313].

173. Trinquier indique le 16 juillet (*Le temps perdu, op. cit.*, p. 315).

174. P. – A. Léger, *Aux carrefours de la guerre*, Paris, Albin Michel, 1983, pp. 341-342 : « La compagnie musulmane qui m'était confiée était une excellente unité, n'ayant rien à envier à ses sœurs européennes sur le plan de la discipline et du combat. » Né et élevé au Maroc, le capitaine Léger parlait arabe.

175. Un ancien de l'unité, Henri-Georges Simon, dresse un tableau nuancé du statut de la compagnie (*La harka*, Paris, Académie européenne du livre, 1990).

176. Le colonel se souvenait de la politique de « jaunissement » des bataillons en Indochine : en 1951, de Lattre avait ordonné de recruter, pour moitié, des Indochinois dans le corps expéditionnaire, dans l'idée de confier progressivement à une armée nationale la tâche de se défendre contre le Viêt-Minh.

177. P. – A. Léger, *Aux carrefours de la guerre, op. cit.*, p. 343.

178. Centre d'histoire de Sciences Po, Fonds Rudelle, entretien avec le général Dulac, *loc. cit*., p. 34.

179. Le « plan Challe » consistait à rassembler le maximum de forces, notamment les réserves parachutistes, pour laminer les maquis et les bandes d'Est en Ouest. Il revenait ensuite aux troupes de secteur de détruire ou de rallier les derniers groupes avec l'aide de commandos de chasse (Roger Trinquier, *Historia magazine*, n° 297, 19 mars 1973, « El Milia, repère de chef de bande », p. 2178).

180. Archives Salan, correspondance avec Roger Trinquier (https://www.salan.asso.fr/pageLibre000100ca.html).

181. Marey a commandé la place d'armes d'Alger en 1956, il a été l'adjoint de Godard en 1957, puis il a commandé l'école de Cherchell en 1958.

182. À Djidjelli, il désigne le colonel d'Esclaibes ; à Collo, le colonel Vaudrey. À l'état-major de Constantine, il a placé le colonel Lefort qui venait de quitter le 2e REP. Le colonel Romain-Desfossés commande la place et le secteur de Philippeville.

183. Trinquier rapporte son expérience à El-Milia dans *Historia* magazine, n° 297, 19 mars 1973, « El-Milia, repère de chef de bande », pp. 2178-2185.

184. L'escadron est originaire de Gap. Le colonel apprécie de s'entourer d'hommes de son terroir.

185. La base abrite les installations du GH2 (groupe d'hélicoptères n° 2), près de Sétif.

186. Déodat du Puy-Montbrun, *L'honneur de la guerre*, Paris, Albin Michel, 2002, p. 211.

187. *Le temps perdu, op. cit.*, p. 352.

188. Centre d'histoire de Sciences Po, fonds Rudelle, entretien avec P. Messmer, 26 janvier 1983, p. 7.

189. *Le temps perdu, op. cit.*, pp. 350-351. Lors d'une visite de Trinquier à Salan, dans les premiers jours de février 1960, à Paris, le général suggère que la présence de Messmer dans ses parages n'est pas fortuite (p. 352).

190. *Le temps perdu, op. cit.*, p. 353. Trinquier semble confondre contact et lien. Dans le même temps, Messmer obtient de De Gaulle qu'il nomme le général Le Puloch chef d'état-major de l'armée de Terre (Centre d'histoire de Sciences Po, fonds Rudelle, *loc. cit.*, p. 19-20). Le colonel ne pouvait attendre le moindre soutien de ce dernier.

191. Centre d'histoire de Sciences Po, fonds Rudelle, loc. cit., p. 12-13.

192. France Parisy-Vinchon, *Là où la piste s'arrête*, Issy-les-Moulineaux, éditions Müller, 1992, p. 110.

193. SAS : section administrative spécialisée, commandée par un officier, placé sous les ordres d'un sous-préfet. Ses fonctions étaient militaires (garantir la sécurité des populations), mais surtout administratives. Il s'appuyait sur un personnel de santé, assistante sociale, etc. C'est dans ce registre humanitaire qu'intervenait la jeune stagiaire.

194. France Parisy-Vinchon, *Là où la piste s'arrête, op. cit.*, p. 146.

195. *Le temps perdu, op. cit*., pp. 361-362, et SHD, entretien avec le commandant Muelle, 8 février 2000, pl. IV.

196. Le 8 février 1958, en représailles d'attaques menées par le FLN depuis ce camp situé en Tunisie, l'aviation avait procédé à un bombardement de la localité frontalière de Sakiet Sidi Youssef. Le gouvernement de Félix Gaillard n'y avait pas survécu et la crise politique qui s'en était suivie avait sonné le glas de la IV^{e} République. Des opérations clandestines en bordure de la frontière de l'Est avaient cependant toujours lieu, confiées aux parachutistes du 11^{e} choc, mais elles ne présentaient pas le caractère systématique et massif du projet qu'aurait défendu Pierre Messmer.

197. Ce qu'on a appelé « l'affaire Si Salah », du nom de l'un des trois dirigeants FLN reçus à l'Élysée.

198. Les 2^{e} et 3^{e} RPIMa : l'ancien régiment de Trinquier était de la partie.

199. Le terme, popularisé par Lucien Bodard, est créé par Dominique Ponchardier, qui se charge également d'organiser certaines de ces forces parallèles.

200. Sur la préparation du « putsch » d'avril 1961, son témoignage dans Nicolas Martin, Marc Crépin, *L'armée parle*, Paris, Fayard, 1983, pp. 24-25.

201. *Le temps perdu, op. cit.*, p. 365.

202. *Id.*, p. 364.

203. Alexandre Vialatte, *Le Spectacle du monde*, n° 27, juin 1964

204. Colonel Trinquier, Jacques Duchemin, Jacques Le Bailly, *Notre guerre au Katanga*, Paris, Éditions de la pensée moderne, 1963 p. 16.

205. Concernant les ingérences de la France, colonel Vandewalle et Jacques Brassine, *Les rapports secrets de la sûreté congolaise, tome 2 : novembre 1959 à juin 1960*, Bruxelles, Lucien de Meyer éditeur, 1973, p. 139 & sq.

206. *Notre guerre au Katanga, op. cit*., p. 53.

207. Comme le formule Jean-Pierre Bat, *La fabrique des « barbouzes ». Histoire des réseaux Foccart en Afrique*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2017, *passim*.

208. *Notre guerre au Katanga, op. cit.*, p. 57.

209. *Ibid*.

210. Il en rajoute un peu : pour gagner la bataille pour Alger, il aurait fallu « six mois d'opérations très difficiles et très dures pour écraser l'organisation terroriste qui avait été très près de s'emparer de la ville. » Le danger avait été grand, certes, pour la ville, mais les parachutistes n'avaient subi que des pertes minimes et s'étaient peu servi de leurs armes.

211. *Notre guerre au Katanga, op. cit.*, p. 61.

212. En conclusion de son étude, *Révolutions africaines, Congo, Sénégal, Madagascar, années 1960-1970*, Françoise Blum remarque que les paysans ont été très peu concernés par les mouvements révolutionnaires. « Étrange situation dans des pays à dominante rurale, où la masse de la population a été à l'écart de ce qui a pourtant été profondément bouleversant pour le pays concerné. » (Presses universitaires de Rennes, 2014, édition électronique).

213. *Notre guerre au Katanga, op. cit.*, p. 64. Patrice Lumumba, premier ministre du Congo (juin-septembre 1960), privé de ses fonctions et emprisonné par le président Kasa-Vubu en septembre, a été livré au Katanga au début de l'année 1961. Il y est assassiné le 17 janvier, probablement sur l'ordre de Tshombé.

214. « À cette époque, la crise de moral de l'armée française, à la suite de l'évolution de la politique gouvernementale en Algérie, était ouverte. » *Notre guerre au Katanga, op. cit*., p. 72.

215. Rapport de mission de Robert Massé à l'ambassadeur de France à Léopoldville Charpentier, daté du 3 avril 1961. Document conservé aux Archives du MAE AL/CB – 5-1 – (16), cité par Martin Barnay, *Aux frontières du mercenariat : éléments de contexte et trajectoires de trois « affreux » français de la sécession katangaise (1960-1963)*, mémoire de l'université de Montréal, 2014, p. 87.

216. Il ne peut endosser aucune responsabilité dans cette exécution. Lumumba a été tué le 17 janvier ; Trinquier n'est arrivé au Katanga que le 25.

217. La presse annonce cependant son arrivé le 1er mars (*Le Monde*, 2 mars 1961).

218. *Ibid.*, 27 avril 1961.

219. *Ibid.*, 22 septembre 1961.

220. Il a séjourné au Katanga du 25 au 31 janvier puis du 7 au 10 mars 1961.

221. Plusieurs auteurs lui prêtent cependant un rôle militaire qu'il n'a pu jouer : « Il fera partie des "affreux", mercenaires français ayant damé le pion aux soldats belges au Katanga durant plusieurs mois. » Vincent Genin, « La politique étrangère de la France face à la crise congolaise (1960-1961) », in *Revue belge d'histoire contemporaine*, vol. 43, 2013, n° 1, p. 78-113, p. 99. Le même auteur précise que Trinquier avait eu sous ses ordres Pierre Messmer à la Légion étrangère, une fable souvent reprise.

222. Quinze ans après sa mésaventure, il était encore attaqué par le colonel Vandewalle, ancien administrateur en chef de la sûreté du Congo Belge. (Van Doal – pour Vandewalle –, *Une ténébreuse affaire ou Roger Trinquier au Katanga*, Bruxelles, éditions de Tam Tam Ommegang, 1979, p. 67).

223. *Le Monde*, 1er octobre 1966. Réponse à un article du 20 septembre.

224. « Pendant près de trois ans et face aux grandes puissances occidentales et à la plupart des pays du tiers-monde, la France soutient le Biafra du colonel Ojukwu, autoproclamé indépendant le 30 mai 1967. Cette aide n'est pas gratuite : il s'agit d'affaiblir la zone d'influence britannique en Afrique occidentale, de s'opposer à l'ingérence des Soviétiques sur le continent africain, de prendre position dans cette région riche en pétrole et, accessoirement, de faire payer au Nigeria ses vives protestations après les essais nucléaires menés par la France au Sahara en 1960. » Jean-Pierre Bat et

Pascal Geneste, « Jean Maurichéau-Beaupré : de Fontaine à Mathurin, JMB au service du Général », *Relations internationales*, 2010/2, n° 142, p. 97.

225. Sur ces épisodes mercenaires au Katanga et au Kasaï, les récits de Chistian Lanciney, *Les héros sont affreux*, ed. Charles Dessart, 1962, et Michel Borri, *Nous, ces affreux*, Paris, éd. Galic, 1962.

226. Télex de l'ambassade de France, 30 juillet 1961, cité par M. Barnay, *Aux frontières du mercenariat : éléments de contexte et trajectoires de trois « affreux » français de la sécession katangaise (1960-1963), op. cit*., p. 94.

227. *Foccart parle. Entretiens avec Philippe Gaillard*, Paris, Fayard-Jeune Afrique, tome 1, 1995, p. 230.

228. *La fabrique des barbouzes : Histoire des réseaux Foccart en Afrique, op. cit.*, conclusion (édition électronique). Ce double langage est confirmé par les archives de Michel Debré (Marc Michel, « La France et l'Afrique au temps du gouvernement Debré », in Serge Berstein, Pierre Milza, Jean-François Sirinelli, *Michel Debré premier ministre, 1959-1962*, Paris, PUF, 2005, p. 645).

229. Jean Larteguy, Max Clos, *Les chimères noires. Les Centurions au Katanga*, Presses Pocket, 1967, chap. 1 (édition électronique). Le personnage qui porte les aventures de Trinquier au Katanga est un mélange assez malveillant de plusieurs officiers parachutistes (notamment Jeanpierre et Faulques). Pour dramatiser le personnage, les auteurs en font un légionnaire.

230. Dans *OAS parle* (Paris, Julliard, 1964, p. 310), les prisonniers OAS au 1er décembre 1962 sont au nombre de 560, ce qui ne représente pas la totalité des inculpés politiques de la période. On compte deux cent trois militaires parmi eux, cent onze hommes de troupe, quarante-trois sous-officiers, quarante-neuf officiers.

231. *Le Monde*, 23 mai 1962, « L'audition des témoins à décharge au procès du chef de l'O.A.S. ». Le procès se tient à Paris, du 15 au 23 mai 1962.

232. *Paris-Presse L'Intransigeant*, 30 janvier 1962. L'appartement lui est prêté par par Christian Bourdoncle de Saint-Salvy, contrôleur de l'armée, dont le fils est mort en Algérie.

233. *Le Monde*, 26 juillet 1962. Le quotidien s'amuse apparemment beaucoup du manque d'à-propos du colonel. L'année précédente, alors que Trinquier partait pour le Congo avec la bénédiction du secrétariat de l'Élysée et du ministère des Armées, le quotidien ne chantait pas la même chanson : « Le colonel Trinquier est un "dur" parfaitement sincère, sans méchanceté, mais sans nuances. Dans la politique congolaise, c'est un élément nouveau. » (*Le Monde*, 7 février 1961.)

234. *La bataille pour l'élection du président de la République*, Montargis, diffusion éditions de L'Indépendant, 1965, p. 139.

235. Recension de J. – M. d'Hoop, *Revue historique*, n° 493, janvier-mars 1970, p. 476.

236. *Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes*, Gap, 1980, pp. 131-134.

237. Nécrologie de Trinquier par le général Roger Mourès dans *Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes*, Gap, 1987, pp. 146-147.

Penser le terrorisme en 1958 : Trinquier et la guerre révolutionnaire

Le texte de Roger Trinquier reproduit dans ce volume présente un intérêt qui dépasse le simple fait d'être l'ébauche de son ouvrage majeur consacré à la guerre moderne. Il permet, en effet, de déployer un ample questionnement à la confluence de plusieurs histoires enchevêtrées. Celle du terrorisme d'abord, étroitement lié au développement des recherches qui ont débouché sur l'émergence du domaine disciplinaire plus largement connu comme *terrorism studies*. Celle des insurrections et contre-insurrections, ensuite qui, depuis le premier quart de XX^{e} siècle au moins, fournissent un arrière-plan empirique et conceptuel aux réflexions de Trinquier.

On l'aura compris, plutôt que nous focaliser sur les spécificités de la guerre révolutionnaire (ou « moderne », pour employer le qualificatif de Trinquier), on s'attachera ici à élucider ce qu'apporte le texte de 1958, intitulé *Pour vaincre la guérilla et le terrorisme*, pour comprendre la nature et les fonctions du terrorisme. Et ce, comme on le verra plus loin, à un moment où les études portant spécifiquement sur cette technique de la violence (principalement) politique sont pratiquement inexistantes. C'est donc par rapport à cette problématique que s'organise ce chapitre. On y traitera d'abord de l'état des réflexions et des publications concernant le terrorisme dans la guerre révolutionnaire, en 1958. On procédera ensuite à un rapide inventaire des principaux cas d'insurrection et de contre-insurrection qui ont pu enrichir la réflexion de Trinquier. Enfin, nous proposerons une analyse de l'apport de notre auteur à la compréhension du terrorisme.

Penser le terrorisme en 1958

Si l'on s'en tient à notre définition du terrorisme comme « la réalisation (et/ou la menace) d'actes de guerre visant à transmettre un message émotionnellement impactant à des audiences autres que les victimes immédiates de l'action violente[238] », on peut comprendre que cette technique a une histoire longue et complexe. Par son caractère nécessairement public – voire publicitaire –, le terrorisme est indissociable de quelques manifestations de la modernité[239], telles que la Terreur, au cours de la Révolution française[240], l'émergence de la démocratie, en principe corrélé à l'exercice de libertés publiques, qui confère un poids sans précédent à l'opinion publique, audience des actes terroristes[241], les moyens de communication de masse[242] et, bien sûr, la découverte et la mise au point de la dynamite au cours de la deuxième moitié des années 1860[243].

Dans le cadre de ce chapitre, il est hors de propos de proposer un aperçu, même sommaire, de l'histoire et de la préhistoire du terrorisme, qui nous engagerait dans un débat historiographique compliqué et nous éloignerait de notre sujet. En revanche, il faut insister sur le fait qu'à l'époque où Trinquier rédige ce document sur la guérilla et le terrorisme, il n'existe encore aucune histoire du terrorisme qui permettrait une vision d'ensemble de la question. Il faudra attendre la publication du livre de Roland Gaucher, en 1965[244], suivi plus d'une décennie plus tard par le premier ouvrage à prétention académique de Walter Laqueur[245], pour que s'ébauche la construction de cette histoire. L'apparition de travaux spécifiquement consacrés au terrorisme et l'émergence du domaine disciplinaire des *terrorism studies*, ne datent que du début des années 1970[246]. Ce n'est donc pas de ce côté-là que l'on peut trouver les sources qui ont pu influencer la réflexion de Trinquier. C'est dans deux autres directions qu'il faut les chercher, en s'intéressant aux références bibliographiques, assez rares, figurant dans le texte de 1958, puis en consultant les productions contemporaines des officiers français qui avaient travaillé sur les différents aspects de la guerre révolutionnaire.

Pour ce qui est du premier point, Trinquier mentionne seulement trois auteurs :

1) Mao Zedong, cité à deux reprises, sans que soit indiqué le titre des textes sur lesquels il se fonde. En 1958, deux sources s'offraient au lecteur français qui voulait étudier la pensée militaire de Mao, *La Stratégie de la guerre révolutionnaire en Chine*, publiée en 1951 à Paris par les Éditions Sociales (maison d'édition du PCF), et les deux premiers volumes de ses *Œuvres choisies*, publiés chez le même éditeur, en 1955[247]. En l'état actuel des connaissances, il est impossible d'affirmer que Trinquier a effectivement consulté ces ouvrages, bien que le fait soit probable, au moins pour le premier. Toutefois, si l'œuvre de Mao est importante pour comprendre les dynamiques insurrectionnelles et les relations mouvantes entre la guerre irrégulière et la guerre régulière – sachant que Mao privilégie la première[248] –, son apport pour penser le terrorisme comme technique particulière est des plus réduits.

2) Graham Greene, *Un Américain bien tranquille*, [1955][249]. Ce roman dont l'action se situe au Viêtnam vers 1952, au cours de la dernière phase de la guerre française d'Indochine, retient surtout l'attention de Trinquier pour la description qu'il donne d'un attentat sous faux drapeau. Bonne occasion de rappeler que le terrorisme est aussi le domaine du mensonge, de la ruse et de la manipulation.

3) John Beebe, « Beating the Guerilla », *Military Review*, vol. 35, n° 9, 1955, 3-18. Cet article porte sur l'expérience de la guerre de Corée où des guérillas communistes ont opéré à l'arrière du front, en complément des opérations régulières menées par les armées nord-coréenne et chinoise. La place du terrorisme – surtout d'intimidation envers la population – y fut extrêmement réduite. En revanche, les enseignements principaux de ce cas de lutte anti-guérilla seront assimilés par Trinquier. En particulier, le fait que les actions strictement militaires ne suffisent pas et qu'elles doivent s'articuler avec des dispositions politiques, psychologiques et économiques pour être efficaces. Ceci, bien évidemment, sans négliger le rôle décisif du renseignement[250].

Pour ce qui est du second point, à savoir le développement de la réflexion sur la guerre révolutionnaire (et/ou subversive) parmi les

militaires français au cours des années 1950, plusieurs remarques s'imposent. Au moment où Trinquier écrit son texte, l'essentiel des conceptions – diverses, au demeurant – de ce que l'on peut désigner comme « l'école française de la guerre révolutionnaire » a déjà fait l'objet de publications. Des écrits fondateurs comme ceux de Charles Lacheroy, Jacques Hogard, Jean Nemo ou encore « Ximenes » (Maurice Prestat) sont connus et diffusés [251]. Des synthèses paraissent la même année [252], ainsi que l'année suivante [253].

Dans ces différents travaux, la référence au terrorisme est fréquente, mais peu théorisée. Il y est conçu avant tout comme un moyen de contrôle des populations – comme chez Hogard –, et on distingue le « terrorisme sélectif » – en fait, des assassinats ciblés – du « terrorisme systématique » qui vise à intimider la population [254]. La relation entre cette conception floue du terrorisme et les présupposés sur lesquels se fonde la conception française de la guerre révolutionnaire, à savoir que l'insurrection est surtout l'œuvre d'acteurs extérieurs à la population, sera discutée plus loin. Fait remarquable : à aucun moment Trinquier ne cite ni ne mentionne les travaux de ses collègues militaires. Ce fait s'explique sans doute par les modalités propres à « l'écriture militaire » de l'époque, très éloignée des usages en vigueur dans la production académique où la mention des sources est la norme.

S'il est donc ainsi possible de repérer les grandes lignes du socle bibliographique sur lequel repose le texte de 1958, il faut maintenant s'intéresser aux expériences directes et indirectes que Trinquier a pu avoir des guerres révolutionnaires, en situant sa réflexion dans un contexte plus large.

Insurrections et guerres révolutionnaires en 1958 : expériences et enseignements

Lorsque Trinquier termine la rédaction de *Pour vaincre la guérilla et le terrorisme*, il se trouve en Algérie, environ un an après la fin de la

« bataille d'Alger » (janvier-octobre 1957) à laquelle il a participé. Le manuscrit marque le point final de la rédaction au 20 novembre 1958. À cette date, Trinquier dispose de l'expérience de plusieurs conflits[255] : il a connu la Chine (1938-1945), l'Indochine (1934-1936, 1946 ; 1947-49 ; 1951-54), la Corée (1953), l'Algérie (1956-1960). Toutes ces guerres ont fait une large place à l'irrégularité, et c'est cet aspect qui oriente décisivement la réflexion de notre auteur. Mais au-delà de ce contact direct avec ce qu'il finira par appeler la « guerre moderne », d'autres épisodes, depuis le début du XX^{e} siècle, peuvent avoir nourri sa pensée. Il est donc important de les passer en revue, en distinguant les connaissances actuellement acquises et publiées, de ce qu'on pouvait en savoir au moment où Trinquier a écrit. Seules des études minutieuses sur les informations disponibles en France à propos de chacun de ces conflits – notamment dans la presse et les publications scientifiques et militaires – permettrait d'éviter le risque d'anachronisme qui menace en permanence le chercheur qui tente de faire quelque lumière sur ce point. En outre, comme bon nombre de ces épisodes traitent des pays anglophones aux prises avec des insurrections diverses, la question du niveau de compétence de Trinquier en anglais reste posée, malgré sa mention, comme on l'a vu plus haut, d'un article de la *Military Review* dans le document de 1958[256].

Pour nous en tenir seulement au XX^{e} siècle, on peut admettre que Trinquier a eu connaissance, même de façon incomplète et indirecte, de certains épisodes d'insurrection, de guerre révolutionnaire (et/ou subversive), de terreur d'État et d'affrontements irréguliers, incluant parfois le recours au terrorisme.

a) En *Russie*, souvent considéré comme le pays où le terrorisme se manifeste initialement durant la seconde moitié du XIX^{e} siècle[257], la Russie fournit abondance de matériaux pour une réflexion sur les usages du terrorisme[258], la terreur d'État[259], la combinaison de techniques de guérilla et de terrorisme[260], ainsi que des activités de soutien à des processus insurrectionnels (ayant ou non recours au terrorisme) avant et pendant la Guerre froide[261].

b) En *Irlande*, qui fournit, au cours des années 1916-1923, le cas remarquable d'une insurrection avortée suivie d'une lutte où la guérilla et le

terrorisme se partagent le registre de la violence armée. Sans oublier l'énorme importance de cet épisode pour la mise au point des techniques britanniques de contre-insurrection[262].

c) La *Résistance* en Europe (1940-1945). Bien que Trinquier, retenu en Chine, n'y ait pas participé, il a été bien informé des techniques employées par les mouvements de résistance en Europe, notamment par le truchement d'autres officiers parachutistes avec lesquels il a servi. Il y fait d'ailleurs explicitement référence (p. 23 du document de 1958) lorsque, à propos de la guérilla, il en rappelle l'efficacité en France[263] et en Yougoslavie[264].

d) La *Chine*, où Trinquier a séjourné de 1938 à 1945, d'abord à Pékin puis, à partir de décembre 1939, à Shanghai[265], alors en guerre contre le Japon. À cette époque, Mao Zedong a déjà établi les grands linéaments de sa pensée stratégique[266], mais il est peu probable que ses textes aient été accessibles à un officier français, même résidant en Chine. Les enseignements que Trinquier tirera de l'expérience chinoise sont donc issus de sources plus tardives, ainsi qu'on l'a indiqué plus haut.

e) *L'Indochine*. La guerre révolutionnaire qui s'y déroule à partir de 1944, et à laquelle Trinquier participe au sein des commandos Ponchardier dès l'année suivante, présente des spécificités dont rendent compte plusieurs textes de Hô Chi Minh et de Giap, dont il est impossible d'affirmer que Trinquier les a connus. On peut à ce titre citer un manuel de guérilla, probablement rédigé par Hô Chi Minh en 1941, et sans doute utilisé à partir de 1944 pour la formation des combattants. On dispose depuis peu d'une traduction anglaise de l'ouvrage[267], sans que l'on puisse savoir si une traduction française était disponible avant 1954 à l'usage des militaires. Parmi les caractéristiques de ce conflit, on peut mentionner la coexistence d'actes terroristes (d'intimidation, d'élimination et de propagande[268]) combinés avec des combats irréguliers de guérilla, aussi bien qu'avec des campagnes menées par des unités régulières. C'est d'ailleurs probablement au cours de cette guerre que des affrontements réguliers, même limités, interviendront pour la dernière fois dans le déroulement d'une guerre révolutionnaire, ce qui donne à la contribution

théorique d'auteurs comme le général Giap plus d'intérêt comme témoignage historique que comme guide pour de futurs engagements[269].

f) La *Grèce*. Souvent considérée comme la première manifestation de la guerre révolutionnaire après 1945, la guerre civile grecque prend en fait ses racines en 1943, avec la tentative des communistes de s'emparer du pouvoir au moyen d'une insurrection armée – incluant de multiples assassinats politiques et des actes de terrorisme d'élimination et d'intimidation des populations[270]. Au cours de ce conflit qui se prolonge jusqu'en 1949, et dont Trinquier n'a dû connaître que des échos lointains[271], le nécessaire reformatage des forces militaires engagées dans des opérations contre-insurrectionnelles s'est imposé, tout comme l'impératif d'éradiquer les réseaux clandestins d'appui à la rébellion. Par ailleurs, la défaite des insurgés est due en grande partie à l'erreur consistant à vouloir transformer les combattants en troupe régulière et les regrouper de façon prématurée.

g) La *Palestine*. Depuis la fin de la Première Guerre mondiale, la Palestine a été – et demeure – un creuset du terrorisme, mettant aux prises des individus, des foules et des organisations arabes et juives, ainsi que des forces britanniques progressivement dépassées par l'ampleur de la violence qu'alimentaient les ambiguïtés de leur politique dans la région[272]. Bien qu'elle ne s'inscrive pas dans le cadre d'une guerre révolutionnaire au sens strict, mais d'un conflit ethno-politique, l'expérience de la lutte sioniste en Palestine a souvent été citée comme l'un des rares exemples de succès obtenu en ayant recours au terrorisme[273]. Par conséquent, les enseignements tirés de ce cas n'ont pas manqué d'influencer d'autres mouvements de « libération nationale » au cours des années 1950, ce que Trinquier ne pouvait ignorer, bien qu'il n'en fasse pas état.

h) Les *Philippines*. L'insurrection des Huks (1946-1954) est concomitante des séjours de Trinquier en Indochine. Cette guérilla, surtout paysanne, qui ne recourt guère au terrorisme, sera combattue par des techniques contre-insurrectionnelles de plus en plus performantes, en partie avec un soutien nord-américain. À ce titre, les enseignements de l'expérience philippine, suivant laquelle l'action militaire est insuffisante, voire contreproductive, si le dispositif contre-insurrectionnel n'inclut pas

des actions politiques, économiques et, surtout, psychologiques, sont accessibles à tout théoricien de la guerre révolutionnaire et de la lutte contre la subversion communiste, à partir du milieu des années 1950[274].

i) La *Malaisie* (1948-1960) a longtemps été considérée comme le meilleur laboratoire des techniques de contre-insurrection britanniques. C'est là, en particulier, que la coordination des autorités politiques, militaires et policières dans des structures permettant une unité de commandement, ainsi que l'organisation des forces militaires en petites unités mobiles, appuyées par des services de renseignement efficaces, ont été éprouvées et intégrées pour la première fois[275]. À cela s'ajoutent le déplacement et le regroupement des populations afin de les éloigner des éléments combattants de la guérilla, dès lors privés de ravitaillement et d'informations.

Concernant le terrorisme, cet épisode a aussi donné lieu à une étude remarquable qui montre que les guerres, en général, et tout particulièrement les guerres subversives et/ou insurrectionnelles de la période de la Guerre froide sont aussi – voire surtout – une affaire de mots. La désignation, à partir de 1952, des insurgés comme des « terroristes communistes », en remplacement du terme de « bandits » qui servait auparavant à les nommer, est riche d'enseignements sur l'usage de la strate polémique dans la définition et la caractérisation du « terrorisme » et des « terroristes[276] ».

j) Le *Kenya* (1952-1956). L'insurrection connue comme celle des Mau Mau, menée par des fractions importantes de l'ethnie Kikuyu, ne relève pas de la guerre révolutionnaire. Cependant, ce procès insurrectionnel atypique, dont l'idéologie syncrétique combine des composantes issues de l'univers symbolique des Kikuyus à des revendications anticoloniales[277], constitue une mise à l'épreuve additionnelle des doctrines contre-insurrectionnelles britanniques[278]. À ce titre, l'expérience kenyane aurait légitimement pu être considérée par Trinquier comme un cas, certes hors norme, de la lutte « contre la guérilla et le terrorisme », d'autant plus que la fin de cette *emergency* coïncide avec les deux premières années de la guerre d'Algérie.

k) *Chypre* (1954-1962). Ici encore, il ne s'agit pas d'un cas de guerre révolutionnaire, mais d'une insurrection nationaliste en faveur du

rattachement de l'île à la Grèce. Ce cas offre pourtant de très intéressants enseignements sur les techniques insurrectionnelles et contre-insurrectionnelles, en particulier concernant la combinaison de guérillas rurales en zones montagneuses et de terrorisme urbain de la part des combattants de l'EOKA, sous le commandement du colonel Grivas [279].

l) *L'Algérie* (1954-1962). Avec la guerre d'Indochine dont il estime les enseignements indispensables [280], ce conflit a fourni à Trinquier l'essentiel du socle de sa réflexion. Parmi l'immense littérature consacrée à cette guerre, quelques références permettent de contextualiser la pensée de notre auteur sur la relation entretenue par la guérilla et le terrorisme dans le cadre de cet affrontement. À ce propos, au sein des *terrorism studies*, la contribution de Martha Crenshaw est incontournable [281], car au-delà des rappels factuels, elle aboutit à une réflexion sur les conditions d'un recours au terrorisme et son efficacité, ouvrant la voie à un débat qui se poursuit de nos jours [282]. Par ailleurs, et cela pour des raisons polémiques fort compréhensibles, la littérature spécialisée sur le terrorisme au cours de la guerre d'Algérie est extrêmement réduite. Et cette lacune n'est pas vraiment comblée, au milieu des années 2010, par le chapitre qu'y consacre Martin Thomas dans un ouvrage qui se voulait la synthèse des recherches sur l'histoire du terrorisme. Ce texte, réduit à un commentaire superficiel, moralisant et droit-de-l'hommiste avant l'heure, ne permet aucunement de comprendre l'enjeu de la question, à savoir : quand, pourquoi et où, des acteurs engagés dans une guerre irrégulière, asymétrique et totale (GIAT) recourent-ils ou non au terrorisme et avec quels effets [283].

La liste des insurrections et contre-insurrections que nous venons de présenter, et à laquelle on aurait encore pu ajouter d'autres exemples (l'Inde, l'Amérique latine…) donne une idée de l'univers empirique des cas auxquels Trinquier pouvait se référer au moment de mettre en forme sa réflexion, en 1958. L'ambiguïté même de son titre, qui renvoie à l'idée (fausse) que le combat consisterait à vaincre « la guérilla et le terrorisme », et non pas des ennemis qui recourent à ces techniques – des techniques parmi d'autres – pour mener des guerres dont la nature exacte doit être déterminée [284], limite sans doute les possibilités d'exploitation des expériences auxquelles il aurait pu avoir accès. Des insurrections peuvent se

produire hors du cadre de guerres révolutionnaires et le terrorisme, en tant que technique, est disponible pour des acteurs engagés dans un conflit, quelles qu'en soient les causes et la nature. Mais pour parvenir à ce constat, il faut disposer d'un cadre théorique qui, en 1958, n'était pas encore élaboré, tant en raison des circonstances dans lesquelles Trinquier a rédigé son travail, que de l'état de la recherche et de la réflexion sur le terrorisme dans les institutions militaires et académiques de l'époque [285].

Trinquier et le terrorisme en 1958 : acquis, limites et ambiguïtés

La réflexion que Trinquier élabore sur le terrorisme apparaît d'entrée de jeu datée et située. Le contexte général en est la Guerre froide et ses manifestations localisées presque exclusivement en Indochine et Algérie, avec quelques références au Maroc et à la Corée. À cela s'ajoutent quelques allusions à la Résistance en Europe, à la Yougoslavie, etc. (p. 23 du document dactylographié de 1958, désormais : *doc*.) qui concernent surtout des guérillas.

L'idée centrale qui sous-tend l'ensemble de l'argumentation consiste à prendre acte du moment stratégique en cours. Celui-ci, du fait de la prédominance de l'antagonisme Est-Ouest et de l'existence de l'armement nucléaire qui interdit, ou rend très improbable, un affrontement militaire conventionnel direct, fait place à une nouvelle forme de guerre : la guerre révolutionnaire ou subversive, qu'il appellera « moderne » en 1961. Partant de ce constat, Trinquier en déduit trois conséquences majeures.

- Premièrement, le primat désormais inéluctable de l'irrégularité par rapport aux autres formes d'affrontement. C'est dire que la guérilla et le terrorisme sont appelés à devenir les manifestations emblématiques de la guerre réelle.
- Deuxièmement, les populations sont désormais les enjeux des combats. Les conquérir idéologiquement et physiquement, au moyen de techniques d'encadrement mettant en place des

hiérarchies légales ou parallèles, est la condition de la victoire bien davantage que la maîtrise des territoires et/ou la destruction des forces armées ennemies. Ces deux objectifs ne sont pas devenus négligeables pour autant, mais les transformations en cours dans la nature de la guerre les ont relégués à un plan secondaire.

- Troisièmement, cette guerre révolutionnaire (« moderne ») possède immanquablement une composante militaire, car les forces armées, du fait de leur organisation et leurs capacités opérationnelles, sont les seules à pouvoir affronter efficacement des adversaires non étatiques recourant à la violence irrégulière sous forme de terrorisme et de guérilla[286]. Mais compte tenu de la nécessaire insertion des dispositifs militaires dans un ensemble multispectral (idéologique, informationnel, économique, social, etc.) de domaines de combat, il est impératif de procéder à un reformatage des doctrines, armements et modes d'organisation des armées. À cet égard, Trinquier anticipe bien des réflexions ultérieures sur la nécessité d'ajuster les institutions militaires aux impératifs de conflits présents et futurs[287].

Et c'est en fonction de la centralité de la population, de sa conquête et de son contrôle, que se structure la réflexion de Trinquier sur le terrorisme. En effet, sur la base d'une vision suivant laquelle l'ennemi est principalement externe (même s'il dispose d'appuis internes plus ou moins importants par effet de « pourrissement de l'arrière[288] »), et s'attaque à une population neutre et/ou passive, le terrorisme apparaît comme la technique la plus efficace pour : a) discréditer le pouvoir en place qui n'est pas capable de garantir la sécurité publique ; b) assurer aux insurgés d'abord l'absence de coopération de la population avec les autorités, puis son appui (plus ou moins volontaire) en matière de renseignement, ravitaillement, soutien à la clandestinité, etc. Ceci en attendant que les effets de la propagande et de l'endoctrinement produisent une véritable adhésion populaire. À cet égard, on peut affirmer que, pour Trinquier, le terrorisme est l'élément qui permet de mieux caractériser l'essence de la guerre révolutionnaire/moderne, dans la mesure où il agit directement et indirectement sur la population. Ce point est capital, et donnera lieu à des

développements théoriques ultérieurs de la part de nombreux chercheurs, dont beaucoup ignoreront, pourtant, les travaux de cet auteur[289].

Une lecture attentive du document de 1958 fait apparaître, en outre, une double caractérisation du terrorisme à partir de critères temporels et géographiques. En ce qui concerne l'aspect temporel, ou plus exactement séquentiel, Trinquier se référant surtout au cas algérien met en évidence le recours au terrorisme comme une pratique associée au tout début de l'insurrection (doc. p. 20). Il s'agit alors, pour une organisation encore très faible de pratiquer le « terrorisme sélectif », consistant en des assassinats ciblés visant à éliminer des agents administratifs, des notables et des relais du pouvoir auprès de la population. En un deuxième temps, des attentats moins ciblés, c'est-à-dire visant des victimes en fonction de leur identité vectorielle – et non plus fonctionnelle comme auparavant[290] – seront perpétrés pour provoquer le pouvoir, susciter des exactions et soumettre la population par la peur. Pour ce qui est de la spécificité géographique du terrorisme, Trinquier soutient qu'il est de nature essentiellement urbaine, ce en quoi il se distingue des guérillas, surtout rurales. Bien entendu, ici encore, Trinquier ne fait que partir du constat des faits dont il a une expérience directe en Algérie[291], sans chercher à généraliser ses conclusions à l'aide d'autres cas, pourtant aisément disponibles comme on l'a montré plus haut[292].

Un dernier point, qui n'est pas explicitement avancé par notre auteur, mais qui sous-tend son raisonnement, tient à la distinction nécessaire entre la dynamique du terrorisme comme technique, et celle de la guerre révolutionnaire comme procès d'ensemble. Dans le premier cas, le passage du « terrorisme sélectif » au terrorisme que l'on pourrait qualifier d'ordinaire est fonction des capacités opératives des insurgés autant que de la qualité des dispositifs antiterroristes mobilisés par le pouvoir en place. D'autre part, la guerre révolutionnaire renvoie à un moment plus ou moins prolongé où l'enjeu décisif consiste à conquérir et encadrer les populations ; le terrorisme étant une technique (et seulement cela) qui permet d'atteindre ces objectifs de la manière la plus rapide et la moins coûteuse. On a donc affaire à deux dynamiques emboîtées dont l'articulation spatio-temporelle concrète marque l'originalité de la guerre moderne. Et c'est l'un des mérites

de Trinquier que d'avoir mis cette singularité en évidence, tout en proposant des solutions pratiques pour y faire face.

En guise de conclusion

Pour vaincre la guérilla et le terrorisme de Roger Trinquier est donc un document d'un grand intérêt pour mieux comprendre simultanément les mutations en cours de la guerre, les évolutions dans la compréhension de ce phénomène parmi les cadres de l'armée française, et les premiers moments d'une analyse du fait terroriste appelée à connaître d'amples développements dans les décennies suivantes.

Mais Trinquier est avant tout un guerrier, pas un théoricien. Et c'est par conséquent en tant que guerrier, et pour faire son métier avec succès, qu'il s'engage dans une réflexion sur la nature inédite de la guerre qu'il est appelé à mener, en Indochine d'abord, en Algérie ensuite. Pour ce faire, il s'inscrit, comme ses collègues issus de l'armée coloniale[293], dans une longue tradition faite d'expériences et d'enseignements qui a façonné la pensée militaire française en réponse aux résistances et aux insurrections dans des théâtres d'opérations situés outre-mer[294]. À partir de 1945, les combats se dérouleront sur les mêmes terrains, mais dans une situation géopolitique radicalement transformée : l'heure est à la décolonisation dans un contexte de Guerre froide, et la France a cessé d'être une grande puissance.

On trouve l'écho de ces mêmes défis pratiques et intellectuels chez les auteurs britanniques contemporains, confrontés à plusieurs procès insurrectionnels simultanés, en Grèce, à Chypre, au Moyen-Orient, en Asie et en Afrique. Et les réponses qu'ils élaboreront, en procédant souvent par essais et erreurs, différeront de celles mises en œuvre par la France[295]. En particulier, l'articulation entre les instances civiles et militaires sera pensée différemment, avec un rôle plus important confié aux autorités politiques. Et, sans doute, la singularité de chaque situation sera mieux prise en compte, alors que dans le cas français – et Trinquier en est un bon exemple

–, l'ensemble des insurrections seront d'emblée envisagées sous l'angle de ce que Carl Schmitt appelait – à juste titre – la « guerre civile mondiale[296] ». Il en résultera, par exemple, la négligence par Trinquier et par l'écrasante majorité des auteurs français de l'époque, des dimensions ethnique et islamique en Algérie, et de leurs impacts sur le conflit en cours[297]. Ce même universalisme idéologique de principe contribuant d'ailleurs, aujourd'hui encore, à cette modalité particulière d'aveuglement qui fait obstacle à une compréhension réaliste des conflits et des attaques terroristes sur le territoire national.

Le document de 1958 contient, en outre, l'ébauche d'une approche théorique des insurrections. Et, en particulier, de l'idée d'une séquentialité dans les procès insurrectionnels, dont l'une des sources d'inspiration est incontestablement le schéma maoïste du passage de différentes formes de combat irrégulier vers des affrontements réguliers, jugés seuls décisifs. Dans le texte de Trinquier, on relève simultanément deux conceptions du procès séquentiel (par exemple : doc. p. 23).

L'une abstraite, prenant en compte surtout la montée en puissance des insurgés ; l'autre plus concrète et cumulative, intégrant des réalités géographiques :

1. Terrorisme → guérilla → forces armées aptes au combat régulier (?).
2. Terrorisme → terrorisme (urbain) + guérilla (rurale) → forces armées régulières (?).

Dans la réalité, si le passage de la première à la deuxième phase – du terrorisme à la guérilla – se retrouve dans un certain nombre de cas empiriques (comme, partiellement, en Algérie au début de la guerre), la transition des affrontements irréguliers vers des combats réguliers est, en fait rarissime. Le seul exemple venant à l'esprit concerne la guerre française d'Indochine, qui culmine effectivement à Diên Biên Phu (13 mars – 7 mai 1954). Dans tous les autres cas, l'irrégularité prévaut jusqu'à la fin du conflit, quel qu'en soit le résultat. C'est sans doute ce constat, implicitement assumé, qui explique l'ambiguïté de Trinquier sur ce point. Car s'il envisage la possibilité pour les « rebelles » de construire un instrument guerrier régulier – ce que les militaires français auraient

d'ailleurs dû vivement souhaiter, car cela les aurait mis aux prises avec des forces aux capacités inférieures aux leurs, qu'ils auraient été en mesure d'anéantir rapidement – ses indications sur ce point restent vagues. Reste le fait qu'en proposant l'ébauche d'un modèle séquentiel des insurrections, Trinquier s'inscrit dans un courant de travaux qui se prolonge jusqu'à nos jours. À ce titre, sa contribution mérite encore d'être connue et étudiée [298].

Enfin, le texte de 1958 anticipe également sur la formulation « définitive » de la pensée de Trinquier sur le terrorisme, et à cet égard fournit les éléments sur la base desquels l'acquis théorique majeur de 1961 sera fondé. Car s'il y a bien un apport pour lequel le travail de notre auteur demeure encore aujourd'hui digne d'intérêt, c'est bien celui concernant le terrorisme. En effet, en l'identifiant comme « l'arme capitale de la guerre moderne [299] », Trinquier est probablement le premier auteur à constater explicitement la centralité du terrorisme dans la nouvelle modalité de la guerre – irrégulière, asymétrique et totale – qui s'imposera au cours de la deuxième moitié du XX^{e} siècle, et qui continue à s'épanouir de nos jours. Outre qu'elle bâtit le cadre structurant de tout un domaine de recherches dans le champ spécialisé du terrorisme, cette intuition féconde mérite encore d'être méditée et développée. Et pour y parvenir de la meilleure manière, la connaissance du texte de 1958 que nous publions dans ce volume est sans doute indispensable.

---

238. Daniel Dory, « L'analyse géopolitique du terrorisme : conditions théoriques et conceptuelles », *L'Espace Politique*, n° 33, 2017 (en ligne). Pour un aperçu utile de la diversité des définitions du terrorisme actuellement en circulation, voir Alex P. Schmid, « The Definitions of Terrorism », in : Alex P. Schmid, (Ed.), *The Routledge Handbook of Terrorism Research*, Routledge, London – New York, 2013, pp. 39-98. Voir également l'appendice pp. 99-157 qui présente plus de deux cent cinquante définitions.

239. La question des relations entre le terrorisme et la modernité n'a pas encore fait l'objet de recherches approfondies. Pour un premier aperçu de cette problématique, abordée avec un cadre conceptuel déficient : Roger Griffin, « Modernity and Terrorism », in Randall D. Law (Ed.) *The Routledge History of Terrorism*, Routledge, London - New York, 2015, pp. 369-382

240. Patrice Gueniffey, « Généalogie du terrorisme contemporain », *Le Débat*, n° 126, 2003, pp. 157-173.

241. Paul Wilkinson, « Observations on the Relationship of Freedom and Terrorism », in Lawrence Howard (Ed.), *Terrorism. Roots, Impact, Responses*, Praeger, New York, 1992, pp. 155-166.

242. Catherine Bertho Lavenir, « Bombes, protes & pistolets. Les âges médiologiques de l'attentat », *Cahiers de Médiologie*, n° 13, 2002, pp. 17-35.

243. Pour une vision d'ensemble on peut consulter Gérard Chaliand ; Arnaud Blin (Dirs.), *Histoire du terrorisme. De l'Antiquité à Daech*, Pluriel, Paris, 2015 ; Olivier Dard, « Les racines historiques du phénomène terroriste », in Charles-Philippe David ; Benoît Gagnon (dirs.), *Repenser le Terrorisme. Concepts, acteurs et réponses*, Les Presses de l'Université de Laval, Québec, 2007, pp. 139-159.

244. Roland Gaucher, *Les Terroristes*, Albin Michel, Paris, 1965.

245. Walter Laqueur, *Terrorisme* [1977], PUF, Paris, 1979. Avant cela, David C. Rapoport avait publié une esquisse d'approche historique dans *Assassination and Terrorism*, Canadian Broadcasting Corporation, Toronto, 1971.

246. Sur l'histoire des *terrorism studies* on peut consulter, par exemple, Magnus Ranstorp (Ed.), *Mapping Terrorism Research*, Routledge, London – New York, 2007. L'état de la bibliographie spécialisée avant 1980 peut être apprécié notamment à l'aide de Augustus R. Norton ; Martin H. Greenberg, *International Terrorism. An Annotated Bibliography and Research Guide*, Westview, Boulder, 1980; Reuben Miller, « The Literature of Terrorism », *Terrorism*, vol. 11, n° 1, 1988, 63-87. Pour une évaluation récente de la discipline, voir Daniel Dory, « Les *Terrorism studies* à l'heure du bilan », *Sécurité Globale*, n° 22, 2020, pp. 123-142.

247. Suivant le compte rendu qu'en fait Roger Lévy dans *Politique Étrangère*, n° 1, 1956, pp. 102-103, ces volumes contiennent également des matériaux concernant la guerre et la stratégie, sans qu'il soit possible de savoir de quels textes il s'agit.

248. Voir notamment Mao Tsé Toung, *Problèmes de la guerre et de la stratégie*, [1938], Éditions en Langues Étrangères, Pékin, 1965.

249. Consulté dans l'édition suivante : Graham Greene, *Un Américain bien tranquille*, Pavillons Poche/Robert Laffont, Paris, 2019 ; la description de l'attentat se trouve pp. 288-295.

250. Pour un rapide survol des enjeux du renseignement – centré principalement sur les États-Unis – avant les grandes restructurations ultérieures, Wayne A. Kerstetter, « Terrorism and Intelligence », *Terrorism*, vol. 3, n° 1-2, 1979, pp. 109-115.

251. Voir notamment Maurice Ximenès (M. Prestat), « Essai sur la guerre révolutionnaire », *Revue Militaire d'Information*, n° 281, 1957, (reproduit dans Gérard Chaliand, *Les guerres irrégulières, XXe – XXIe siècles*, Folio/Gallimard, Paris, 2008, pp. 652-667) ; sur les travaux de Hogard : Mériadec Raffray, *Général Jacques Hogard. Stratège de la contre-insurrection*, Economica, Paris, 2014. Voir également Marie-Catherine Villatoux, « Hogard et Nemo. Deux théoriciens de la "guerre révolutionnaire" », *Revue Historique des Armées*, n° 232, 2003, pp. 20-28 ; Marie-Catherine et Paul Villatoux, « Aux origines de la "guerre révolutionnaire" : le colonel Lacheroy parle », *Revue Historique des Armées*, n° 268, 2012, pp. 43-53 (en ligne). Pour une rapide synthèse, Étienne de Durand, *Francs-tireurs et centurions. Les ambiguïtés de l'héritage contre-insurrectionnel français*, Focus Stratégique, IFRI, n° 29, 2011.

252. Gabriel Bonnet, *Les guerres insurrectionnelles et révolutionnaires de l'Antiquité à nos jours*, Payot, Paris, 1958.

253. Claude Delmas, *La guerre révolutionnaire*, PUF, Paris, 1959.

254. M. Raffray, *Général Jacques Hogard…, op. cit*., pp. 57-58.

255. Voir le chapitre : Les guerres de Roger Trinquier (1928-1960), dans ce volume.

256. Roger Trinquier parlait assez couramment l'anglais, une compétence utile dans les cercles d'ambassades en Chine, à la fin des années 1930. Mais la question se pose de sa connaissance de la bibliographie en anglais (MDD).

257. Pour une rapide synthèse, Matthew Carr, *La mécanique infernale*, Éditions Héloise d'Ormesson, Paris, 2008, (chapitre I/1, pp. 29-64). Voir aussi Lindsay Clutterbuck, « The Progenitors of Terrorism: Russian Revolutionaries or extreme Irish Republicans », *Terrorism and Political Violence*, vol. 16, n° 1, 2004, pp. 154-181.

258. Norman Naimark, « Terrorism and the Fall of Imperial Russia », *Terrorism and Political Violence*, vol. 2, n° 2, 1990, pp. 171-192.

259. James Ryan, « The Sacralization of Violence: Bolshevik Justifications for Violence and Terror during the Civil War », *Slavic Review*, vol. 74, n° 4, 2015, pp. 808-831.

260. John Erickson, « Resistance in the East and Terrorism », in Martha Crenshaw; John Pimlott, (Eds.), *Encyclopedia of World Terrorism* (désormais EWT), vol. 1, M. E. Sharpe, Armonk, 1997, pp. 90-91.

261. Cf. Rémi Kauffer, « Communisme et terrorisme », in Stéphane Courtois et Al., *Le Livre Noir du Communisme*, Robert Laffont/Bouquins, Paris, 1998, pp. 411-419.

262. Sur le cas irlandais, on lira avec profit Charles Townshend, « The Irish Republican Army and the development of guerrilla warfare, 1916-1921 », *The English Historical Review*, vol. 94, 1979, pp. 318-345 ; John Bowyer Bell, « Terror in Ireland 1916-1923 », EWT, vol. 1, 1979, pp. 66-67 ; Benjamin Grob-Fitzgibbon, « Britain's small wars. The Challenge to Empire, 1881-1951 », in Randall D. Law (Ed.), *The Routledge History of Terrorism*, Routledge, London-New York, 2015, pp. 177-189 – cet excellent chapitre traite également des cas de la Palestine et de la Malaisie. On dispose également, en français, du bon livre d'Agnès Maillot, *L'IRA et le conflit nord-irlandais*, Presses universitaires de Caen, Caen, 2018.

263. Pour des données factuelles de base, voir notamment Steve Weiss, « Terror's use by the French Resistance », EWT, vol. 1, 1997, 92-94. Pour une intéressante discussion portant sur le risque d'anachronisme conceptuel : Chris Millington, « Where we terrorists ? History, terrorism, and the French Resistance », *History Compass*, vol. 16, 2018 (en ligne) ; Barbara Lambauer, « D'une "dureté douce pour le futur" : le terrorisme selon l'Allemagne nazie et sa répression », in Henry Laurens ; Mireille Delmas-Marty (dirs.), *Terrorisme. Histoire et Droit*, Éd. Du CNRS, Paris, 2010, pp. 89-162.

264. James Gow, « WWII Resistance in Yugoslavia and terrorism », EWT, vol. 1, 1997, pp. 95-97. On consultera également le chapitre 6/1 de Gabriel Bonnet, *Les guerres insurrectionnelles…, op. cit*., pp. 173-176 ; ainsi que le fragment du livre de Vladimir Dedijer, *Tito parle*, Gallimard, 1953, reproduit dans Gérard Chaliand, *Les guerres irrégulières…, op. cit*., pp. 119-146. Étant donné la date de parution, cet ouvrage était accessible à Trinquier, sans que l'on puisse établir s'il l'a effectivement lu.

265. À titre anecdotique, Shanghai a été, quelques années auparavant, le théâtre d'une attaque terroriste dirigée contre les autorités japonaises par un nationaliste coréen. Sur cet épisode, dont Trinquier a dû avoir connaissance plus tard, et sur ses répercussions dans la presse française : Laurent Quisefit, « L'écho médiatique d'une action "terroriste" en contexte colonial. L'attentat coréen à Shanghai (1932) entre indifférence et réprobation », *Le Temps des Médias*, n° 32, 2019, I-XIX.

266. Jean-Marie d'Hoop, « Mao Tsé-Toung et la conduite de la Guerre Populaire », *Revue d'Histoire de la Deuxième Guerre Mondiale*, n° 115, 1979, pp. 95-110.

267. Edward C. O'Dowd, « Ho Chi Minh and the origins of the Vietnamese doctrine of guerrilla tactics », *Small Wars and Insurgencies*, vol. 24, n°3, 2013, 561-587. Presque à titre de curiosité,

citons un texte beaucoup plus ancien, « Le travail militaire du Parti parmi les paysans », [1928], publié à Paris en 1931 dans un ouvrage collectif édité par le Komintern sous le pseudonyme de A. Neuberg. Un fragment en est accessible dans : Gérard Chaliand, *Les guerres irrégulières…, op. cit.*, pp. 575-583. Dans ce texte, Hô Chi Minh envisage le « terrorisme individuel » comme une forme initiale d'action des partisans.

268. Ashley Brown, « Terror against the French in Indochina », EWT, vol. 1, 1997, pp. 169-170.

269. Les écrits de Giap sous forme de recueil ne paraissent en français qu'en 1961, aux éditions en Langues Étrangères, Hanoi. Réédités en France cinq ans plus tard : Général V. N. Giap, *Guerre du peuple, armée du peuple*, F. Maspero, Paris, 1966. On trouvera aussi d'utiles réflexions dans Michel Grintchenko, « La guerre d'Indochine : guerre régulière ou guerre irrégulière ? », in Hervé Coutau-Bégarie (dir.), *Stratégies irrégulières*, Economica, Paris, 2010, pp. 456-470.

270. Concernant la guerre civile en Grèce, la consultation de l'article suivant est indispensable : Christina J. M. Goulter, « The Greek civil War: A National Army Counter Insurgency Triumph », *The Journal of Military History*, vol. 78, 2014, pp. 1017-1055. Voir aussi Ashley Brown, « Terrorism in Greece », EWT, vol. 1, 1979, pp. 163-164.

271. À la différence de David Galula qui se rend en Grèce en 1949 et en 1950 comme membre d'une commission spéciale des Nations unies sur les Balkans. Cf. la préface de J. Malye à : David Galula, *Pacification en Algérie*, Les Belles Lettres, Paris, 2016, XII.

272. Voir la bonne synthèse de Matthew Hughes, « Middle Eastern Terrorism 1920-1947 », EWT, vol. 2, 1997, pp. 269-282.

273. Bruce Hoffman, « The rationality of terrorism and other forms of political violence: lessons from the Jewish campaign in Palestine, 1939-1947 », *Small Wars and Insurgencies*, vol. 22, n° 2, 2011, pp. 258-272. Sur la frange la plus radicale du terrorisme sioniste (elle-même influencée par l'exemple irlandais du début des années 1920) : Shlomo Shpiro, « The intellectual Foundations of Jewish National Terrorism : Avraham Stern and Lehi », *Terrorism and Political Violence*, vol. 25, n° 4, 2013, pp. 606-620.

274. Voir la bonne synthèse de Jean Philippe Baulon, « Les Philippines, laboratoire de la contre-insurrection ? La révolte des Huks et sa répression (1946-1954) », *Stratégique*, n° 100-101, 2012, pp. 95-112. À compléter avec William Pomeroy, « Les Huks dans la forêt des Philippines », extrait reproduit dans : Gérard Chaliand, *Les guerres irrégulières…, op. cit.*, pp. 147-163.

275. David Ucko, « Countering Insurgents through Distributed Operations: Insights from Malaya 1948-1960 », *The Journal of Strategic studies*, vol. 30, n° 1, 2007, pp. 47-72. En complément, on peut consulter Julian Paget, « État d'urgence en Malaisie », in Gérard Chaliand, *Les guerres irrégulières…, op. cit.*, 379-384 ; et Chris Marshall, « Terrorism in Malaya », EWT, vol. 1, 1997, pp. 171-173.

276. Phillip Deery, « The Terminology of Terrorism: Malaya, 1948-52 », *Journal of Southeast Asian Studies*, vol. 34, n° 2, 2003, pp. 231-247. Sur les strates définitionnelles polémique, juridique et scientifique du terrorisme, voir Daniel Dory, « Le terrorisme comme objet géographique : un état des lieux », *Annales de Géographie*, n° 728, 2019, pp. 5-36.

277. On trouvera une bonne introduction aux spécificités de la révolte kenyane dans l'extrait suivant : Donald L. Barnett ; Karari Njama, « Kenya : chez les Mau Mau », in Gérard Chaliand, *Les guerres irrégulières…, op. cit.*, pp. 216-240.

278. David A. Percox, « British Counter-Insurgency in Kenya, 1952-1956. Extension of Internal Security Policy or Prelude to Decolonisation? », *Small Wars and Insurgencies*, vol. 9, n° 3, 1998, pp. 46-101. Le chapitre suivant offre également un bon aperçu de la question (ainsi que sur le cas

chypriote dont il sera question plus loin) : Benjamin Grob-Fitzgibbon, « British Small Wars. The Empire strikes back, 1952-68 », in Randall D. Law (Ed.), *The Routledge History of Terrorism*, Routledge, London-New York, 2015, pp. 190-203. Enfin, on consultera utilement Frank Kitson, « Contre-insurrection au Kenya », in Gérard Chaliand, *Les guerres irrégulières…, op. cit.*, pp. 241 – 252.

279. Cf. Simon Robbins, « The British counter-insurgency in Cyprus », *Small Wars and Insurgencies*, vol. 23, n° 4-5, 2012, pp. 720-743. Voir aussi : Chris Marshall, « Terrorism in Cyprus », EWT, vol. 1, 1997, pp. 160-162. Pour une brève et utile biographie de Grivas on peut consulter « Grivas, Gen. George Theodoru (1898-1974) », in Ian F. W. Beckett, *Encyclopedia of Guerrilla Warfare*, ABC-CLIO, Santa Barbara, 1999, pp. 86-88 (DD). Les unités de la 10e division parachutiste ont connu ce conflit, cantonnées deux mois à Chypre à l'occasion de l'expédition de Suez, à la fin de l'année 1956, et le commandant Moulié, alors officier de liaison auprès des forces britanniques, fut l'adjoint de Trinquier au commandement du 3e RPC-RPIMa, de mai 1958 à juin 1959 (MDD).

280. Dans une lettre de 1956, Trinquier écrit au général Salan : « Beaucoup de gens m'avaient dit : "Rien de ce que vous avez fait en Indochine ne pourra s'appliquer en AFN, le terrain, le milieu, les conditions de la lutte, tout est différent." Or rien n'est plus faux, mais il faudrait dans la masse des renseignements tirés d'Indochine déterminer ceux qui peuvent s'appliquer ici. Or je ne pense pas que quelqu'un ait même essayé de faire ce travail. » Document cité dans : Raoul Salan, *Mémoires : Fin d'un Empire*, T. 3, Presses de la Cité, Paris, 1972, p. 49. Citation reproduite dans Michel Goya, « La peur au cœur. Les incohérences de la contre-guérilla française pendant la guerre d'Algérie », in Hervé Coutau-Bégarie (Dir.), *Stratégies irrégulières*, Economica, Paris, 2010, 506-513 ; (citation à la p. 508) (DD). La réflexion de Trinquier montre que l'enquête entreprise par le général Ély à la fin de l'année 1954, et publiée dans la plus grande discrétion, n'avait pas circulé parmi les officiers. Il existe une réédition récente de ce document aux soins d'Ivan Cadeau, *Les enseignements de la guerre d'Indochine (1945-1954) : Rapport du général Ely, commandant en chef en Extrême-Orient*, 2 tomes, Vincennes, Service historique de la Défense, 2011 (MDD).

281. Notamment Martha Crenshaw, « The Effectiveness of Terrorism in the Algerian War », in M. Crenshaw (Ed.), *Terrorism in context*, The Pennsylvania State University Press, Pennsylvania, 1995, 473-513.

282. Daniel Dory, « L'efficacité du terrorisme en question », *Sécurité Globale*, n° 20, 2019, pp. 157-168.

283. Martin Thomas, « Violence in the Algerian War of Independence. Terror, counter-terror, and compliance », in : Randall D. Law (Ed.), *The Routledge History of Terrorism*, Routledge, London-New York, 2015, pp. 218-238. Pour un témoignage sur quelques aspects importants du conflit : Général Maurice Schmitt, *Alger – Été 1957. Une victoire sur le terrorisme*, L'Harmattan, Paris, 2002. Également à consulter : Ashley Brown, « Terrorism in French Algeria », EWT, vol. 1, 1997, pp. 157-159 ; Jean-Pierre Rondeau (présente), *Crimes et attentats FLN en Algérie française*, [1956], Dualpha, Paris, 2011 ; Jean-Charles Jauffret, « L'Armée de Libération Nationale et l'art de la guérilla, Algérie 1954-1962. Une étude semée de chausse-trappes », in : François Cochet ; Olivier Dard (dirs.), *Subversion, anti-subversion, contre-subversion*, Riveneuve, Paris, 2009, pp. 239-266 ; David Galula, *Pacification en Algérie*, Les Belles Lettres, Paris, 2016.

284. La conceptualisation de la « guerre révolutionnaire », notamment par Trinquier dans *La Guerre moderne*, vise précisément à trancher cette question. Pour une vision quelque peu caricaturale de cette entreprise, voir « Guerre révolutionnaire », in Ian Beckett, *Encyclopedia of Guerrilla Warfare*…, op. cit., pp. 89-91.

285. Et il n'est pas sans intérêt de rappeler que bien plus tard, en 2001, l'idée d'une « guerre contre le terrorisme » a pu être à nouveau sérieusement envisagée, avec de nombreux avatars un peu

partout dans le monde…

286. Sur le débat concernant le recours aux forces militaires pour affronter des entités recourant au terrorisme, voir Isabelle Duyvesteyn, « Great expectations: the use of armed forces to combat terrorism », *Small Wars and Insurgencies*, vol. 19, n° 3, 2008, pp. 328-351.

287. Pour un éclairage partiel sur cette problématique : Donald J. Reed, « Beyond the War on Terror : Into the Fifth Generation of War and Conflict », *Studies in Conflict and Terrorism*, vol. 31, n° 8, 2008, pp. 684-722. Bernard Wicht, *Une nouvelle Guerre de Trente Ans ?* Le Polémarque, Nancy, 2013.

288. Pour un exemple de « pourrissement » par l'action de réseaux clandestins : Roland Gaucher, *Le réseau Curiel ou la subversion humanitaire*, Jean Picollec, Paris, 1981.

289. Parmi les chercheurs faisant explicitement référence à Trinquier, on peut citer Ivan Arreguín-Toft, « Contemporary Asymetric Conflict Theory in Historical Perspective », *Terrorism and Political Violence*, vol. 24, n° 4, 2012, pp. 635-657. Pour des travaux antérieurs qui développent (sans le citer) de nombreuses intuitions de notre auteur, voir par exemple Everett L. Wheeler, « Terrorism and Military Theory: An Historical Perspective », *Terrorism and Political Violence*, vol. 3, n° 1, 1991, pp. 6-33 ; Caleb Carr, « Terrorism as Warfare. The Lessons of Military History », *World Policy Journal*, vol. 13, n° 4, 1996, pp. 1-12.

290. Sur les différents types de victimes de la violence politique, ainsi que sur les développements actuels de la recherche géographique sur le terrorisme Daniel Dory, « Le terrorisme comme objet géographique : un état des lieux », *Annales de Géographie*, n° 728, 2019, pp. 5-36.

291. Sur les antécédents politiques du début de la guerre d'Algérie en relation avec la logique séquentielle de l'insurrection, Jacques Valette, « Le début de la guerre terroriste en Algérie, les attentats de la Toussaint 1954 », *Guerres Mondiales et Conflits Contemporains*, n° 260, 2015, pp. 79-91.

292. L'année suivant la rédaction de son étude, Roger Trinquier prend le commandement de l'un des secteurs les plus critiques du Constantinois. Cette expérience lui aurait sans doute fait considérer différemment la nature, urbaine, mais aussi rurale, du terrorisme du FLN en Algérie (MDD).

293. La « Coloniale » dont étaient issus les régiments parachutistes auxquels a appartenu Roger Trinquier est appelée aujourd'hui infanterie de marine (MDD).

294. Jean Gottmann, « Bugeaud, Galliéni, Lyautey : développement de la guerre coloniale française », in : Edward Mead Earle (Dir.), *Les Maîtres de la Stratégie*, vol. 1, Berger Levrault, Paris, 1980, pp. 267-294 ; Thomas Rid, « The Nineteenth Century Origins of Counterinsurgency Doctrine », *The Journal of Strategic Studies*, vol. 33, n° 5, 2010, pp. 727-758.

295. On trouvera une excellente synthèse de la vision britannique de la guerre révolutionnaire dans Robert Thompson, *Revolutionary War in World Straregy 1945-1969*, Taplinger, New York, 1970. Voir en particulier sa critique des conceptions françaises pp. 94-97.

296. Sur l'évolution de la pensée de cet auteur sur cette réalité : Carl Schmitt, *La guerre civile mondiale. Essais (1943-1978)*, Maisons-Alfort, 2007.

297. Une exception partielle : Jean Servier, *Le terrorisme*, PUF, Paris, 1979.

298. Voir, à titre d'exemples, les travaux suivants qui développent les fondements de l'approche séquentielle des insurrections : James A. Miller, « Political Terrorism and Insurgency: An Interrogative approach », in Yonah Alexander ; Seymour Maxwell Finger (Eds.), *Terrorism. Interdisciplinary Perspectives*, John Jay Press/McGraw-Hill, New York, 1977, pp. 65-91 ; Daniel Dory, « L'analyse géopolitique du terrorisme : conditions théoriques et conceptuelles », *L'Espace Politique*, n° 33, 2017 (en ligne). Pour un panorama général sur la question : Ian Beckett, « The

historiography of insurgency », in Paul B. Rich ; Isabelle Duyvesteyn (Eds.), *The Routledge Handbook of Insurgency and Counterinsurgency*, Routledga, London-New York, 2014, pp. 23-31.

299. Roger Trinquier, *La guerre moderne*, [1961], Economica, Paris, 2017, p. 14, (titre du chapitre I/4).

« Pour vaincre la guérilla et le terrorisme »[300]

Pour vaincre…

… La guérilla et le terrorisme

Du Colonel Trinquier Roger, des troupes aéroportées.

Avant-propos

Le *but* poursuivi par l'armée française en Algérie est de rendre au peuple algérien sa liberté.

Des organisations subversives d'inspiration totalitaire, manipulées par une petite élite intellectuelle à la solde de puissances étrangères, se sont efforcées par tous les moyens, même les plus barbares et les plus cruels, de soumettre le peuple algérien à leur discrétion.

Malgré les souffrances subies et les innombrables vies humaines sacrifiées dans ce but, le peuple algérien ne les a pas suivis.

Pour délivrer la population d'Algérie de l'emprise des organisations subversives infiltrées dans son sein comme un cancer, l'armée bien souvent a dû elle-même la bousculer rudement et quelquefois accroître encore ses souffrances.

Mais le peuple algérien lui a fait confiance, car personne avant elle ne s'était penché aussi près de lui et avec autant d'affection ; son cœur douloureux, l'armée l'a saisi à pleine main et l'a vraiment senti battre à l'unisson du sien.

Grâce à cette coopération intime, confiante, avec la masse des braves gens a surpris nos adversaires et déconcerté nos ennemis qui espéraient que nos méthodes souvent brutales allaient creuser entre elle et nous un fossé profond.

Mais la fermeté dans la répression n'a été réservée qu'à nos ennemis ; le peuple qui les connaissait comme nous ne s'y est jamais trompé. Voilà le secret de notre réussite.

L'armée française a donc le devoir impérieux de continuer jusqu'au bout la tâche entreprise. Elle n'a pas le droit de décevoir la confiance que tout un peuple lui a faite.

Forte de son appui, en employant des méthodes adaptées à la lutte que nous imposent nos ennemis, elle devrait rapidement y parvenir.

Lorsque la liberté lui aura été rendue et qu'il pourra s'exprimer sans crainte, le peuple algérien donnera sans ambages son sentiment. Nous le connaissons : c'est une confiance inébranlable dans une grande puissance devenue sa patrie.

I – Une nécessité : adapter notre appareil militaire à la lutte contre la subversion

La défense du territoire national est la mission essentielle, la raison d'être d'une armée. Elle a le devoir d'être de manière permanente en mesure de faire face à tout ennemi qui menace le pays.

Or, depuis la Libération, l'Union française croule sous des attaques répétées et notre armée, malgré l'effort sans précédent fait par le pays, est impuissante à enrayer la débâcle. Aucun militaire français ne devrait donc avoir de repos tant que nos ennemis n'auront pas été mis hors de combat.

Nous poursuivons l'étude d'une guerre probablement dépassée que nous ne ferons peut-être jamais, et nous ne portons qu'un intérêt médiocre à celle que nous avons perdue en Indochine, à celle que nous faisons en ce moment et que nous risquons de perdre en Algérie. L'abandon de l'Indochine est pourtant aussi important pour l'Union française que la perte d'une province du territoire métropolitain.

Le résultat inéluctable de cette carence, c'est que nous opposons à nos adversaires une armée inadaptée, une tactique et des procédés de combat incapables d'acculer notre adversaire à la défaite.

Car c'est un fait en Indochine, malgré une supériorité manifeste en matériel moderne et en effectifs, nous avons été battus. Notre commandement a seulement tenté, d'une campagne à l'autre, d'acculer les V.M. à une bataille rangée classique, la seule qu'ayant étudiée il savait conduire, et où la supériorité de nos moyens lui aurait permis un succès facile.

Mais les V.M. ont toujours su esquiver cette manœuvre.

Lorsqu'ils ont accepté la bataille conventionnelle tant attendue, ce sont qui, après avoir rassemblé sur le champ de bataille des moyens supérieurs aux nôtres, et mieux adaptés, nous ont battus.

En Afrique du Nord, malgré nos précédents revers, nous employons encore la même armée et, à peu de chose près, une tactique et des procédés de combat analogues. Nous persistons au cours d'opérations multiples – toujours les mêmes – à tenter de saisir un adversaire qui nous échappe. Les résultats obtenus sont sans commune mesure avec les moyens et les efforts déployés, nous dispersons en effet les bandes beaucoup plus que nous ne les détruisons.

Notre appareil militaire fait donc penser à un marteau-pilon qui tenterait d'écraser une mouche et qui, inlassablement, renouvellerait sa tentative.

Cette inadaptation de notre armée a des conséquences incalculables :

- elle laisse s'accréditer le sentiment que nos adversaires, qui ne représentent en réalité que de très faibles forces, sont invincibles et que, tôt ou tard, nous devrons accepter leurs conditions ;

- elle encourage la diffusion d'idées dangereusement erronées qui cependant prennent corps dans le grand public. On nous accuse, par exemple, d'avoir fait des élections préfabriquées en Algérie. Pouvons-nous croire et laisser croire sincèrement que des élections faites sous l'influence du FLN ou du MNA ne le seront pas ? La crainte que ceux-ci feront régner sur les électeurs sera autrement puissante que nos pressions administratives d'antan.

C'est pourtant ce qu'une grande partie de notre presse essaie de faire admettre à l'opinion publique.

Or, l'expérience a montré qu'il n'est nullement nécessaire d'avoir la sympathie de la majorité des populations pour les diriger. Il suffit qu'une élite agissante s'introduise dans la masse et l'organise pour la plier à sa volonté.

C'est ce qu'ont fait nos adversaires en Algérie ; grâce à une organisation appropriée et à des méthodes bien adaptées, ils ont réussi à s'imposer à des populations entières et à les utiliser malgré elles contre nous. Nous sommes soumis à un odieux chantage auquel nous devrions finalement céder, si nous ne réussissions pas à détruire leurs systèmes subversifs.

Nous n'avons donc pas le droit de nous laisser leurrer, si nous abandonnions la lutte nous manquerions gravement à notre devoir, nous livrerions des populations sans défense à une élite sans scrupules, orgueilleuse et égoïste, et prête pour satisfaire ses seuls intérêts à sacrifier délibérément ceux de la masse des braves gens qui n'aspirent qu'à la *paix*.

Une forme nouvelle de guerre nous est imposée : la guerre subversive.

Ayant négligé son étude, nous n'avons pas soupçonné l'importance de la révolution qu'elle a apportée dans la conduite des opérations. Dans l'art de la guerre, elle reste considérée comme un genre mineur et, à ce titre, elle n'a pas passionné l'élite de notre armée.

Ayant d'abord perdu la guerre en Indochine, attaqué ensuite en Afrique du Nord, et harcelé maintenant par la nécessité de ramener rapidement la paix en Algérie, notre commandement tâtonne depuis des années sans trouver la parade efficace.

De nombreux travaux ont pourtant été faits dans tous les pays du monde sur la guerre subversive, en France même. Mais ces études ont rarement dépassé le cadre de la guérilla qui se rapproche le plus de la forme classique de la guerre. Faite dans l'euphorie de la victoire et sans doute parce qu'il est plus séduisant d'étudier les procédés qui ont conduit à la victoire que de rechercher les raisons d'une défaite, seule la forme offensive de la guérilla a été étudiée avec intérêt. L'autre côté de la barricade, l'étude d'une parade efficace et de la contre-offensive ne l'ont pas été. En général, les auteurs se sont contentés de souligner l'inefficacité des moyens employés contre la guérilla ; quelques-uns ont simplement conseillé de retourner contre elle ses propres armes, et de tenter de la battre sur son propre terrain C'était vouloir résoudre un problème avant même de l'avoir posé.

Le côté plus subtil de la subversion, l'établissement de son emprise sur une population, a fait l'objet de récents travaux. Mais seuls quelques-uns des procédés offensifs employés par nos adversaires contre nous ont été partiellement étudiés, particulièrement ceux concernant le mécanisme de l'action psychologique sur les masses.

Mais la parade à leur opposer, l'étude des moyens efficaces de défense, ont [sic] été négligés. Bien mieux, lorsque parfois ils ont été entrevus, et leur application envisagée, les moyens de propagande et de pression de nos adversaires ont toujours été assez puissants pour influencer une opinion mal informée, et l'amener systématiquement à refuser leur étude et leur emploi.

Le but de la subversion est, en effet, de renverser le pouvoir établi, par des moyens illégaux, et de le remplacer par un autre régime.

Le moyen essentiel pour y parvenir est l'appui de la population ; pour naître et se développer, la subversion a besoin de cet appui inconditionnel ; il lui est aussi nécessaire que l'eau au poisson (voir Mao Tsé Toung).

Il peut être spontané (à Alger le 13 mai, en France pendant l'occupation). S'il ne l'est pas, il peut être obtenu par une organisation appropriée qui aura pour mission essentielle de le conserver par tous les moyens – le plus efficace étant *le terrorisme*.

Dans une guerre subversive, en effet, nous ne nous heurtons pas à une armée organisée suivant les normes habituelles, mais à de faibles éléments

armés agissant clandestinement au sein d'une population manipulée par une organisation spéciale.

Notre armée en Algérie est forte de plus de trois cent mille hommes disposant des moyens les plus modernes ; celle de la rébellion n'a encore guère plus de trente mille hommes mal équipés et ne disposant que d'un armement léger.

Si nous avions la possibilité de le rencontrer sur un champ de bataille classique, son extermination serait l'affaire de quelques heures.

Or, la guerre dure depuis plus de quatre ans, et la victoire n'est pas en vue. Le problème est donc plus complexe.

Il est cependant capital de savoir que dans une guerre subversive nous nous heurtons avant tout à une organisation clandestine dont le rôle essentiel est d'imposer sa volonté à la population. C'est l'idée maîtresse qui doit nous guider dans la recherche d'une solution.

Voici un exemple d'organisation subversive : celle que le FLN avait installée à Alger.

À la tête de la ZAA (zone autonome d'Alger), le FLN avait placé un organisme collégial appelé le *conseil zonal* comprenant quatre membres :

- un chef politico-militaire
- un responsable politique
- un responsable militaire
- un responsable des liaisons extérieures et des renseignements.

Comme dans toutes les organisations communistes, les décisions étaient prises en commun, la voix du chef étant prépondérante.

Cet organisme central avait divisé Alger en trois régions :

- région 1 : Alger centre
- région 2 : Alger ouest
- région 3 : Alger est

Ayant chacune à sa tête un organisme collégial identique à celui de la ZAA : le *conseil de région*.

Chaque région était découpée en secteurs (en nombre variable), eux-mêmes subdivisés en districts, en nombre variable également. Au total, la ville d'Alger était divisée en trois régions, comprenant dix secteurs, subdivisés en trente-quatre districts.

Telle était la division géographique de l'organisation rebelle.

Elle comprenait, essentiellement, deux éléments distincts :

- le Front de la libération nationale (FLN), organisme politique ;
- l'Armée de libération nationale (ALN), organisation militaire ;

toutes deux intégrées dans le même découpage territorial ; les différents échelons s'ignoraient et n'étaient reliés que par l'organisme collégial de la région, et à l'échelon supérieur de la ZAA.

La structure du district politique FLN était la suivante : à la base, une demi-cellule de trois hommes, puis la cellule, le demi-groupe, le groupe, le sous-district, le district. Chacun des éléments avait la composition suivante :

1/2 Cellule	Cellule	1/2 Groupe	Groupe	Sous district	District
	2 1/2 Cellule + 1 chef	2 Cellule + 1 chef	2 1/2 Groupe + 1 chef	2 Groupe + 1 chef	2 1/2 S/District + 1 chef
3 Hommes	7 Hommes	15 Hommes	31 Hommes	63 Hommes	127 Hommes

La structure de l'ALN dans le district était la suivante : à la tête se trouvait le chef des groupes armés du district et son adjoint, disposant de trois groupes armés composés chacun d'un chef, d'un adjoint, et de trois cellules de trois hommes ; au total, trente-cinq hommes armés.

En outre, l'organisation politique comprenait des groupes de choc armés qui ne faisaient pas partie de l'ALN, mais constituaient la « police » du FLN : ce sont ceux qui étaient chargés d'exécuter les sentences de la justice du FLN.

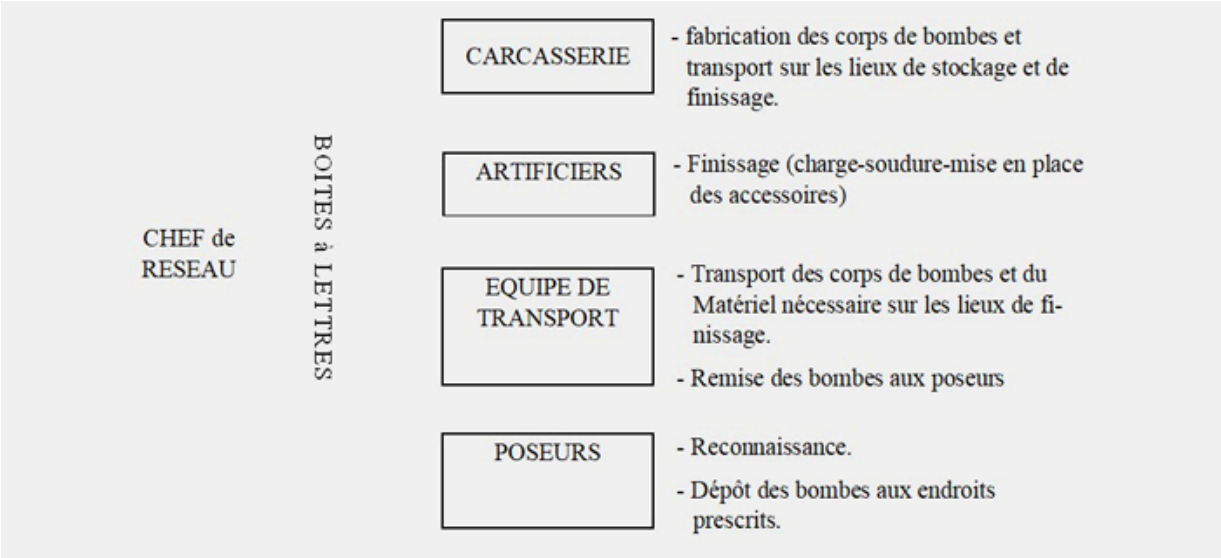
Le quatrième personnage du Comité zonal, responsable des liaisons et des renseignements, disposait d'un certain nombre de comités où se trouvaient en général les intellectuels du parti. Les principaux étaient les suivants :

1. Comité des liaisons avec les wilayas[301], avec le CCE avec l'extérieur (Tunisie, Maroc, France) ;
2. Comité de renseignements : embryon de services spéciaux ;
3. Comité de rédaction : dossier ONU, dossier sévices, rapports avec les intellectuels, documentation pour la presse française et étrangère, etc.
4. Comité de justice : surveillance générale des FMA[302]. Litiges (droit civil et criminel, amendes, etc.) ;
5. Comité sanitaire : un embryon ;
6. Comité syndical : UGTA – UGCA ;
7. Comité financier.

Enfin, un autre élément important de cette organisation était le réseau-bombes. Il ne relevait ni du FLN ni de l'ALN, mais dépendait directement du comité central. Très cloisonné, il était organisé de la façon suivante : un chef de réseau ayant à sa disposition des ranches bien distinctes :

1. les carcassistes qui fabriquaient les corps de bombes ;
2. les spécialistes qui mettaient la poudre et le dispositif spécial d'allumage ;
3. les transporteurs ;
4. les poseurs.

Chaque branche était isolée et communiquait seulement avec le chef de réseau par un système de boîte à lettres. En voici le schéma :



Cette organisation comprenait donc mille deux cents hommes environ pour l'ALN et quatre mille cinq cents pour le FLN, soit un total de cinq mille sept cents hommes organisés, encadrés, armés, pour la seule ville d'Alger. La police de la ville qui ne comptait qu'un millier d'hommes chargés de faire appliquer une législation du temps de paix n'avait plus la possibilité de mettre hors d'état de nuire une organisation aussi considérable ; l'intervention de l'armée était donc devenue une nécessité inéluctable.

Or, ceci n'est qu'un exemple d'organisation subversive. Elle aurait pu être différente. Si, à Alger, elle avait pris une telle ampleur, c'est parce que le FLN, sûr de notre faiblesse, jouait gagnant.

En fait, elle était destinée à donner à l'Algérie l'ossature de son gouvernement futur. Plus simple, moins étoffée, elle aurait pu obtenir, sur le seul plan du terrorisme, des résultats analogues. On peut donc estimer que,

si elle devait se reconstituer un jour, ce serait sur des bases moins complexes et avec des effectifs moins nombreux.

Voici maintenant quelques-uns de ses procédés d'action.

Lorsque le comité zonal, par exemple, voulait s'installer dans une maison de la casbah, il envoyait une équipe de maçons pour construire une cache. Les maçons rassemblaient les habitants et leur disaient en substance ceci : « Vous allez bientôt recevoir un personnage important ; si vous le dénonciez, vous seriez tous tués. » Et souvent, pour montrer que ce n'était pas là une vaine menace, ils tuaient sur-le-champ celui d'entre eux qui faisait l'objet d'une suspicion quelconque. Lorsque Yacef Sâadi et ses gardes de corps arrivaient, cette menace pesait sur tous. Le secret était donc bien gardé. Yacef Sâadi a pu ainsi s'installer à deux cents mètres à peine du bureau d'Alger Sahel et s'y terrer pendant des mois avant qu'il soit possible de le découvrir.

Comment s'opérait le recrutement des membres de base de l'organisation terroriste ? Nous l'avons appris par de nombreux interrogatoires. À la question : « Comment es-tu entré à l'ANL ou au FLN », les jeunes gens répondaient le plus souvent :

> « *J'étais un bon ouvrier et je gagnais correctement ma vie ; un jour, j'ai été contacté par un agent du FLN qui m'a demandé de verser une certaine somme d'argent. J'ai d'abord refusé, mais j'ai été sévèrement battu. Alors, j'ai payé. Trois semaines plus tard, la même somme m'a été demandée : cette fois, devant mon impuissance, je l'ai donnée sans discussion.*
> « *Comme j'étais assez instruit (j'ai mon certificat d'études), quelque temps après, on m'a demandé de devenir moi-même le collecteur de fonds. On m'a donné la liste des gens chez lesquels je devais faire la collecte et, tous les mois, je remettais à l'organisation les sommes recueillies.*
> « *Après six mois de ce travail "politique" et comme j'étais bien portant et sportif, on m'a demandé d'entrer dans*

l'organisation terroriste de l'ALN ; j'ai refusé, mais les mêmes menaces m'ont obligé à accepter.
J'ai demandé ce qu'il fallait faire : on m'a répondu, "Il faut d'abord tuer quelqu'un", et on m'a expliqué comment je devais rencontrer un soir, à une heure donnée, à un coin de rue déterminé, un individu qui me remettrait une arme, avec mission d'abattre la première personne que je rencontrerais, puis de fuir et de déposer mon arme en un lieu précis (une poubelle placée au croisement de rue suivant). Trois jours plus tard, je devais reprendre contact avec les membres de l'organisation dans laquelle je devais entrer. »

C'est ainsi qu'a été tué le docteur X… dont l'assassin ignorait tout, même le nom de sa victime.

Le terrorisme est donc une arme redoutable, elle n'est cependant pas nouvelle. Mais jusqu'alors, elle n'avait été employée que par des révolutionnaires et dans un but très limité (attentats visant seulement de hautes personnalités politiques, souverains, chefs d'État, ministres, etc.).

En Indochine même, si la guérilla a atteint un développement remarquable qui a permis aux rebelles de remporter la victoire, le terrorisme n'a pas été employé. Les rares cas connus n'ont eu qu'une portée limitée. (Les attentats au plastic devant le théâtre de Saïgon qui ont fait le plus de victimes n'étaient pas le fait du VM[303].) La sécurité des grandes villes n'a jamais posé au commandement de problèmes particuliers.

L'emploi du terrorisme au service d'une organisation subversive destinée à manipuler la population est, par contre, *un fait nouveau*. Il a commencé au Maroc en 1954 et a eu son épanouissement à Alger en décembre 1956 et janvier 1957.

La surprise qui en est résultée a donné à nos adversaires un avantage capital qui aurait pu être décisif. Il a suffi en effet d'une centaine de terroristes organisés pour que nous abandonnions la partie au Maroc.

Nos adversaires ont donc en main des moyens redoutables. Essayés en Indochine, perfectionnés en Algérie, ils pourraient leur permettre toutes les

audaces. Grâce au Parti communiste parfaitement organisé en vue de la guerre subversive, ils ne rencontreraient pas de grandes difficultés. Une bande de gangsters sans idéal politique, mais employant les mêmes moyens pourraient obtenir le même résultat.

C'est à cette menace que nous devons sérieusement penser.

À la lumière des événements actuels, on peut sans difficulté prévoir les grandes lignes d'une agression.

Quelques hommes de main bien entraînés feront régner la terreur dans nos grandes villes ; quand on a décidé de tuer n'importe qui n'importe où et n'importe quand dans le seul *but* de semer un certain nombre de cadavres dans les rues pour terroriser la population, il est très facile dans le cadre de nos lois actuelles d'échapper à la police et à l'armée.

Dans nos campagnes, dans les Alpes, le Massif central ou en Bretagne, de petites bandes armées bloqueront aisément la circulation dans les passages difficiles, grâce à quelques attentats facilement exécutés. Il leur suffira, par exemple, de tuer les passagers de deux ou trois voitures automobiles franchissant un col isolé pour arrêter complètement et pendant longtemps tout trafic. La nuit, sous la menace de leurs armes, elles obligeront la population à subvenir à leurs propres besoins. Quelques représailles habilement calculées et sauvagement exécutées dans les rares villages environnants empêcheront les habitants de renseigner les autorités : les opérations de police tomberont donc dans le vide. Leur échec incitera la lie de la population à rejoindre les hors-la-loi qui deviendront vite des rebelles.

La voie sera ainsi ouverte à la guérilla. Terrorisme dans les villes, guérilla dans les campagnes, la guerre subversive sera commencée.

Voilà donc le mécanisme simple, bien connu maintenant, qui peut à tout instant se déclencher contre nous.

Puisque l'enjeu de la guerre subversive est la conquête de la population, notre premier objectif sera donc de la protéger en la mettant en état de se défendre, en particulier contre le terrorisme.

Nous devrons ensuite détecter les organisations subversives qui tenteront de s'infiltrer chez nous et les détruire.

Si l'attaque nous a surpris, si le terrorisme et la guérilla ont réussi à s'installer sur une portion importante du territoire (comme en Algérie actuellement), nous devons les combattre avec des méthodes efficaces tout en poursuivant simultanément :

- la protection de la population,
- la destruction des organisations clandestines ennemies,
- la mise en place d'une organisation destinée à éviter tout retour offensif de l'adversaire.

II – Mise en état de défense des populations

a) Nécessité d'une législation adaptée

Le terrorisme vise directement l'*habitant*. Dans la rue, à son travail, chez lui, il est menacé de mort violente. Contre ce danger permanent qui l'entoure, il a l'impression déprimante d'être une cible isolée et sans défense. Le fait que les pouvoirs publics et la police sont le plus souvent incapables d'assurer sa sécurité augmente son désarroi. Il est terrorisé. C'est le but recherché par nos adversaires.

Ce qui caractérise, en effet, le terroriste et ce qui fait sa force essentielle, c'est que, agissant dans le cadre d'une législation qu'il connaît bien, il ne prend aucun des risques habituels que prennent les criminels ordinaires, ou les militaires sur le champ de bataille, ou même les guérilleros et les francs-tireurs qui affrontent des troupes régulières.

Le criminel ordinaire tue dans un but précis un individu déterminé, et en général un seul ; son but atteint, il ne constitue plus un danger pour la société ; son crime a un mobile facile à découvrir (vol, vengeance, etc.). Pour réussir, il prend des risques suffisants, bien souvent, pour le faire arrêter.

Son forfait perpétré, dans un cadre connu, une procédure d'instruction criminelle bien définie peut sans difficulté obtenir une saine justice en respectant à la fois les droits de l'individu et ceux de la société.

Le militaire qui affronte son adversaire sur le champ de bataille agit dans le cadre de lois séculaires. Les risques pris par les deux adversaires sont les mêmes.

Quant au guérillero ou au franc-tireur qui, pourtant, s'attaque à une armée régulière, le seul fait qu'il transige les lois de la guerre en se battant sans uniforme (évitant le risque que celui-ci pourrait lui faire courir), lui retire la protection de ces mêmes lois. Fait prisonnier les armes à la main, il est fusillé sur-le-champ.

Or le cas du terrorisme est autrement grave. Non seulement il n'a pas d'uniforme, mais il ne s'attaque en général qu'à des individus incapables de se défendre. Protégé par une organisation qui prépare sa tâche, il en facilite l'exécution, assure sa protection, il ne prend aucun risque, ni celui de la riposte immédiate de ses victimes qu'il surprend désarmées, ni celui de comparaître devant la justice de son pays, l'organisation à laquelle il appartient lui donnant les plus grandes chances d'échapper aux forces de police.

Si des mesures spéciales ont été prises autrefois contre le franc-tireur, il est évident que des mesures autrement sévères doivent être prises contre le terrorisme.

Si elles n'ont pas été envisagées, c'est sans doute parce qu'il apparaissait impensable à une société civilisée que des individus organisés, faisant partie d'une élite, n'hésiteraient pas pour arriver à leur fin à tuer indistinctement des femmes, des enfants, des individus sans défense qui ont de tout temps été protégés par les lois de la guerre.

Une grave lacune existe donc dans l'arsenal de nos lois que les terroristes et les gens qui les soutiennent utilisent habilement pour se protéger. Et, en fait, si nos lois actuelles étaient strictement appliquées, il serait pratiquement impossible de les atteindre.

Les forces chargées du maintien de l'ordre n'ont donc pas d'autres possibilités que d'avouer leur impuissance, c'est-à-dire laisser le champ libre aux terroristes, ou bien transgresser des lois habituellement admises

pour assurer l'accomplissement d'une mission de protection de leurs concitoyens – qui leur a été impérativement confiée.

Cette alternative pose à l'armée en particulier un problème de conscience grave qui est certainement préjudiciable au maintien d'un moral sain.

Or, l'armée est aux ordres du gouvernement détenteur de la souveraineté populaire et responsable des destinées du pays.

Pour lui, il ne doit pas y avoir d'alternative : il doit donner aux forces chargées du maintien de l'ordre les moyens de faire exécuter sa volonté, ou alors décider qu'il laissera le champ libre aux terroristes.

Il n'a pas le droit de laisser à ses subordonnés, à quelque échelon qu'ils soient placés, le soin de prendre des responsabilités qui n'appartiennent qu'à lui seul.

Le problème étant ainsi nettement posé, sa solution apparaît clairement.

De nouvelles lois doivent donc combler cette lacune ; elles méritent une étude approfondie ; néanmoins, les grandes lignes pourraient être définies ainsi.

1. Tout individu entrant dans une organisation subversive ou facilitant sciemment son action (propagande, aide, recrutement, etc.) est passible de la peine de mort.
2. Tout individu appartenant à une organisation subversive et tombant entre les mains des forces spécialisées du maintien de l'ordre sera interrogée sur-le-champ, sans désemparer, par les forces mêmes qui l'auront arrêté.
3. Tout individu suspecté d'appartenir à une organisation subversive pourra être arrêté chez lui et emmené pour interrogatoire devant les forces spécialisées de l'ordre à toute heure du jour et de la nuit.
4. Une juridiction spéciale sera instituée pour juger les terroristes, les sentences prononcées seront exécutées dans les 48 heures.
5. Ces mesures entreront en vigueur lorsque plusieurs attentats terroristes caractérisés auront été commis dans une ville ou sur un

territoire donné, sur demande des autorités responsables du maintien de l'ordre, adressée au gouvernement à qui appartiendra la décision d'application.

Ces mesures simples seront d'une efficacité certaine.

C'est le devoir du gouvernement et du parlement de leur donner « force de loi ».

b) Nécessité d'une organisation

Pour permettre à l'habitant de participer à sa propre défense.

Les écoles militaires, enseignant les doctrines classiques, font état des facteurs de décision plus ou moins nombreux :

- la mission
- l'ennemi
- le terrain
- les moyens

Il est, par contre, généralement fait abstraction d'un facteur qui est essentiel dans la conduite de la guerre moderne : l'*habitant.*

Le champ de bataille aujourd'hui n'a plus de limite ; il peut englober des nations entières ; l'habitant chez lui est au centre du conflit. Parmi les actions diverses de troupes sans cesse en mouvement il est l'élément le plus stable. Bon gré, mal gré, les deux camps sont amenés à le faire participer au combat ; sous une certaine forme, il est devenu un combattant. Il est donc essentiel de le préparer au rôle qu'il aura à jouer et de le mettre en état de le remplir à nos côtés avec efficacité.

Pour que l'habitant échappe à la menace des organisations subversives, pour qu'il puisse se défendre, et pour que nous puissions assurer sa protection, nous devons le *rendre commandable*, c'est-à-dire le faire entrer au sein d'une organisation hiérarchisée englobant l'ensemble des populations, qu'un chef pourra commander jusqu'à l'échelon individuel.

Personne ne devra avoir la possibilité d'y échapper afin que chacun, à chaque instant, puisse répondre aux ordres de ses chefs.

Ce contrôle des masses par une stricte hiérarchie et, souvent même, par plusieurs hiérarchies parallèles est l'arme maîtresse de la guerre subversive ; c'est elle qui permet à nos adversaires de déceler rapidement la présence de tout élément hostile au sein des populations qu'ils asservissent. Ce n'est que lorsque nous aurons créé une organisation semblable que nous pourrons à notre tour déceler puis éliminer rapidement les éléments subversifs que l'adversaire tentera d'introduire chez nous.

Sa mise en place se heurtera, certes, à de sérieuses difficultés.

Mais celles-ci ne sont pas au-dessus de nos possibilités si nous avons la ferme volonté d'aboutir. Les bonnes volontés ne manqueront pas ; le danger qui nous menace les fera surgir. L'expérience de la bataille d'Alger a permis d'en poser les bases précises.

Il suffira le plus souvent de désigner un chef énergique et éclairé, et deux ou trois adjoints sûrs, qui mettront en place dans une ville l'organisation projetée.

Le principe est, en effet, très simple : le chef désigné découpera la ville en quartiers, à la tête desquels il placera un chef et deux ou trois adjoints.

Ceux-ci à leur tour diviseront le quartier en îlots et désigneront pour chacun un chef et deux adjoints.

Enfin chaque building (ou groupe de maison, suivant le cas) recevra un chef et deux ou trois adjoints en contact direct avec la population.

Une enquête sérieuse sera nécessaire pour le recrutement des membres de l'organisation et pour éviter tout noyautage ; néanmoins le système de la coalition obligatoirement employé rendant chacun des membres responsables de la désignation et du contrôle de ses subordonnés immédiats permettra une mise en place rapide de tous les éléments.

Dans les territoires d'outre-mer, en période de crise, le problème pourra être plus complexe. La subversion visant d'abord à l'asservissement de la population autochtone, il ne sera pas toujours possible de nommer directement des chefs responsables.

La pyramide ne pourra donc être établie qu'en partant de la base, et par les forces qui seront chargées du maintien de l'ordre.

Elles procéderont d'abord à un recensement rigoureux de toute la population. Le premier chef de la hiérarchie à établir sera le chef naturel, le chef de famille qui sera rendu responsable de tous les habitants de son appartement ou de sa maison.

À l'échelon supérieur, et pendant les opérations de recensement, il sera toujours facile de désigner le chef d'un groupe de maison (ou d'un building) qui sera responsable d'un certain nombre de chefs de famille.

Enfin, lorsque le recensement sera terminé, ou en bonne voie, on désignera des chefs d'îlots responsables d'un certain nombre de chefs de groupes de maisons (ou de building).

Il ne sera généralement pas nécessaire d'élever plus haut la hiérarchie, les forces chargées du maintien de l'ordre la compléteront.

Un système de numérotage minéralogique simple des cartes d'identité dont chacun devra être pourvu, permettra à chaque instant de faire un contrôle très strict de la situation de tous les individus[304].

Cette organisation permettra au commandement de faire participer des éléments importants de la population au service d'ordre et lui faire exécuter des missions de police simples : la détection, la surveillance et l'arrestation des individus dangereux s'effectueront sans difficultés, la transmission des mots d'ordre et des consignes sera toujours facile et rapide.

Le problème sera donc de rechercher et de former les chefs d'îlots qui seront l'élément de base du système. Or, de très nombreux autochtones sont dévoués à notre cause et sont prêts, si nous le leur demandons et si nous sommes décidés à les soutenir efficacement et à les protéger.

L'Indochine l'a amplement prouvé. Il ne faut pas oublier que l'ambition a toujours été un puissant mobile pour une élite dynamique qui veut sortir de l'ornière et arriver. C'est à elle qu'il faudra largement faire appel et dont il faudra récompenser selon leur valeur les services rendus. Il sera en outre toujours facile de nous assurer de la fidélité des hommes choisis en les plaçant au sein d'une stricte hiérarchie à laquelle, une fois admis, ils ne pourront échapper.

Pour mettre en place cette organisation, nous devons rechercher parmi les officiers ceux qui ont une connaissance sûre des populations autochtones et qui seront initiés aux problèmes de la guerre subversive. Il faudra étendre largement ce choix aux administrateurs et aux cadres de la police qui se sont efficacement penchés sur ces problèmes.

Une telle organisation heurtera certainement notre vieil esprit individualiste et fera courir à nos libertés des dangers qu'il ne faut pas minimiser. L'analogie apparente avec certaines organisations totalitaires pourra permettre à nos adversaires des attaques faciles.

Il ne faudra pas nous laisser leurrer. La différence entre elles est fondamentale ; notre organisation est une organisation de guerre défensive dont le seul but est d'assurer la protection des populations contre les menaces de la subversion, et du terrorisme en particulier. Aucun individu y entrant n'aura à abdiquer une parcelle quelconque de sa liberté ; mais, face à l'ennemi commun, chacun, avec discipline, apportera à ses semblables et à ses chefs une aide totale et sans réserve.

Cependant, pour éviter tous les abus, elle devra être sérieusement contrôlée afin qu'elle soit uniquement un moyen de protection et non de coercition.

Elle ne peut être admise que si elle apporte en même temps plus de justice, une amélioration des conditions sociales et une stricte égalité des charges entre tous les hommes d'une même région.

Mais il ne faut pas perdre de vue non plus que c'est le seul moyen à notre disposition pour assurer la protection des populations pacifiques et empêcher que le terrorisme ne les contraigne à une servitude autrement rigoureuse et inhumaine.

On peut être assuré que si une organisation semblable était en place la communauté française serait plus utilement protégée que par des divisions hâtivement mobilisées et inadaptées à une guerre qu'elles n'ont pas apprise.

Autrefois, les nations dépensaient des sommes colossales pour construire des fortifications destinées à les protéger contre les invasions.

Aujourd'hui, l'organisation de la population, la formation d'une élite destinée à l'encadre et à nous renseigner sur la pénétration clandestine de

nos adversaires dans la masse, doit constituer le *moyen moderne de défense* contre la guerre subversive qui nous menace.

Tout pays qui ne l'a pas créée est en état permanent d'invasion. Elle exige des moyens financiers sans commune mesure avec ceux qui étaient autrefois nécessaires pour la construction des fortifications ; nous sommes donc sans excuses de ne pas la créer.

III – Destruction et pourrissement des organisations clandestines

Si nous avons un bon service de renseignements ou, mieux, si nous avons organisé la population, nous serons en mesure de connaître toute organisation subversive en voie de création sur notre territoire.

Aussitôt qu'elle aura été décelée, nous devrons nous attacher à la pénétrer, c'est-à-dire à y introduire des agents que nous aurons au préalable formés dans ce *but*. Si nous n'avons pas la possibilité de détruire ces organisations dans l'œuf, nous aurons du moins le moyen de suivre leur évolution et d'être en tout temps renseignés sur leur action.

Si, cependant, pour des raisons diverses, nous ne sommes pas parvenus à les déceler, et si elles deviennent assez puissantes pour être en mesure de commencer la lutte ouverte, nous devrons redoubler d'efforts pour les pénétrer et obtenir leur pourrissement.

À ce stade, d'ailleurs, la pénétration et le pourrissement seront plus faciles. En effet : subissant des pertes du fait des opérations et ayant besoin d'effectifs de plus en plus nombreux pour conduire la lutte, elles ne pourront plus exercer un contrôle très rigoureux sur le recrutement de tous leurs membres.

Si nous ne devons pas minimiser les possibilités de nos adversaires, nous ne devons pas non plus les surestimer et leur attribuer des possibilités qu'ils sont très loin de posséder.

Une étude approfondie de leur organisation nous en fera vite découvrir les lacunes.

Ce qui fait leur force, c'est surtout l'absence d'un organisme mis en place pour les contrecarrer, et la liberté totale ou presque que nous leur laissons dans le domaine de la clandestinité.

Pour obtenir ce pourrissement, nous devrons disposer d'agents de qualité. Les meilleurs nous seront fournis par l'adversaire lui-même. Au cours des interrogatoires, nous devons toujours avoir présent à l'esprit que la plupart des individus arrêtés peuvent changer de camp. Beaucoup d'entre eux, nous l'avons vu, ne sont entrés dans la subversion que par la contrainte et n'y sont demeurés que par la menace et un chantage permanents.

Si nous leur offrons généreusement une autre voie et notre protection, ils seront nos collaborateurs les plus sûrs.

Pour d'autres, il suffira de les amener à dénoncer ouvertement les membres de leur organisation : leurs subordonnés et leur chef.

Ils n'auront dès lors plus la possibilité de nous trahir ; ils collaborent désormais avec nous, seuls en mesure d'assurer leur protection. Ils constitueront l'élément de base d'un service de renseignement-action, en mesure en tout temps d'exploiter lui-même sans délai nos propres renseignements.

La protection la plus efficace consistant à être renseigné à temps voulu sur les intentions de nos adversaires, chaque fois qu'ils le pourront, nos « agents-action » ne rompront pas leurs liens avec leur ancienne organisation ; ils nous permettront souvent d'y introduire nos agents et de prendre pied dans le camp adverse.

Nous devrons, en outre, disposer d'un vaste réseau de renseignements. L'ère est passée où des services spécialisés recrutaient quelques agents au hasard des circonstances et dans un milieu bien spécial de la société.

Nous nous plaignons, en période de crise, de ne plus être renseignés. Nous accusons injustement la population de se dérober et de ne pas nous donner les renseignements qu'elle possède.

Le « terrorisme sélectif » qui a marqué le début de la lutte a supprimé dans ce but nos agents connus ; les notables, les fonctionnaires ont été

parmi les premières victimes. La menace et l'emprise des organisations clandestines adverses sont telles que toute la population est condamnée au silence.

Le premier but à atteindre, si nous voulons être renseignés, sera de donner à certains éléments de la population le moyen de le faire en sécurité. Pour cela, nous devrons disposer de centres de formation accélérés discrets, capables d'instruire en quelques jours un grand nombre d'agents autochtones. Leur formation sera essentiellement pratique ; elle se bornera à leur faire connaître quelques procédés faciles pour transmettre en sécurité des renseignements simples. Nous essaimerons ces agents dans toutes les tranches de l'activité, les usines, les chantiers, les administrations, les services publics, etc., partout où des gens se rassemblent ; grâce à eux, nous serons présents.

Les renseignements recueillis seront des renseignements d'ambiance. Mais, surtout, ils nous permettront de découvrir la masse des activistes, les collecteurs de fonds, les propagandistes, les meneurs de grèves, etc., qui constituent en général le premier échelon de l'organisation adverse.

Travaillant avec eux, vivant au milieu d'eux, ils les découvriront sans difficulté.

Les meilleurs, ceux dont les aptitudes spéciales se seront révélées, pourront par la suite devenir des « agents de renseignement action ».

Si l'organisation de la population est terminée, leur mise en place n'offrira pas de difficulté. Si elle ne l'est pas, ces agents seront les premiers éléments qui nous permettront une désorganisation suffisante de l'adversaire pour l'entreprendre.

Ce système, malgré son étendue, pourra être installé à peu de frais. L'emploi que nous devrons procurer à nos agents dans le milieu où ils devront travailler leur garantira une solde fixe ; des primes de rendement suffiront pour entretenir leur zèle.

Ainsi nous pourrons être renseignés sur les populations, sur leur état d'esprit et sur leurs sentiments véritables à l'égard de nos adversaires.

Nous obtiendrons ensuite d'elles tous les renseignements nécessaires à une conduite efficace des opérations, et même leur collaboration active dans la lutte entreprise.

Enfin, nous pourrons même arriver à créer en zone rebelle, ou dans des régions à protéger, une organisation clandestine qui nous permettra le contrôle de vastes territoires.

Une telle entreprise a pu être menée à bien en Indochine.

En une année, elle avait permis d'installer en zone VM, en Haut-Laos et au Tonkin, vingt mille maquisards autochtones, organisés et équipés. Ce chiffre, qui devrait être porté à cinquante mille à l'automne 1954, aurait pu permettre la reconquête sur des bases solides de toute la Haute Région de l'Indochine. Malheureusement, cette action avait été entreprise trop tard et, l'incident regrettable de Diên Biên Phu amenant la cessation brutale des hostilités, n'a pas permis d'exploiter à fond les possibilités qu'elle nous donnait.

La leçon ne doit pas être perdue. C'est cette tâche, ardue peut-être, mais possible que nous devons mener sans tarder en AFN.

Nous avons, en Algérie, dans toutes les classes de la société et particulièrement parmi les centaines de milliers d'anciens combattants qui se sont bravement battus pour la France, sur tous les champs de bataille du monde, des milliers de volontaires qui n'attendent qu'un signal pour nous aider.

Mais ils ne pourront le faire que si nous les faisons d'abord entrer dans une organisation capable d'assurer efficacement leur protection. Si nous les laissons sans défense contre les assassins qui les guettent, ils ne viendront jamais à nous.

Il faudra aussi faire appel à un mobile toujours puissant, l'*intérêt*, qui peut d'ailleurs se conjuguer avec un idéal louable.

Pourquoi ne donnerions-nous pas à une jeunesse ambitieuse, avide de percer, la possibilité de devenir l'élite dirigeante, grâce à notre aide qui peut être puissante et efficace.

Après avoir été nos agents pour rallier les populations et les organiser, ils pourraient très bien être nos agents de propagande et les meilleurs d'entre eux, ceux qui auraient su s'imposer : *nos candidats*. Ils auraient toutes les chances d'obtenir les suffrages nécessaires au triomphe de notre cause.

En définitive, puisque nous sommes en démocratie, c'est le peuple qui décidera de son sort. C'est donc à nous de le guider et de l'instruire afin que la décision finale qu'il sera amené à prendre ne soit pas faussée par l'intervention de puissances qui nous échappent ou n'aille à l'encontre de ses intérêts.

IV – Lutte contre la guérilla

Si les mesures précédemment préconisées n'ont pas été prises (noyautage des organisations subversives, organisation défensive des populations), nos adversaires pourront passer au stade actif de la guerre subversive et déclencher la guérilla.

La guérilla, appuyée par le terrorisme, est destinée à son tour à créer le climat favorable à la formation d'une véritable force armée aussitôt qu'une aide étrangère efficace sera susceptible de lui fournir les moyens nécessaires.

L'Algérie est actuellement au stade de la guérilla et du terrorisme. Si nous voulons éviter que les bandes actuelles se transforment en armées régulières, nous devons les écraser avant qu'une aide extérieure importante ne leur donne la possibilité [305].

La *guérilla*, sa naissance, sa conduite, son évolution, les résultats qu'elle peut donner sont bien connus. Elle a magistralement été exposée par Mao Zedong et par de nombreux auteurs qui ont étudié son efficacité sur les divers théâtres d'opérations de la dernière guerre mondiale.

Elle a obtenu des résultats incontestables en Russie, en France, en Yougoslavie, en Chine et en Indochine, elle est parvenue à vaincre des armées régulières nombreuses et bien équipées.

Certains, nous l'avons vu, ont pensé qu'il suffirait pour la combattre de retourner contre elle ses propres armes.

C'est, dans une certaine mesure, ce que nous essayons de faire en Afrique du Nord.

Or, nous le constaterons par la suite, les moyens dont dispose la guérilla et ceux dont nous disposons nous-mêmes, sont essentiellement différents, opposés en bien des points.

Tenter d'utiliser les moyens de la guérilla que nous ne possédons pas ou que nous n'avons pas la possibilité de mettre en œuvre, c'est nous condamner à négliger l'emploi de ceux que nous possédons et qui peuvent être efficaces.

Je crois que c'est de cette confusion des possibilités que découlent en grande partie nos erreurs actuelles dans la conduite des opérations.

Lorsque nous aurons compris que les procédés de combat de la guérilla ne sont pas à notre portée, que nous n'avons pas la possibilité de les utiliser, nous aurons certainement fait un grand pas pour nous adapter.

En Indochine, nous avons pu faire de la contre-guérilla d'abord, puis de la guérilla, dans la même région à des intervalles de temps très rapprochés. Nous avons donc été en mesure d'en bien saisir les possibilités différentes.

Lorsque nous occupions la ville de Than-Uyen au pays Taï sur la rive droite du fleuve rouge, au nord de Nghia-Lo, une compagnie régulière installée dans un poste fortifié construit sur un piton rocheux et renforcée par des partisans, avait pour mission d'assurer la sécurité de la ville et celle du terrain d'aviation situé à proximité[306]. Or, cette sécurité était toujours précaire et, à diverses reprises, les VM purent même tirer sur des avions qui se posaient.

Au mois de novembre 1952, après la chute de Nghia-Lo et le repli de Na-San, Than-Uyen ne put être précipitamment évacué que par un pont aérien. La ville se trouvait dès lors en pleine zone VM et très loin derrière le front tenu par nos troupes[307].

Au mois d'octobre 1953, nos maquisards autochtones de la rive droite du fleuve rouge, après avoir réoccupé d'abord par leurs seuls moyens le poste et le terrain d'aviation de Phong-Tho et après avoir réussi un coup de main spectaculaire sur Lao Kay, s'emparaient de la ville de Than-Uyen, du terrain d'aviation, et les conservaient pendant plus de sept mois.

Pendant cette longue période, lorsque nous avions se posaient à Than-Uyen, j'ai toujours été frappé par le fait que le terrain n'était jamais gardé et qu'apparemment il n'y avait personne pour en assurer la protection ; la sécurité, cependant, était complète et non aléatoire comme l'année précédente, quand une compagnie entière le protégeait du haut d'un rocher fortifié.

La raison de cette sécurité cependant était simple :

Nos troupes régulières surveillaient le terrain avec leurs seuls yeux, du poste où elles étaient installées. Hors de ce petit cercle, elles ne voyaient rien et ignoraient tout des mouvements de troupes VM. Les Viets pouvaient donc, impunément, venir en bordure de ce cercle dont ils connaissaient les limites, et nous attaquer. Nos postes militaires ne peuvent, en effet, qu'assurer une surveillance visuelle autour d'eux ; plus loin, la nuit surtout, tout leur échappe[308].

Par contre, les maquisards que nous avions instruits avaient été recrutés au sein des populations autochtones. Ils ne surveillaient pas le terrain, mais les Viets eux-mêmes. Ils avaient introduit leurs agents partout, dans les troupes VM d'abord ; puis dans chaque village, dans chaque maison, sur toutes les pistes. La population entière était chargée de surveiller les mouvements de troupe VM, nous savions donc où elles se trouvaient.

Lorsque les radios dont nous avions doté nos maquisards nous signalaient que la région était libre, nous pouvions sans crainte nous poser et la protection immédiate du terrain devenait inutile.

L'appui de la population est capital pour les guérillas, en ce sens qu'il nous interdit presque toujours de réaliser contre eux la *surprise*, facteur essentiel du succès au combat.

Aussi longtemps que cet appui ne nous sera pas acquis, nous ne parviendrons pas à la réaliser ; à moins que les guérilleros ne commettent des négligences qu'ils ne commettront plus lorsqu'ils seront mieux encadrés et aguerris.

C'est la raison pour laquelle les procédés employés actuellement en Algérie :

- postes installés dans la zone à pacifier
- commandos autonomes ou patrouille détachée des postes
- embuscades isolées
- opérations dites de « grande envergure »

N'obtiennent que très accidentellement le plus souvent les résultats escomptés.

Les postes installés à grands frais dans les zones à pacifier n'ont aucun rayonnement. Bien souvent, les villages qui les entourent sont aussi pourris que les villages les plus éloignés.

Ils ne causent aucune gêne aux bandes rebelles qui circulent librement dans les vastes intervalles qui les séparent ; elles peuvent, sans être inquiétées, organiser et contrôler à leur profit la population.

Notre dispositif est ainsi étalé à livre ouvert sous les yeux des rebelles qui l'observent à loisir. Aucune de nos activités ne peut donc leur échapper.

La seule utilité réelle des postes vient en fait des servitudes qu'ils nous créent. Devant subsister, nous devons les ravitailler régulièrement, donc entretenir et ouvrir des routes, assurer la sécurité des convois, c'est-à-dire maintenir une certaine activité militaire qui, sans les postes, serait nulle.

Pour rompre cet isolement, les postes les plus actifs, les mieux aguerris, envoient à l'extérieur des patrouilles dont l'effectif ne peut que très rarement atteindre une soixantaine d'hommes (deux sections).

Certains secteurs utilisent dans le même but des commandos spécialisés bien entraînés d'un effectif analogue.

La mission qui leur est donnée est de parcourir de jour ou de nuit un secteur bien défini en suivant des itinéraires variés pour déjouer les embuscades. On escompte par leur présence, la menace qu'ils font peser, éloigner les rebelles et rassurer les populations.

C'est une illusion dangereuse. La population, en effet, verra le commando ou la patrouille bien souvent avec sympathie.

Mais ils passent toujours trop rapidement au milieu d'elle pour déceler et détruire les organisations subversives (chefs de front, guetteurs, collecteurs de fonds, etc.) que les rebelles ont installées clandestinement

dans chaque village, qui terrorisent la population et la plient à leur volonté. Aussi longtemps que ces organisations n'auront pas été détruites, la crainte restera la même.

En outre, commandos ou patrouilles ne pourront pas varier à l'infini leurs itinéraires ; si le relief est difficile, ils seront toujours limités. Quelles que soient les précautions prises, ils n'échapperont pas à l'observation de la population ou, mieux, des guetteurs chargés de leur surveillance et qui sauront vite déceler leurs habitudes. Ils sauront qu'à partir d'un certain point, une patrouille engagée sur une piste ne la quittera plus, quelquefois par routine, souvent aussi parce qu'elle n'en aura plus la possibilité. Il ne se passera rien aussi longtemps que les rebelles n'auront pu réunir des forces suffisantes pour l'attaquer ; mais chaque fois qu'ils en auront la possibilité, ils le feront.

C'est la raison pour laquelle certains postes qui, à leur création, faisaient preuve d'une certaine activité, se replient sur eux-mêmes et ne sortent plus.

Il en est de même des embuscades isolées que nous essayons de tendre. Le plus souvent (si la population a rempli le rôle que lui demandent les guérilleros), elles seront décelées avant même leur mise en place. C'est la raison pour laquelle d'innombrables embuscades ne donnent aucun résultat et, bien souvent, tournent à notre désavantage.

« Commandos de chasse », « embuscades isolées », sont donc des procédés de combat que peut employer la guérilla, bénéficiant de l'appui de la population.

Aussi longtemps qu'il ne nous sera pas acquis, nous n'obtiendrons en les utilisant que des résultats médiocres.

Les opérations de grande envergure conduites avec des moyens classiques dans un cadre voisin de la guerre conventionnelle, toujours limitées dans le temps[309], dispersent les bandes beaucoup plus qu'elles ne les détruisent. Les résultats obtenus ne sont jamais décisifs.

Malgré l'ingéniosité dont font preuve les commandants d'opération, les procédés ne sont jamais renouvelés.

L’opération courante consiste à tenter de boucler par surprise une zone définie, tandis que des éléments mobiles en effectuent le ratissage, mais la surprise n’est pratiquement jamais réalisée.

En effet, la population au milieu de laquelle nous nous déplaçons a pour mission de renseigner les guérilleros et elle le fait.

Les troupes chargées du ratissage ne sont jamais assez nombreuses et ne disposent pas du temps suffisant pour fouiller systématiquement un terrain toujours très difficile, où les guérilleros et leur organisme de support ont la possibilité de disparaître pendant la durée, en général très courte, de l’opération.

D’autres fois, des opérations sont montées sur un renseignement précis, rapidement exploité et permettant d’accrocher une bande. Mais si quelques coups heureux ont pu être réussis grâce, le plus souvent, à la valeur de la troupe employée, les guérilleros plus mobiles réussissent en général à décrocher en subissant de faibles pertes.

Ces opérations qui exigent des troupes qui y participent, de l’infanterie en particulier, une usure hors de proportion avec les résultats obtenus, sont indéfiniment renouvelées.

Si le résultat escompté (destruction de l’adversaire) n’est pas obtenu, par contre les objectifs géographiques sont toujours atteints, le nombre de rebelles tués et d’armes récupérées toujours suffisant pour meubler habilement un compte rendu et donner à l’opération un air de victoire.

L’assurance de ne jamais courir le risque d’une défaite caractérisée sur le terrain qu’un adversaire disposant de moyens identiques aux nôtres pourrait nous infliger, permet à tous les chefs de se juger aptes à commander des opérations sans avoir au préalable fait une étude suffisante des conditions spéciales dans lesquelles elles devraient être conduites. Il en résulte une paresse intellectuelle certaine qui fait que, luttant depuis plus de dix ans contre la guérilla, nous n’avons pas encore su trouver une méthode efficace pour la combattre.

Pour bien nous persuader, par exemple, qu’avec nos procédés actuels nous n’obtiendrons que très exceptionnellement la surprise, je citerai le fait suivant :

En 1948, dans le secteur de… au nord-est de…, j'avais pu entrer en relation avec un capitaine VM qui commandait un bo-doî (compagnie) indépendant du régiment 301 stationné aux environs. Il n'était pas communiste, alors que tous les cadres du régiment 301 l'étaient ; mais pour les raisons suivantes, il ne voulait pas se rallier aux Français :

> « *Je sais, me disait-il, qu'un jour lointain ou proche nous ferons la paix avec la France. Ma situation personnelle alors sera en fonction de celle à laquelle je serai parvenu. Si je me ralliais maintenant, vous me considéreriez toujours comme un transfuge et vous ne m'offririez qu'une situation médiocre. J'ai choisi le camp VM et j'y reste parce que c'est celui dans lequel j'ai les plus grandes possibilités pour m'élever. Je n'en déteste pas moins les communistes. Et si, par exemple, le 301 subissait de sérieux échecs, j'aurais des chances de le remplacer. Je puis donc vous donner à son sujet des renseignements qui peuvent vous être utiles.* »

Effectivement, il me remit un plan précis et détaillé du PC du régiment et des camps établis dans les forêts du quadrilatère de… qui, jusqu'alors, avait échappé à toutes nos fouilles.

En échange, je lui promis de lui donner approximativement la date de la prochaine opération projetée contre le 301. « C'est inutile, me dit-il, je suis toujours informé de votre départ au moins vingt-quatre heures à l'avance. J'aurai tout le temps nécessaire pour me retirer dans un autre secteur. »

J'avais pourtant la certitude que toutes les opérations que je préparais l'étaient dans le secret le plus absolu. Mais, c'est un fait, rien ne pouvait échapper à la foule d'agents dissimulés dans la population au milieu de laquelle nous vivions et qui nous épiaient sans cesse.

Pourtant, aussi longtemps que nous n'aurons pas étudié et mis au point d'autres méthodes de combat sous peine de rester inactifs, ce qui, à la guerre, est la pire d'attitudes, nous sommes condamnés à employer les seules que nous connaissons.

Leur efficacité, si elle est faible, n'est cependant pas inutile. Le procédé des embuscades, par exemple, donne à la zone où elles sont tendues une sécurité qu'il ne faut pas minimiser ; elles éviteront bien souvent des attaques de villages, de postes ou de points sensibles. Mais leur action purement défensive, passive presque, si elle gêne l'adversaire, est insuffisante pour le détruire.

Si nous voulons efficacement lutter contre la guérilla et la vaincre, nous devons d'abord :

- étudier les moyens dont elle dispose ;
- étudier les moyens dont nous disposons ;
- rechercher les points faibles de la guérilla et y appliquer le maximum de nos moyens ;
- tirer de cette étude des principes généraux qui nous permettront de mettre au point une méthode pratique pour préparer et conduire les opérations contre la guérilla.

Le tableau ci-dessous nous donne les moyens essentiels de la guérilla et les nôtres, il nous permet une comparaison facile :

NOS MOYENS	CEUX DES GUÉRILLEROS
(1) Nous sommes beaucoup plus nombreux et bien armés. Notre ravitaillement en vivres et munitions est facile.	(1) Ils sont peu nombreux, pas toujours bien armés, du moins au début d'une insurrection. Leur ravitaillement en munitions et en vivres est difficile.
(2) Nous pouvons nous déplacer rapidement sur un terrain favorable ou équipé (aviation, auto, etc.)	(2) Ils ne peuvent se déplacer qu'à pied.
(3) Nous avons un réseau de transmission bien organisé qui nous donne de grandes facilités de commandement.	(3) Peu de moyens de transmission à grande portée (au moins au début) donc difficulté pour coordonner des actions d'ensemble.
Mais	Mais
(4) Nous éprouvons de grandes difficultés pour nous déplacer dans la zone des maquis et notre connaissance du terrain est toujours imparfaite.	(4) Le guérillero a choisi son terrain. Il y est adapté, il peut s'y déplacer rapidement et bien souvent disparaître.

(5) La population, même si elle ne nous est pas hostile, ne nous apporte pratiquement aucun soutien. Nous formons à tous les échelons au milieu d'elle des îlots facilement repérables	(5) Le guérillero a l'appui de la population (spontané ou obtenu par le terrorisme) avec laquelle il est étroitement lié. – Elle assure son ravitaillement quotidien. – Elle peut même le faire disparaître en l'absorbant dans sa masse en cas de danger.
(6) Nous avons les plus grandes difficultés à être renseignés sur les mouvements des guérilleros et sur leurs intentions.	(6) La population renseigne le guérillero sur les mouvements et quelquefois même grâce aux agents qu'elle introduit facilement chez nous, sur nos intentions.

De l'étude de ce tableau nous pouvons conclure que les moyens les plus puissants dont dispose la *guérilla* lui sont donnés par :

- une connaissance parfaite d'une région qu'elle a choisie et de ses possibilités ;
- le soutien que lui apporte l'habitant ;

Les *nôtres* résident dans :

- une grande supériorité numérique et matérielle et des facilités de ravitaillement pratiquement illimitées ;
- des possibilités de commandement et de manœuvre étendues grâce à des moyens modernes de transmission et de transport.

Que peut le guérillero avec les moyens dont il dispose ?

Il a choisi son terrain et nous l'impose. Celui-ci est, en règle générale, inaccessible à nos moyens lourds et rapides et nous fait perdre le bénéfice de notre armement moderne. Nous devons y combattre à pied dans des conditions identiques à celles du guérillero.

Dans ce terrain qu'il connaît parfaitement, il pourra facilement nous tendre des embuscades ou, en cas de danger, disparaître.

Par contre, si le guérillero est un combattant incomparable dans sa région ou dans celle où il s'est adapté, il perd une grande partie de sa valeur dans une région nouvelle ou inconnue de lui. Aussi, sauf nécessité absolue, il ne quitte pas son terrain, il s'y accroche, car il sait qu'en dehors de sa région, il ne sera plus qu'un combattant médiocre.

Nous l'avons déjà vu, l'appui de la population lui est indispensable. La guérilla n'est possible que dans une région où l'habitant le soutient inconditionnellement. Le guérillero vit dans une population préalablement organisée et qu'il a soumise à sa volonté. C'est d'elle qu'il tire sa substance et sa protection.

C'est l'habitant, en effet, qui le ravitaille presque quotidiennement en vivres, ce qui lui permet d'éviter la constitution de dépôts encombrants, facilement repérables et toujours difficiles à reconstituer. C'est lui, quelquefois, qui le ravitaille en munitions.

Il assure sa protection, en outre, en le renseignant. Nos bases de ravitaillement et de repos sont installées au milieu de la population dont la mission essentielle est de les surveiller ; aucun mouvement de troupes ne peut donc lui échapper. Toute menace pour le guérillero lui sera en tout temps rapidement transmise et lui permettra soit de se mettre à l'abri soit de tendre de fructueuses embuscades.

Elle lui assure quelquefois asile au sein de sa masse où il peut disparaître.

Mais dépendre aussi étroitement du terrain et de la population est aussi le point faible de la guérilla. Avec nos moyens puissants, nous devons obtenir sa soumission ou sa destruction en agissant sur son terrain et sur son soutien qui est la population.

Sachant que le guérillero s'accroche à son terrain, nous devons résolument l'y affronter, mais lorsque nous l'occuperons, nous devrons avoir la volonté et la patience de le traquer jusqu'à ce que nous l'ayons anéanti. Il y faudra du temps, les opérations seront donc longues.

Nous savons aussi que le rebelle est moins bon combattant hors de chez lui ; nous devons en conséquence nous efforcer de lui faire perdre le bénéfice de son terrain en l'obligeant à le quitter. Pour cela, chaque fois que nous le pourrons, nous interdirons son ravitaillement en vivres, beaucoup plus impérieux que son ravitaillement en munitions. Cette action impliquera souvent des mesures politiques ou économiques qui n'entreront pas toujours dans les attributions des chefs militaires, mais ils devront les faciliter au maximum et les prendre eux-mêmes chaque fois qu'ils en auront le pouvoir.

Contrôler le ravitaillement, c'est déjà agir sur la population ; nous devons tout mettre en œuvre pour priver les rebelles de son soutien, qui leur est vital. Nous y parviendrons par une politique à longue portée ayant pour base des réformes d'ensemble capables de nous rallier à la population. Elles sont du ressort du Gouvernement et dépassent le cadre de cette étude.

Mais, surtout, nous devrons interdire toute emprise des rebelles sur la population en détruisant systématiquement leur organisation politique ; ensuite, nous devrons permettre aux habitants de participer efficacement à leur propre sécurité et de se défendre contre tout retour offensif de nos adversaires en les faisant entrer dans l'organisation hiérarchisée dont nous avons parlé au chapitre précédent.

Cette organisation devra être entreprise sans délai, dans les régions pacifiées et dans celles susceptibles de donner asile aux guérilleros.

En résumé, de cette étude nous retiendrons trois principes simples que nous nous efforcerons toujours d'appliquer :

- rendre intenables les zones de maquis ;
- couper les rebelles des populations qui les soutiennent ;
- mais pour que les mesures prises donnent des résultats cherchés, agir dans une zone très étendue et pendant le temps nécessaire, qui peut être très long.

La lutte contre la guérilla devra donc être méthodiquement organisée et conduite avec une patience et une fermeté inlassables. Sauf de rares exceptions, elle n'obtiendra jamais les succès spectaculaires chers aux militaires, toujours amoureux du panache. C'est seulement par un ensemble de mesures complexes, mais parfaitement coordonnées qu'elle provoquera l'usure, lente peut-être, mais sûre, de la guérilla et son anéantissement.

Leçons à tirer de la guerre de Corée

Avant de tirer des conclusions de cette étude pour la conduite des opérations contre la guérilla, il est intéressant de se pencher sur celles qui, depuis la guerre de 39-45, ont réussi.

L'armée américaine est la seule dans ce domaine à avoir obtenu un succès complet, en Corée, en particulier. En effet, grâce à une série d'opérations méthodiquement conduites, elle est parvenue dans des délais de temps relativement courts à faire disparaître entièrement la guérilla qui s'était installée derrière ses lignes.

Dans un article de la *Military Review*, « Beating The Guerrilla », de décembre 1955, le lieutenant-colonel John E. Beebe de l'*Infantry Faculty General Staff College*, tire les leçons de ces opérations dont nous devons faire notre profit.

1) *Les opérations militaires seules*, dit-il, ne sont pas suffisantes ; les opérations de contre-guérilla comportent deux objectifs :

a. la destruction des forces de la guérilla ;

b. l'élimination de leur influence sur les populations.

2) *Un plan de contre-guérilla* prévoyant des mesures politiques, économiques, psychologiques, administratives et militaires destinées à prévenir la formation d'unités de guérilla ou à les détruire si elles sont formées, doit être préparé à un échelon très élevé de commandement.

3) *Pour la conduite des opérations de contre-guérilla*, il recommande l'application des mesures suivantes :

- le PC du commandant des forces de contre-guérilla doit être établi à proximité de la zone de guérilla. Il doit y faire pénétrer ses troupes qui établiront des bases d'opérations en prenant les mesures de sécurité nécessaires.
- Elles prépareront ensuite un plan de combat et d'embuscades contre les guérilleros de façon à maintenir une pression constante sur eux, afin de ne jamais leur donner la possibilité de se reposer, de se réorganiser et de préparer de nouvelles opérations.
- L'opération sera terminée seulement lorsqu'il ne restera plus de guérilleros dans la région.

4) Les opérations de contre-guérilla ont mis en œuvre des effectifs importants et ont duré plusieurs mois.

Les deux principales furent :

a. l'opération RATKILLER, menée dans la région montagneuse du Sud-Ouest coréen, qui a engagé trois divisions : deux coréennes et une américaine auxquelles s'ajouta un bataillon de forces de police.

   Elle dura trois mois et demi, du 1er décembre 1951 au 16 mars 1952, au cours desquels onze mille guérilleros furent tués et dix mille prisonniers.

b. L'opération TRAMPLE, menée par deux divisions. Elle dura six mois, de décembre 1953 à juin 1954, et réussit à détruire tous les éléments de guérilla qui restaient encore dans le sud de la Corée.

   Au cours de cette opération, la population avait pour la première fois apporté un appui total aux troupes de maintien de l'ordre.

Ces leçons ne sont pas différentes de celles que l'on peut tirer des quelques opérations de contre-guérilla menées au Sud-Vietnam, au début de la campagne d'Indochine, et en Algérie actuellement, et qui ont réussi.

V – Conduite des opérations contre la guérilla

À la lumière des opérations de la guerre de Corée et d'Indochine, ou de celles que l'on peut journellement tirer de l'emploi de nos troupes en Algérie, il est possible d'envisager une méthode efficace pour la conduite des opérations contre la guérilla.

Nous avons vu au cours de cette étude que le support essentiel de la guérilla lui est donné par une population préalablement organisée. C'est ce support qu'il faudra lui retirer en détruisant d'abord les organisations subversives mises en place par nos adversaires pour contraindre à l'obéissance les habitants d'une région.

Or, nous connaissons maintenant de façon à peu près exacte l'organisation rebelle. Elle se répartit territorialement en wilayas divisées en :

- Zones (ou Mintagua) subdivisées en
- Région (ou Nahia) subdivisées à leur tour en
- Secteur (Kasma)

qui couvrent tout le territoire de l'Algérie.

À chacun des échelons de cette hiérarchie, nous trouvons, comme à Alger, et remplissant les mêmes fonctions :

- un chef politico-militaire
- un responsable politique
- un responsable militaire
- un responsable des liaisons et renseignements.

Dans les organisations territoriales, nous trouvons en outre :

- l'intendant responsable de toutes les questions de logistique, dont le rôle est capital ;
- un responsable du service de santé, qui n'existait pas dans les grandes villes.

Mais, comme à Alger, c'est toujours une organisation collégiale où cependant la voix du chef reste prépondérante.

Géographiquement, ces divers organismes se répartissent en trois ensembles :

1. *Celui des villes ou des agglomérations importantes*, aux ordres d'un chef politico-militaire qui organise le terrorisme urbain et la propagande ;
2. *Celui des campagnes habitées* par où transitent les ravitaillements venant de la ville. Dans cette région peu ou pas contrôlée, existe une organisation politico-administrative importante chargée de répartir le ravitaillement, d'héberger et de nourrir les bandes de passage, de les renseigner et d'assurer leur sécurité rapprochée.
3. *Celui des zones refuges*, région d'accès très difficile où stationnent normalement les bandes (katibas ou compagnies).

La katiba (ou compagnie), par la menace permanente qu'elle fait peser sur les habitants et la crainte qu'elle inspire à certaines de nos unités, est la garantie de l'ensemble de l'organisation. Elle vit dans les zones refuges ou les campagnes habitées ; ses séjours étant plus fréquents dans les campagnes habitées pendant l'hiver.

Un même rebelle (djoundi ou moussebel) vit donc à cheval sur deux ensembles. La ville et la campagne – la campagne et le refuge, mais jamais à cheval sur la ville et le refuge[310].

Une opération, pour être efficace, ne doit donc pas viser un seul ensemble, mais attaquer simultanément un binôme

OPA ville + OPA campagne

ou

OPA campagne + katiba

ou mieux, en attaquant d'abord les campagnes habitées, nous aurons la certitude, si l'opération policière est bien menée, d'obtenir rapidement des filières qui nous conduiront rapidement à l'OPA des villes que nous pourrons anéantir ; en outre, nous réduirons considérablement le ravitaillement des katibas que nous pourrons même parvenir à supprimer ; nous désorganiserons leur service de renseignement, nous obligerons les bandes à se retirer dans leur zone refuge, où nous pourrons les localiser puis les détruire. Avec les moyens dont nous disposons, comment pourrons-nous y parvenir ?

a) *Les troupes de secteur*

Nous avons d'abord les troupes de secteur, appelées quelquefois troupes de quadrillage, et dont les *postes* constituent l'élément essentiel. Or, nous avons vu leur peu d'efficacité. La conquête de la population étant le but de la guerre subversive, tout élément qui n'est pas en contact direct et permanent avec elle est inutile.

Nous améliorerons à coup sûr leur rayonnement en les sortant des bâtisses militaires construites à grands frais et en les installant directement dans les villages importants de la zone à pacifier.

Dans la plupart d'entre eux, on trouve toujours une ou deux maisons libres où logent les bandes de passage. Il suffira de les occuper et de louer en outre aux habitants, si c'est nécessaire, quelques maisons supplémentaires pour loger tous les hommes du poste.

La défense du village sera en général facile à organiser ; des blockhaus (occupés seulement la nuit) construits à chacune des entrées suffiront.

Ainsi les soldats du poste garderont un contact permanent avec les habitants d'un village dont ils assureront la protection.

Ils ne seront plus isolés derrière des murs, véritables écrans entre eux et le monde extérieur. Les *villages postes* deviendront des centres de contact et de rayonnement, même si les patrouilles envoyées à l'extérieur ne concernent qu'un rayon d'action limité.

Les troupes installées dans les villes importantes où les moyennes et petites agglomérations auront, en outre, la charge de *l'organisation* et du *contrôle* de la population et de la destruction de l'OPA des villes. Les forces de police ou, mieux encore, de la gendarmerie sont particulièrement qualifiées pour assurer cette double mission. Si le contrôle et l'organisation des populations étaient rigoureusement faits depuis les grands centres jusqu'aux petites agglomérations où se trouve une brigade de gendarmerie, nous assurerions sans dépenses supplémentaires d'effectif le contrôle efficace des 4/5 e de la population de l'Algérie.

b) *Les troupes d'intervalle*

De vastes espaces cependant resteront vides de troupes et leur population livrée sans défense à l'action permanente des éléments actifs de la subversion. Les grandes opérations leur créeront quelquefois une gêne passagère ; mais elles sont toujours trop rapides et superficielles pour les détruire.

Dans le système défensif constitué par le quadrillage des postes, il manque donc un élément essentiel : une troupe d'intervalle.

Celle-ci devra être essentiellement mobile, se déplaçant en véhicules pour de longs déplacements, mais de préférence à pied. Vivant chez

l'habitant le plus souvent possible, elle devra être équipée et entraînée pour vivre pratiquement en permanence sur le terrain.

Les objectifs doivent être suffisants pour lui permettre en toutes circonstances de surclasser une bande rebelle dont l'importance peut varier suivant la région et le stade auquel sera parvenue la guérilla.

Dans la situation actuelle, en Algérie, les troupes d'intervalles se heurteront au maximum à une katiba (soit une centaine d'hommes armés). C'est en effet l'effectif de l'ALN qui peut se déplacer en sécurité sur de longues distances et vivre sur le pays et l'habitant qui est pratiquement sa seule source de ravitaillement. Un bon bataillon d'infanterie à quatre compagnies pourra donc efficacement tenir le rôle dans un secteur.

Sa mission essentielle et permanente sera la destruction des organisations subversives adverses, mission que se rapprochera souvent beaucoup plus d'une opération de police que d'une action de guerre. Son champ d'action sera normalement la « *zone des campagnes habitées* ».

Comment pourra-t-il y parvenir ?

L'unité d'intervalle pénétrera d'abord dans la zone à traiter en formation gardée pour éviter toute surprise, et pour être en mesure de manœuvrer en cas d'accrochage avec une bande, si elle a la chance de la rencontrer.

Si la bande lui échappe, ou si elle n'est pas dans la zone à traiter, l'opération policière devra aussitôt commencer. En effet, l'organisation politique clandestine ne suit pas la bande ; elle reste sur place. Elle est donc toujours à sa portée si elle reste le temps nécessaire pour la rechercher et la détruire.

Gardant un élément important en réserve, les unités s'étaleront sur une grande surface, occupant le maximum de villages ou de passages fréquentés. Puis, tandis qu'une partie des cadres fera procéder à une fouille minutieuse du terrain pour rechercher les caches et les dépôts de toute nature, et étudier pour la nuit un dispositif d'embuscades très serré, les spécialistes entreprendront le travail policier.

Dans chaque village, la totalité de la population (des deux sexes) sera rassemblée, avec interdiction formelle à quiconque de s'éloigner. Hommes ou femmes, sans aucune violence, seront individuellement et discrètement

interrogés. Des questions simples, mais précises leur seront posées. En général, une seule suffira :

> « *Quels sont dans votre village les individus qui collectent les fonds de la rébellion ?* »

Lorsque ceux-ci auront été désignés par plusieurs habitants, pour éviter toute méprise, ils seront immédiatement appréhendés ou recherchés.,

Le premier échelon de l'organisation politique locale tombera ainsi entre nos mains. Un interrogatoire plus poussé nous fera rapidement découvrir tous les membres (chefs de front, ravitailleurs, coupeurs de routes, guetteurs, etc.), ainsi que leurs caches et leur armement.

Ceux qui ne sont plus dans le village, mais qui en général ne se sont pas réfugiés très loin, privés de tout contact avec la population, tomberont bien souvent dans nos embuscades de nuit lorsqu'ils tenteront de se renseigner ou de s'enfuir.

Trois ou quatre jours suffiront en général à des équipes bien entraînées pour rechercher et détruire l'organisation politique d'un village. Bien souvent, par elles, nous obtiendrons des filières qui nous permettront de remonter jusqu'aux organisations de secteur ou de région.

Simultanément au travail policier, nous implanterons les premiers éléments de notre propre organisation qui seront d'abord des « agents de renseignement ». Ne perdant jamais de vue qu'ils ne pourront nous renseigner que s'ils peuvent le faire en toute sécurité, c'est celle-ci que nous devrons leur assurer.

Nous les désignerons parmi les gens du village, le plus souvent ce seront ceux-là mêmes qui, au cours du premier interrogatoire, nous aurons renseignés avec le plus de précisions. Mais nous ne prendrons contact avec eux qu'au cours de la prochaine opération policière et pendant l'interrogatoire de tous les habitants qui la précédera. Plus tard seulement, lorsque la situation aura été améliorée, des procédés simples et discrets de transmission des renseignements seront enseignés aux meilleurs d'entre eux qui deviendront de véritables agents.

Lorsque l'organisation politique ennemie aura été détruite, et notre service de renseignements mis en place, alors nous pourrons entreprendre l'organisation et le contrôle de la population tel qu'ils ont été décrits dans un précédent chapitre et qui reste le but final de toute opération de guerre subversive.

Ce travail méthodique et simple est à la portée d'un bon bataillon d'infanterie. Il ébranlera dans ses fondements même l'organisation de base de la subversion ; il rendra la vie très difficile, impossible bien souvent, aux bandes armées importantes qui deviendront vulnérables. Dans les zones de relief facile, les troupes de secteur arriveront ainsi bien souvent par leurs seuls moyens à faire disparaître entièrement la guérilla et à organiser elles-mêmes l'ensemble de leur population.

c) *Les troupes d'intervention*

Dans les régions les plus difficiles, où la guérilla dispose de bases bien équipées et d'effectifs nombreux, les troupes de secteur n'auront en général pas les moyens de les réduire. Elles devront faire appel aux *troupes d'intervention*, dont la mission essentielle sera la destruction des bandes qui échappent le plus souvent aux unités d'intervalles.

Elles devront disposer des effectifs suffisants (deux divisions, si l'on se rapporte à l'expérience de Corée) pour atteindre à coup sûr le but fixé.

Le principal emploi des troupes d'intervention ne sera pas essentiellement différent de celui des troupes d'intervalle. Agissant en liaison étroite avec toutes les unités de secteur, se superposant aux troupes de quadrillage, bénéficiant de leur appui et de leur connaissance du pays, elles occuperont en force et simultanément la totalité du terrain de chasse et des zones de parcours des bandes à détruire, ne leur laissant ainsi aucune chance de s'échapper. En cas d'accrochage, elles devront toujours avoir la possibilité de les manœuvrer pour les anéantir.

Pendant la première journée, le commandant de l'opération répartira la zone à traiter entre ses unités qui installeront des bases légères où seront toujours maintenus des éléments de réserve.

Les unités rayonneront le plus loin possible autour de ces bases afin de reconnaître le maximum de pistes, de sentiers, de passages où, la nuit

venue, seront dressées des embuscades.

Les hélicoptères, les avions de reconnaissance, seront de précieux auxiliaires de renseignements et de protection.

La totalité des populations devra être contrôlée. Dans les zones de peuplement relativement dense, l'opération policière (voir unité d'intervalle) sera aussitôt entreprise.

Dans les zones de forêts et de maquis où la population est peu nombreuse, les habitants seront rassemblés puis définitivement évacués dans une zone de contrôle facile. Ainsi, dès le début de l'opération, nous aurons coupé les rebelles de tout contact avec la population, supprimant ses sources de ravitaillement et de renseignements.

La totalité des troupes engagées devra prendre le repas du soir bien avant la fin du jour afin que, la nuit venue, aucun feu ne soit allumé.

La nuit, aux points propices reconnus dans la journée, les embuscades seront placées.

Les premiers jours, leur effectif pourra atteindre une section ; mais, les jours suivants, mettant à profit la désagrégation de l'adversaire, elles seront de plus en plus nombreuses, avec des effectifs de plus en plus réduits, pouvant bien souvent ne pas dépasser quatre ou cinq hommes.

Toutes les pistes sans embuscades seront piégées, pièges simples, grenades ou plastic, relevés au matin par les hommes mêmes qui les auront placés pour éviter toute méprise.

Un chemin de repli sera toujours prévu vers les bases aménagées dans la journée ; mais, sauf nécessité absolue, pour éviter d'être repéré par un adversaire toujours aux aguets, personne ne devra circuler la nuit ; ceux-là mêmes qui auront tiré auront le plus grand intérêt à attendre le jour pour aller au résultat[311].

Ainsi les troupes d'intervention et les troupes du secteur auront tendu la nuit un vaste filet auquel les maquisards qui circulent pour quitter la zone dangereuse ou se regrouper se heurteront.

Tous ne se feront pas tuer ou prendre. D'abord parce qu'il est difficile de tirer correctement la nuit et que les guérilleros ne se présenteront jamais

en groupe compact devant une embuscade.

En règle générale, il est donc recommandé de tirer sans plus attendre sur tout individu se présentant à bonne portée (dix à quinze mètres au maximum).

Les embuscades resteront en place environ deux heures après le lever du jour, car c'est bien souvent au matin que les rebelles qui voudront s'échapper tenteront leur chance.

Autour de la zone traitée et sur la plus grande profondeur possible, tous les postes devront être vigilants pour contrôler tout mouvement suspect.

À l'intérieur, pendant la journée, les patrouilles fouilleront inlassablement et minutieusement tous les fourrés. Elles ramèneront les morts pour les identifier et les blessés pour les interroger. Les prisonniers feront l'objet d'un interrogatoire rapide, leurs déclarations seront contrôlées sur le champ.

À la nuit, un système d'embuscades analogue à celui de la nuit précédente, mais avec des emplacements différents, sera mis en place avec les mêmes précautions que la veille.

Si ce dispositif d'ensemble est maintenu pendant huit jours, au moins, dix jours si possible, les maquisards coupés de la population et aveugles seront amenés à quitter leurs caches inconfortables qui, d'ailleurs, risquent d'être découvertes, pour tenter de fuir, ou souvent pour se procurer de l'eau et des vivres. Les blessés deviendront une charge écrasante. Un certain nombre de ceux qui auront échappé aux embuscades, démoralisés par notre obstination, se rendront [312].

Les parties les plus difficiles de la zone traitée seront rendues totalement inhabitables par des destructions appropriées.

Tout ce qui pourra faciliter la vie des guérilleros et être utilisé par eux (dépôts, abris, maisons, caches, ravitaillement, etc.) devra systématiquement être détruit ou récupéré.

D'autres, au contraire, seront aérés par l'élargissement ou l'aménagement de pistes véhiculables, ou même par l'ouverture de routes.

Les troupes de secteur, en particulier les unités d'intervalles, auront au cours de cette opération acquis une connaissance parfaite de leur région. Elles seront donc en mesure, après le départ des troupes d'intervention, de prolonger et de parfaire leur action, même dans les secteurs les plus difficiles.

Nous arrivons donc ainsi à une véritable spécialisation des troupes chargées de mener la lutte contre la guérilla.

Nous aurons d'abord les *unités de quadrillage*, chargées surtout de tenir les postes. Ayant en général des missions statiques, elles pourront être composées des éléments les moins instruits. Leur rôle cependant est très important en ce sens qu'elles cloisonnent la guérilla et grâce aux postes et au réseau routier qu'elles entretiennent, fournissent d'excellentes bases de départ et de support aux troupes spécialisées dans les opérations offensives.

Ensuite, ce sont les *unités d'intervalles* constituées par d'excellentes troupes, bien encadrées et instruites. Leur mission essentielle sera d'assurer la destruction de l'infrastructure politique rebelle et l'organisation du contrôle des populations.

Enfin, les *unités d'intervention*, qui devront rechercher les bandes dans leur repaire et les détruire. Aptes également à mener rapidement toute action policière, elles devront être des troupes d'élite. En effet, aborder un adversaire résolu dans un terrain difficile, tendre des embuscades des nuits entières par petits groupes de quatre ou cinq hommes sur des pistes de forêt, exige un entraînement complet et un moral à toute épreuve. Coordonner des actions très diverses sur de vastes espaces exige des chefs spécialisés et entraînés.

Or cet entraînement ne pourra être donné qu'à une faible partie de nos effectifs, qu'il conviendra d'utiliser judicieusement.

Si l'on s'en tient à l'expérience concluante de Corée, c'est un minimum de deux divisions qui est estimé nécessaire pour mener efficacement dans le temps et dans l'espace des opérations contre la guérilla.

Les divisions de parachutistes que nous possédons déjà sont toutes désignées pour recevoir cette mission.

Réunies sous les ordres d'un même chef, bénéficiant du concours des troupes de secteurs (postes et bataillons d'intervalles), elles seraient en mesure de traiter successivement chacune des régions les plus menacées et les plus pourries.

Ainsi, dans un délai de temps raisonnable, elles amèneraient la disparition totale des bandes qui sont le fer de lance que nos adversaires opposent efficacement à l'établissement de notre contrôle sur les populations.

En résumé, la *guérilla*, grâce aux facilités que lui procure le terrain qu'elle a choisi et la population qui la soutient, peut être efficacement menée par de très petits effectifs contre une troupe très nombreuse. Son adversaire est toujours à portée de main, elle a tout loisir pour l'observer, l'étudier et choisir les moments propices à l'attaque. Son action, pour être efficace, n'exige pas la coordination impérieuse de ses divers éléments.

La *contre-guérilla*, au contraire, se heurte à un ennemi invisible, fluide, insaisissable. Pour l'atteindre, elle n'a pas d'autre moyen que de jeter sur une vaste zone un filet aux mailles solides dans lesquelles les guérilleros se prendront.

Les opérations de contre-guérilla ne réussiront que si elles sont conduites sur une grande échelle, durant le temps nécessaire, et sont minutieusement préparées et dirigées.

À l'expression suivante du colonel E. Beebe déjà citée :

> « *Une opération de contre-guérilla n'est terminée que lorsqu'il ne reste plus de guérilleros, et non lorsque la guérilla a été dispersée et désorganisée.* »

Nous devons donc ajouter :

> « *Et lorsque les organisations politiques subversives auront été détruites et les nôtres mises en place.* »

La contre-guérilla n'est donc pas seulement, comme on a pu être tenté de le croire, une guerre de lieutenants et de capitaines.

L'importance des effectifs à mettre en œuvre, la vaste zone sur laquelle ils seront appelés à agir, la nécessité de coordonner étroitement sur de grands espaces des actions parfois très diverses, les mesures politico-militaires à prendre vis-à-vis des populations, exigent que les opérations de contre-guérilla ne soient déclenchées qu'après l'établissement d'un plan minutieusement préparé et qu'elles soient conduites par un échelon élevé du commandement, capable à tout instant de faire efficacement sentir son action.

En définitive, dans les opérations de contre-guérilla comme dans toute opération de guerre, c'est de la valeur de notre commandement que dépendra le sort de la lutte engagée.

Nous disposons en Algérie de moyens considérables, si nous les comparons à ceux de nos adversaires. N'obtenant pas une victoire rapide, nous les jugeons insuffisants. Il n'y a cependant pas d'exemple dans l'histoire de chef militaire qui ait pu obtenir tous les moyens qu'il désirait ; n'importe qui, dans ces conditions, pourrait être un grand chef. Or ce chef de valeur est justement celui qui sait vaincre avec les moyens qui lui sont donnés.

Voici donc exposées les caractéristiques générales de la guerre nouvelle qui nous est faite et un aperçu des procédés que nous devrions employer pour vaincre.

Certains se sont heurtés à une opposition telle qu'ils n'ont jamais pu être employés, en particulier celui qui est essentiel dans la guerre subversive, *l'organisation et le contrôle des populations*.

Nos ennemis, en France et à l'étranger, ont su organiser une violente campagne de presse qui, sur bien des points, a triomphé.

On a reproché à l'armée :

- d'avoir fait un travail de police qui n'était pas dans ses attributions ;
- d'avoir quelquefois passé outre à des lois du temps de paix qui n'étaient plus adaptées à la mission qui lui était confiée ;

- d’avoir obtenu une aide efficace de la population en l’organisant et en la faisant participer à sa propre défense à ses côtés ;
- d’avoir, en somme, employé des procédés que des consciences démocratiques se devraient de refuser.

Or, nous sommes en guerre ; nos soldats tombent sur les champs de bataille, nous risquons de perdre nos plus belles provinces et notre liberté. Le fait qu’elle n’a pas été déclarée dans les formes habituelles des guerres classiques d’autrefois est une subtilité supplémentaire qui donne toute possibilité à nos adversaires d’introduire dans nos rangs leurs agents de propagande.

Nous devons donc éclairer une opinion mal informée des dangers de la lutte engagée qui, bien souvent inconsciemment, nous trahit et risque de nous entraîner avec elle à sa perte.

À des amis de l’enseignement supérieur qui critiquaient vivement les méthodes de guerre employées en Algérie, voici ce que j’ai répondu :

> « *À travers les âges, la forme de la guerre a sans cesse évolué et les armes pour la conduire avec efficacité également.*
> « *Nous sommes de nouveau à un grand tournant de cette évolution.*
> « *Le développement des armes atomiques va atteindre une puissance de destruction telle que leur emploi conduirait à la disparition de nations entières ; il n’est pas interdit de penser qu’en quelques instants, tous les antagonismes disparaîtront. Elles ne seront donc pas employées. Mais la guerre ne disparaîtra pas pour autant ; elle sera conduite d’après les méthodes révolutionnaires que nous connaissons encore très mal et sur lesquelles nous avons un retard considérable sur nos adversaires.* »

Un problème capital se pose donc à nous.

Devons-nous à notre tour employer, pour faire face à nos ennemis, des armes que nous ne sommes pas habitués à employer, qui heurtent notre

formation, notre conception classique de la liberté et de la valeur humaine.

Ce problème, d'autres, au cours de l'histoire, se le sont posé avant nous et je rappelais une vieille bataille, que personne n'a oubliée, la bataille de Crécy en 1346.

L'armée française, l'armée du roi, nos chevaliers, refusaient de se servir de l'arc et de la flèche qu'employaient les Anglais. Pour eux, le vrai combat, le seul loyal et admissible, restait le corps à corps, d'homme à homme. Employer une flèche, tuer de loin un adversaire, était une lâcheté inadmissible pour leur conception de l'honneur et du chevalier. Ils préférèrent y renoncer. Vous connaissez le résultat.

À Azincourt, en 1415, la leçon de Crécy n'avait pas suffi ; c'est encore à cheval, avec une cuirasse, que nos chevaliers abordèrent les archers anglais, avec le résultat que vous connaissez.

- Alors, dis-je à mes interlocuteurs, force fut bien, à leur tour, d'adopter l'arc et la flèche.
- Mais, me répondirent-ils, tenaces, les chevaliers ne les ont jamais adoptés.
- C'est vrai, répondis-je, mais le roi de France qui était responsable des destinées de la patrie, lui, les a adoptés.

Ces armes que la chevalerie refusait, il en a armé son infanterie et les chevaliers depuis ont disparu des champs de bataille ; pour eux, une page d'histoire était définitivement tournée.

Bien mieux, Charles VII obligea dès lors chaque paroisse du royaume à entretenir un archer ; ce fut le premier embryon de notre armée nationale.

Quand, autour de vous, on critiquera les méthodes employées en Algérie, racontez la bataille de Crécy.

Si nous voulons survivre, c'est une obligation formelle pour nous d'employer les procédés de nos adversaires, sinon nous serons vaincus, et alors, n'ayant pas voulu librement les adopter, nous serons obligés de les subir.

À Alger, le 20 novembre 1958

300. Note du transcripteur [NT] : Nous avons procédé à la correction de quelques coquilles, corrigé parfois la ponctuation et supprimé des majuscules.

301. Synonyme de région, l'Algérie est divisée en six wilayas.

302. Français musulmans d'Algérie.

303. Voir le livre de Graham Green : *Un Américain bien tranquille*.

304. Les cartes d'identité porteront le numéro du groupe de maisons, la lettre de l'îlot, le numéro du quartier de la ville. Ainsi la position de chaque individu dans la hiérarchie pourra instantanément être précisé.

305. L'aide extérieure venant des pays arabes – par la Tunisie, en particulier – s'efforce actuellement de ravitailler sur une grande échelle la guérilla en Algérie.

Grâce aux mesures prises : arraisonnement et capture de plusieurs bateaux chargés d'armes de guerre, établissement d'un barrage efficace sur la frontière tunisienne, cette aide, si elle a apporté un soutien important à la guérilla, n'a pas encore permis la transformation des bandes actuelles en armée régulière disposant d'effectifs nombreux, comme cela s'était produit en Indochine à partir de 1951.

306. [NT] : Tan-Uyen ou Than-Uyen avait été repris par les commandos Ponchardier, le 25 janvier 1946.

307. [NT] : Voir SHD, 7 U 729/4, activité du GCMA 4e trimestre 1952.

308. APOSTILLE : « El Milia 1960 ».

309. Il n'est pas rare, en effet, qu'il soit décidé *a priori* qu'une opération donnée durera un temps bien déterminé et toujours trop court.

310. [NT] : à l'exception de Bône, où la ville est en bordure du massif de l'Edough.

311. [NT] : Roger Trinquier reprend et formalise l'expérience qu'il a tenté, avec succès, à deux reprises dans le « quadrilatère » près de sa base de Lái Thiêu, en 1948 et 1949, à la tête du 2^{e} BCCP. *Le premier bataillon de bérets rouges parachutistes, op. cit*.

312. Un service d'action psychologique actif, disposant de hauts parleurs et de tracts adaptés à la situation du moment, aura alors les plus grandes chances d'amener la reddition des mous, que les circonstances auront placés hors de l'emprise de leurs chefs.

Chronologie

Roger Trinquier

20 mars 1908 – naissance à La Beaume (Basses-Alpes) de Roger Paul Trinquier

1925 – il entre à l'école normale d'Aix-en-Provence

1928 – départ pour Saint-Maixent

1929-1930 – sous-lieutenant de réserve au 4e régiment de tirailleurs sénégalais puis au 22e régiment d'infanterie coloniale (RIC)

1930-1934 – formation d'officier d'active à Saint-Maixent

mai 1934 – affecté au poste de Chi-Ma au nord du Tonkin

octobre 1934 – promu lieutenant d'active

1937 – retour en France en janvier. En garnison à Sarralbe (Moselle) au 41e RMIC (régiment de mitrailleurs d'infanterie coloniale)

août 1938 – décembre 1939 – affecté au détachement français à Pékin (16e RIC)

décembre 1939 – décembre 1945 – affecté au Bataillon Mixte d'Infanterie Coloniale de Chine (BMICC) à Shanghai

mars 1942 – promu capitaine

janvier-août 1946 – il commande le quatrième commando du groupement Ponchardier en Cochinchine

août 1946 – octobre 1947 – de retour en France, il assiste le commandant Dupuis dans la formation du premier bataillon parachutiste colonial, à Tarbes

novembre 1947 – novembre 1949 – retour en Indochine avec le 2e BCCP, dont il prend le commandement en octobre 1948

octobre 1948 – promu chef de bataillon

février 1950 – février 1951 – affecté à la 1re demi-brigade de commandos coloniaux parachutistes à Vannes

décembre 1951-1954 – il dirige la représentation du GCMA (groupement de commandos mixtes aéroportés) au Tonkin, puis le GMI (groupement mixte d'intervention) qui succède au GCMA à partir d'avril 1953

18-27 mars 1953 – il se rend en Corée à l'invitation de la CIA, en compagnie du lieutenant Pierre Dabezies

27 juillet 1953 – il épouse Simone Fabry, professeur

mars 1954 – promu lieutenant-colonel

janvier-mars 1955 – il forme le 3e bataillon de parachutistes coloniaux, transformé en régiment et confié à Marcel Bigeard à la fin de l'année

juillet-novembre 1955 – affecté à la demi-brigade des parachutistes coloniaux à Bayonne

décembre 1955 – février 1956 – détaché à Paris pour préparer l'École de guerre

octobre 1956 – commandant de la base aéroportée d'Afrique du nord, à Alger

janvier-octobre 1957 – il crée le DPU (dispositif de protection urbaine) qui contribue en grande part à neutraliser le terrorisme dans Alger

décembre 1957 – mars 1958 – il commande la base école des troupes aéroportées (BETAP) à Pau

mars 1958-juillet 1959 – il succède à Bigeard à la tête du 3e RPC-RPIMa

13 mai-7 juillet 1958 – membre du comité de salut public d'Alger

septembre 1958 – promu colonel

août 1959-juillet 1960 – il commande le secteur d'El-Milia en petite Kabylie

décembre 1960 – janvier 1961 – adjoint au général commandant la subdivision miliaire de Nice

25-31 janvier – 7-10 mars 1961 – Trinquier se rend au Katanga

2 février 1961 – il démissionne de l'armée, il est versé dans les réserves avec rang de colonel (rayé des cadres de réserves en juillet 1967)

1961-1965 – il tente de créer un parti politique, le Parti du Peuple, et se consacre aux associations d'anciens combattants

Après 1965 – écriture et vie associative

11 janvier 1986 – il meurt accidentellement à Vence

Guerre d'Indochine et guerre d'Algérie

5 octobre 1945 – arrivée du détachement Leclerc à Saïgon

octobre 1945 – août 1946 – activité du groupement Ponchardier

décembre 1950 – janvier 1951 – « l'année de Lattre »

20 novembre 1953 – 7 mai 1954 – occupation puis siège du camp de Diên Biên Phu

21 juillet 1954 – accords de Genève

avril 1956 – départ de Saïgon des derniers effectifs du corps expéditionnaire français

1er novembre 1954 – début de l'insurrection du FLN en Algérie

août 1956 – création de la 10e division parachutiste

6 novembre – fin décembre 1956 – opération de Suez

13 mai 1958 – pronunciamiento d'Alger, Trinquier siège au comité de salut public

septembre 1958 – référendum pour l'acceptation de la constitution de la Ve République

16 septembre 1959 – De Gaulle annonce qu'il demandera l'autodétermination de l'Algérie

24 janvier – 1er février 1960 – semaine des barricades d'Alger

10 juin 1960 – trois représentants du FLN de la wilaya IV rencontrent de Gaulle à l'Élysée

11-16 décembre 1960 – une dernière tournée de De Gaulle en Algérie déclenche des manifestations violentes dans les villes où le FLN a reconquis du terrain

21-26 avril 1961 – révolte militaire à Alger commandée par les généraux Challe, Zeller, Jouhaud et Salan

mai-août 1961 – Interruption des opérations offensives (IOO), trêve unilatérale de l'armée, mise à profit par le FLN pour affermir ou récupérer ses positions sur l'ensemble du territoire

19 mars 1962 – en vertu des accords d'Évian, proclamation d'un cessez-le-feu qui ne sera pas respecté par le FLN

3 juillet 1962 – indépendance de l'Algérie

Chronologie du terrorisme urbain en relation avec la bataille pour Alger (1955-1958)

21 octobre 1955 – premiers attentats à Bône

18 mai 1956 – massacre d'une section du 9e RIC dans les gorges de Palestro par le commando 41 d'Ali Khodja

22 mai 1956 – le GPI (groupement parachutiste d'intervention[313]) détruit une section sur quatre du commando de Khodja, lui-même tué par le 3e RPC un an plus tard, au cours de l'opération Agounenda

19 mai 1956 – l'UGEMA (Union générale des étudiants musulmans algériens) impose la grève illimitée des cours et des examens pour les

étudiants musulmans

Juin 1956 – Ali-la-Pointe organise un attentat au café Rex d'El-Biar

20 juin 1956 – premier attentat aveugle dans Bab-el-Oued

Juin-août 1956 – cent cinquante attentats sont commis dans Alger

10 août 1956 – une bombe, attribuée à un groupe contre-terroriste explose dans la casbah, rue de Thèbes, le nombre des victimes est important (il reste disputé)

30 septembre 1956 – bombes à la Cafeteria, rue Michelet, et au Milk-Bar, à l'angle de la place Bugeaud où se trouve les bureaux de la Xe région militaire. Trois morts, une cinquantaine de blessés.

6 octobre 1956 – la PJ capture à Birkadem les artificiers du PCA (Parti communiste algérien)

10 octobre 1956 – explosion de la villa des Roses à El-Biar à la suite de la maladresse d'un artificier du FNL

12 novembre 1956 – trois attentats, devant le palais d'été, rue Franklin-Roosevelt, un autobus à la sortie des écoles (dix-sept victimes dont huit enfants) ; au Monoprix de Maison-Carrée (neuf femmes blessées) ; dans la salle d'attente de la gare d'Hussen-Dey (dix blessés)

28 novembre 1956 – trois bombes, vingt blessés (au coin de la maison du combattant, avenue du 8-novembre ; rue de Provence, près des Trois-Horloges ; au café La Pergola d'Hussein-Dey)

27 décembre 1956 – 2 janvier 1957 – retour à Alger de la 10^{e} division parachutiste revenant de Port Fouad et de Chypre

28 décembre 1956 – assassinat d'Amédée Froger, maire de Boufarik et président des maires d'Algérie, devant son domicile, par Ali-la-Pointe. Les obsèques, le 30, donnent lieu à des émeutes et des lynchages

3 janvier 1957 – une bombe dans un trolley, quatre morts, onze grands blessés.

5 janvier 1957 – une grenade est lancée au stade du Ruisseau, au cours du match dominical

7 janvier 1957 – le ministre Lacoste confie à la 10e division parachutiste la mission de juguler le terrorisme dans Alger. Le préfet Baret remet au général Massu les pouvoirs civils et de police

14 janvier 1957 – bombe à Radio-Alger, rue Hoche. Pas de victimes

16 janvier 1957 – deux obus de bazooka sont tirés contre le bureau du général Salan, son aide de camp est tué

22 janvier 1957 – les compagnies de quatre régiments parachutistes sont en place dans les quartiers d'Alger qui leur ont été confiés

26 janvier 1957 – attentats dans trois établissements, l'Otomatic (une blessée), la Cafeteria (une femme tuée) et le Coq hardi (quatre morts, douze blessés). L'Otomatic et la Cafeteria , de part et d'autre de la rue Charles-Péguy, voisins des facultés, sont des repères d'étudiants. Le Coq hardi, cent mètres plus bas, fait le coin de la rue Monge. En tout, cinq morts et quarante blessés, dont vingt-deux amputés, et deux musulmans abattus. Plusieurs grenades lancées dans des magasins (rue Villegagnon), à Belcourt, Bab el Oued, et dans le bar Terminus

27 janvier 1957 – deux bombes à Bab El Oued

28 janvier – 2 février 1957 – mot d'ordre de grève générale de huit jours

7 février 1957 – la question algérienne est débattue à l'ONU. Résolution neutre du 15 février

9 février 1957 – début d'une tournée en Algérie des ministres Bourgès-Maunoury et Max Lejeune

9 février 1957 – grenade au Joinville, restaurant de la rue de Tanger, deux morts, douze blessés.

10 février 1957 – attentats dans les stades d'El-Biar et du Ruisseau. Au Ruisseau, malgré l'intervention du 2e RPC, la foule lynche trois musulmans. Onze morts et cinquante-six blessés

11 février 1957 – exécution de trois condamnés à mort membres du FLN

14 février 1957 – le 3e RPC récupère vingt-cinq bombes dans la casbah. Autres découvertes, aussi importantes, le 15 puis le 17. Du 14 au 19, le 3e RPC a récupéré quatre-vingt-sept bombes, remonté la filière, arrêté douze de ses membres

15 février 1957 – début de la campagne de *Témoignage Chrétien* contre l'emploi de la torture en Algérie par les forces de l'ordre

20 février 1957 – la police arrête l'équipe de poseurs de bombes dans les stades

23 février 1957 – le 3e RPC arrête Ben M'hidi dans un appartement de l'avenue Claude-Debussy

16 mars 1957 – allègement du dispositif parachutiste dans Alger au profit de la Mitidja. Restent dans la ville le 9e Zouave, le 1er RCP, une partie du 1er REP et le 2e RCP. Quittent Alger le 3e RCP (pour Blida), deux compagnies du 1er REP (pour le SEAB-Chebli-Bouina), une compagnie du 1er RCP (au SEAB, secteur Est Atlas blidéen)

17 mai 1957 – attentat de la rue Polignac à Hussein-Dey et fusillade. Des appelés de la compagnie d'entretien et de pliage des parachutes se vengent de l'attentat dont deux d'entre eux ont été victimes et se livrent à une expédition punitive dans le quartier du Ruisseau, vingt-six morts

3 juin 1957 – trois bombes cachées dans le pied de lampadaires aux arrêts d'autobus, 8 morts, quatre-vingt-douze blessés

9 juin 1957 – attentat au dancing le *Casino* de la Corniche, neuf morts, quatre-vingt-trois blessés

11 juin 1957 – obsèques des victimes des attentats de la Corniche ; émeute contenue par les forces de l'ordre

3 juillet 1957, début de la mission bons offices de Germaine Tillion auprès de Yacef Saadi

18 juillet 1957 – pose de dix bombes

27 juillet 1957 – nouveaux attentats

1er août 1957 – attentat au scooter

26 août 1957 – la cache des dirigeants Kamel et Mourad est découverte par le GRE (groupement de renseignement et d'exploitation) du capitaine Léger avec l'aide du I/9e zouaves, au 4 impasse Saint-Vincent-de-Paul. Kamel et Mourad sont abattus

24 septembre 1957 – arrestation de Yacef Saadi et de Drif Zorah par le 1er REP

8 octobre 1957 – mort d'Ali-la-Pointe dans l'explosion de sa cache

14 octobre 1957 – premier contact épistolaire entre le capitaine Léger et la wilaya III. Les échanges se poursuivent jusqu'au 10 février 1958

15 octobre 1957 – combats dans les égouts de Miliana, le 3e RPC détruit l'organisation FLN qui contrôlait la ville depuis son refuge souterrain

12 novembre 1957 – le capitaine Léger, qui manipule les dirigeants de la wilaya III, devient, de fait, le dirigeant de la zone autonome d'Alger

15 octobre 1957 – arrestation et retournement d'El Khiam, responsable politique de la zone autonome d'Alger

janvier 1958 – Opération KL.J.27. Le capitaine Léger et le GRE récupèrent au PC de la wilaya III des bombes qui devaient être livrées à Alger

mars 1958 – début des purges dans la wilaya III (la « bleuïte ») qui se poursuivront en wilaya IV jusqu'en 1960

Décolonisation de l'Afrique (de 1958 à 1961)

20-27 août 1958 – tournée de De Gaulle en AOF et AEF. La Guinée refuse d'entrer dans la Communauté française lors du référendum de septembre

septembre 1958 – indépendance de la Guinée

13 décembre 1959 – indépendance de la fédération du Mali

30 juin 1960 – indépendance du Congo belge

11 juillet 1960 – Moïse Tshombé proclame la sécession de la province du Katanga. Il établit sa capitale à Élisabethville et devient chef de l'État du Katanga le 28 juillet

14 juillet 1960 – le Conseil de sécurité des Nations unies dépêche un contingent de Casques bleus pour rétablir l'unité du pays

17 janvier 1961 – assassinat de Lumumba ; la responsabilité de Tshombé est engagée

mi-janvier 1961 – Trinquier se rend au Katanga. Retour à Paris le 31 janvier

Février 1961 – le commandant Faulques rejoint le Katanga

21 février 1961 – résolution de l'ONU exigeant de Tshombé qu'il renvoie ses mercenaires étrangers

11 mars 1961 – Trinquier quitte le Katanga et se rend à Athènes. Il est de retour en France le 25 avril.

28 août – opération Rumpuch décidée par l'ONU qui arrête et chasse du Katanga tous les officiers européens (au nombre de deux-cent-soixante-seize). Les Français échappent à la rafle.

13 septembre 1961 – les troupes de l'ONU, décidées à mettre fin à la sécession, passent à l'attaque et s'emparent d'Élisabethville (opération Morthor). Les commandos menés par le commandant Faulques contre-attaquent

18 septembre 1961 – mort du secrétaire des Nations unies Dag Hammarskjöld dans un accident d'avion [314]

---

313. Le GPI se transforme en 10e division parachutiste en juillet 1956.

314. Sur ce sujet, la récente enquête menée par Maurice Vaïsse, « Qui a tué Dag Hammarskjöld ? Sisyphe à New York », *Politique étrangère*, vol. hiver, n° 4, 2019, pp. 169-181.

Bibliographie

Ouvrages de Roger Trinquier

La guerre moderne, Paris, La Table Ronde, 1961, 199 p. [Réédition : *La guerre moderne*, préface F. Géré, Paris, Economica, 2008, 109 p. Existe aussi en édition électronique.]

Traduit en anglais dès 1964 : *Modern Warfare, a French View of Counterinsurgency* (trans. Daniel Lee, pref. Robert Fall), New York, Praeger, 1964, réédité en 2005.

Association pour l'étude de la réforme des structures de l'État, *Nécessité d'un Parti du Peuple*, Châtenay-Malabry, AERSE, 1961.

Le coup d'État du 13 mai, Paris, Éditions l'Esprit nouveau (Montrouge, impr. Dalex), 1962, 271 p.

Notre guerre au Katanga (avec J.-C. Duchemin et J. Le Bailly), Paris, Éditions de La Pensée moderne, 1963, 160 p.

L'État nouveau : la solution de l'avenir, Paris, Nouvelles éditions latines, 1964, 152 p. [Existe aussi en édition électronique.]

La Bataille pour l'élection du président de la République, Paris, édition à compte d'auteur, 1965, 191 p.

Guerre, subversion, révolution, Paris, R. Laffont, 1968, 287 p.

Les maquis d'Indochine, 1952-1954. Les missions spéciales du service Action, Paris, éditions Albatros, 1976, 261 p. [Existe aussi en édition électronique.]

Le temps perdu, Paris, Albin Michel, 1978, 442 p.

La guerre, Albin Michel, 1980, 286 p. [Le volume regroupe deux ouvrages épuisés, *La guerre moderne* (La Table Ronde, 1961) et *Guerre, subversion, révolution* (Robert Laffont, 1968).]

Le Premier bataillon de bérets rouges : Indochine 1947-1949, Paris, Plon, 1984, 259 p.

Articles de Roger Trinquier (liste incomplète)

« L'opium des Méos », in *Historia*, 1972, hors-série n° 25, p. 92-93.

« El Milia, repère de chef de bande », *Historia magazine*, n° 297, 19 mars 1973, p. 2178-2185.

« Les maquis d'Indochine », RHA, n° 136, 2/1979, p. 169-190.

« Les maquis d'Indochine », RHA, n° 145, 4/1981, p. 215-237.

Bibliographie francophone sur les guerres de Roger Trinquier

Ailleret Charles, « L'arme atomique, facteur de paix ? », *Revue de Défense Nationale*, janvier 1955.

Bat Jean-Pierre, *La fabrique des barbouzes. Histoire des réseaux Foccart en Afrique*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2015.

Barnay Martin, « Aux frontières du mercenariat : éléments de contexte et trajectoires de trois "affreux" Français de la sécession katangaise (1960-1963) », mémoire de l'université de Montréal 2014 [édition électronique : https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/handle/1866/12478].

Beaufre André, *La guerre révolutionnaire : les formes nouvelles de la guerre*, Paris, Fayard, 1972.

Castex amiral Pierre, « Aperçus sur la bombe atomique », *Revue de Défense nationale*, octobre 1945.

Chateau-Jobert Pierre, *Feux et lumières sur ma trace*, Paris, Presses de la Cité, 1978.

Général Lionel-M., *L'ascension de Mao Tse-Tung (1921-1945*), Paris, Payot, 1953.

— *La conquête de la Chine par Mao Tse-Tung (1945-1949)*, Paris, Payot, 1952.

Chauvel Jean, *Commentaire. Tome : d'Alger à Berne (1944-1952)*, Paris, Fayard, 1972.

Dabezies Pierre, « Nos étions quatre camarades », in *Des étoiles et des croix : mélanges offerts à Guy Pedroncini*, Jean-Claude Allain dir., Paris, Economica, 1995, p. 337-345.

— (sous le pseudonyme de Robert Darzac), « La guerre d'Indochine. Nationalisme et communisme », in *Guerre révolutionnaire et conscience chrétienne*, Paris, Pax Christi, 1964, p. 115-137.

— (sous le pseudonyme de Robert Darzac), « Morphologie et théorie de la guerre révolutionnaire », in *Guerre révolutionnaire et conscience chrétienne*, Paris, Pax Christi, 1963.

David Lieutenant-colonel Michel, *Guerre secrète en Indochine : Les maquis autochtones face au Viêt-Minh (1950-1955)*, Paris, Lavauzelle, 2004.

Dronne Raymond, *Carnets de route d'un croisé de la France libre*, Paris, éditions France-Empire, 1984.

Etcheverry Chef de bataillon Jean-Paul, « Réflexions sur la guerre subversive d'Algérie », in *Revue des forces terrestres*, n° 17, juillet 1959.

Gallois Pierre-Marie, *Le sablier du siècle*, Paris, L'Âge d'homme, 1999.

— *Stratégie de l'âge nucléaire*, Paris, Calmann-Lévy, 1960.

Galula David, *Pacification en Algérie : 1956-1958*, Paris, Les belles Lettres, 2016.

Géré François, *La guerre psychologique*, Paris, Economica, 1997.

— Préface de la *Guerre moderne*, Paris, Economica, 2008.

Girardet Raoul, *Problèmes contemporains de Défense nationale*, Paris, Dalloz, 1974.

— *La société militaire de 1815 à nos jours*, Paris, Perrin, 1998 [1re édition 1954].

— *La crise militaire française, 1945-1962*, Paris, 1964.

Goldschmidt Bertrand, *L'Aventure atomique. Ses aspects politiques et techniques*, Paris, Fayard, 1962.

Hogard Jacques, « Guerre révolutionnaire ou révolution dans l'art de la guerre », RDN, décembre 1956, p. 1497-1513.

— « Guerre révolutionnaire et Pacification », *Revue Militaire d'Information* (RMI), janvier 1957, p. 7-24.

— « L'armée française devant la guerre révolutionnaire », RDN, janvier 1957, p. 77-89.

— « Le soldat dans la guerre révolutionnaire », RDN, février 1957, p. 211-226.

– « Tactique et stratégie dans la guerre révolutionnaire », RMI, juin 1958, p. 23-35.

Lacheroy Charles, *De Saint-Cyr à l'action psychologique*, Paris, Lavauzelle, 2003.

— *Discours et conférences*, édition établie et présentée par Anne-Catherine Schmidt-Trimborn, Centre de recherche universitaire lorrain d'histoire, Université de Lorraine, Metz, 2012.

Larteguy Jean ; Clos Max, *Les Chimères noires, les Centurions au Katanga*, Presses Pocket, 1967.

Léger Paul-Alain, *Aux carrefours de la guerre*, Paris, Albin Michel, 1983.

Le Page Jean-Marc, *Les services secrets en Indochine*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2012.

Liddell Hart Basil Henry, *La guerre moderne* [traduction de *The British Way In Warfare*], Paris, Éditions de la Nouvelle revue critique, 1935.

Margerie Roland de, *Journal, 1939-1940*, Paris, Grasset, 2010.

Martin Capitaine, « Guérilla, guerre en surface, guerre révolutionnaire », RMI, août 1957, p. 7-22 et novembre 1957, p. 61-71.

Merglen Albert, *Histoire et avenir des troupes aéroportées*, Paris, Arthaud, 1966.

— *La guerre de l'inattendu, opérations subversives, aéroportées et amphibies*, Paris, Arthaud, 1966.

Messmer Pierre, *Les Blancs s'en vont*, Paris, Albin Michel, 1998.

— *Après tant de batailles*, Paris, 1992.

Missoffe François, *Duel rouge*, Paris, Ramsay, 1977.

Mongin Dominique, « Genèse de l'armement nucléaire français », RHA, n° 262, mars 2011.

— *La Bombe atomique française, 1945-195*8, Bruxelles, Bruylant, 1997.

Muelle Raymond, *Commandos et maquis. Service Action en Indochine : GCMA Tonkin, 1951-1954*, Paris, Presses de la Cité, 1993.

Nemo Jean, « La guerre dans le milieu social », *Revue de Défense Nationale* [RDN], mai 1956, p.605-623 ; « La guerre dans la foule », RDN, juin 1956, p.721-734.

Poirier Lucien, « Le FLN instrument de la guerre révolutionnaire », RMI n° 279, décembre 1957.

— « Le FLN un instrument de guerre révolutionnaire », RMI n° 281 « La guerre révolutionnaire », février-mars 1957.

Rocolle Pierre, *Les forces aéroportées, clé de la victoire*, 2 vol.

— « Les constantes de la guerre subversive », RDN, février 1958, p. 245-264.

Rocquigny Michel de, « Le terrorisme urbain », RMI, février 1958, p. 77-83.

Sainteny Jean, *Histoire d'une paix manquée, Indochine, 1945-1947*, Paris, éditions de Saint-Clair, 1967.

Salan Raoul, *Mémoires. Fin d'un empire. Tome 2 : le Viêt-Minh, mon adversaire, octobre 1946-octobre 1954*, Paris, Presses de la Cité, 1971.

— *Mémoires. Fin d'un empire. Tome 3 : l'Algérie, de Gaulle et moi, 7 juin 1958-10 juin 1960*, Paris, Presses de la Cité, 1974.

Simplet (pseudonyme du colonel Pierre Langlais), « Guerre psychologique ou guerre tout court ? », in RMI, n° 309, oct. 1959.

Villiers de l'Isle-Adam, « Cette guerre de notre siècle : conduite des opérations », RDN, juillet 1956, n° 138, p. 874-893 et n° 148, juin 1957, p. 858-880.

Souyris André, « Un procédé de contre-guérilla : l'autodéfense des populations », RND, n° 137, juin 1956, p. 686-699.

— « L'action psychologique dans les forces armée », RMI, octobre 1958, p. 34-45.

Tshombé Moïse, *Quinze mois au gouvernement du Congo*, Paris, La Table Ronde, 1966.

Turpin Frédéric, *Jacques Foccart. Dans l'ombre du pouvoir*, Paris, CNRS éditions, 2015.

Van Doal (F. Vandewalle), *Une ténébreuse affaire, ou Roger Trinquier au Katanga*, Bruxelles, Éditions de Tam Tam Ommegang, 1979.

Villatoux Pierre et Marie-Catherine, *La République et son armée face au « péril subversif ». Guerre et action psychologique, 1945-1960*, Paris, Les Indes savantes, 2005.

— « Aux origines de la "guerre révolutionnaire" : le colonel Lacheroy parle », RHA, n° 268, 2012.

Ximenes, A. Souyris, H. Carrère d'Encausse, capitaine Labignette, « La guerre révolutionnaire : données et aspects – méthodes de raisonnement – parade et riposte », RMI, n° 282, février – mars 1957.

Liste des acronymes

AEF — Afrique équatoriale française

ALN — Armée de libération nationale

ANPA — Armée nationale du peuple algérien (armée de Bellounis)

AOF — Afrique occidentale française

B-26 — ou Martin B-26 Marauder, bombardier moyen américain utilisé pendant la Seconde Guerre mondiale sur le front européen et dans la guerre du Pacifique

BCCP — Bataillon colonial de commandos parachutistes

BETAP — Base école des troupes aéroportées, à Pau

BPC — Bataillon de parachutistes coloniaux

BMICC — Bataillon Mixte d'Infanterie Coloniale de Chine

CCE — Comité de coordination et d'exécution, direction du FLN créée par le congrès de la Soummam, en août 1956

CIA — *Central Intelligence Agency*

CRS — Compagnie républicaine de sécurité

DB — Division blindée

DP — Division parachutiste

DPU — Dispositif de protection urbaine

EMO — État-major opérationnel

ETAP — École des troupes aéroportées, à Pau

FLN — Front de libération nationale

FMA — Français musulmans d'Algérie

GMI — Groupement mixte d'intervention (succède au GCMA en avril 1953)

GCMA — Groupement de commandos mixtes aéroportés, structure dépendant du SDECE destinée à organiser et diriger des maquis dans la haute région tonkinoise

IGAME — Inspecteur général de l'administration en mission extraordinaire, super-préfet devenu préfet de région en 1964

MNA — Mouvement nationaliste algérien

ONU — Organisation des Nations unies

ONUC — Organisation des Nations unies au Congo

OPA — Organisation politico-administrative du FLN

RCP — Régiment de chasseurs parachutistes

RDN — Revue de la Défense nationale

REI — Régiment étranger d'infanterie

REP — Régiment étranger parachutiste

RHA — Revue historique des armées

RIC — Régiment d'infanterie coloniale

RMI — Revue militaire d'information

RPC — Régiment de parachutistes coloniaux

RPIMa — Régiment parachutiste d'infanterie de marine

RTS — Régiment de tirailleurs sénégalais

RTT — Régiment de tirailleurs tunisiens

SAS — *Special Air Service*

SDECE — Service de documentation extérieure et de contre-espionnage

SHD — Service historique de la Défense

TSF — Télégraphie sans fil

UGTA — Union générale des travailleurs algériens

VM — Viêt-Minh

ZAA — Zone autonome d’Alger

Index des noms de personnes[315]

Ailleret (général Charles) : 1, 2

Ali-la-Pointe (Ali Ammar) : 1, 2, 3

Allard (général Jacques) : 1

Argoud (colonel Antoine) : 1

Artigue (colonel François) : 1, 2, 3

Azzedine (Rabah Zerari) : 1

Baret (préfet Serge) : 1, 2

Beebe (lieutenant-colonel John E.) : 1, 2, 3, 4

Bellounis (général Mohammed) : 1, 2, 3

Ben M'hidi (Larbi) : 1

Bigeard (général Marcel) : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10

Bollardière (général Jacques Pâris de) : 1

Boyer de Latour (général Pierre) : 1, 2, 3

Bréchignac (colonel Jean) : 1

Chaban-Delmas (Jacques) : 1, 2

Challe (général Maurice) : 1, 2, 3, 4, 5, 6

Charles VI : 1
Chateau-Jobert (colonel Pierredit Conan) : 1, 2
Chavatte (colonel Robert) : 1
Chevallier (Jacques) : 1
Crenshaw (Martha) : 1, 2, 3
Cho Quang Lo : 1, 2, 3
Conus (Adrien) : 1

Dabezies (capitaine Pierre) : 1, 2, 3, 4, 5
Debré (Michel) : 1
Delbecque (Léon) : 1, 2
Denard (Robert dit Bob) : 1, 2
Déroulède (Paul) : 1
Drif (Zora) : 1
Dronne (commandant Raymond) : 1
Ducasse (colonel Louis) : 1
Ducournau (général Paul) : 1
Dulac (général André) : 1, 2, 3, 4, 5
Dupuis (chef de bataillon André) : 1, 2, 3, 4, 5

Égé (capitaine) : 1
Ély (général Paul) : 1, 2, 3
Esclaibes (colonel d') : 1

Fabry (Simone) : 1
Fall (Robert) : 1, 2, 3, 4, 5, 6

Farès (Abderrahmane) : 1

Faulques (commandant Roger) : 1, 2, 3, 4, 5, 6

Ferragu (Gilles) : 1

Flament (Marc) : 1

Foccart (Jacques) : 1, 2, 3, 4

Gabin (Jean) : 1

Gaillard (Félix) : 1, 2

Gallois (général Pierre) : 1, 2

Galula (David) : 1, 2, 3

Gaulle (général Charles de) : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19

Gilles (général Jean) : 1, 2, 3

Gaucher (Roland) : 1, 2, 3, 4

Gautier (Angéline) : 1

Giáp (général Võ Nguyên) : 1, 2, 3

Godard (colonel Yves) : 1, 2, 3

Goebbels (Joseph) : 1

Gouraud (général Marie-Michel) : 1

Gracieux (général Jean) : 1

Grall (général Edmond) : 1, 2, 3, 4, 5, 6

Greene (Graham) : 1

Hammarskjöld (Dag) : 1

Hébert (capitaine) : 1

Hentic (commandant Pierre) : 1

Hitler (Adolf) : 1
Hô Chi Minh (Nguyễn Sinh Cung) : 1, 2, 3
Hogard (colonel Jacques) : 1, 2

Jeanpierre (lieutenant-colonel Pierre-Paul) : 1, 2, 3
Jouhaud (général Edmond) : 1

Kasa-Vubu (Joseph) : 1
Khodja (Ali) : 1

La Bourdonnaye (capitaine Yves de) : 1
La Roncière (Jean-Marie) : 1
Lacheroy (colonel Charles) : 1, 2, 3, 4, 5, 6
Lacoste (Robert) : 1, 2, 3
Laqueur (Walter) : 1, 2
Larteguy (Jean) : 1, 2, 3
Lattre (maréchal Jean de) : 1, 2, 3
Laure (général René) : 1, 2
Laval (Pierre) : 1
Leclerc (maréchal Philippe de Hauteclocque dit) : 1, 2, 3, 4
Lefort (général Jacques) : 1
Léger (commandant Paul-Alain) : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7
Lejeune (Max) : 1
Lennuyeux (général René) : 1
Lenoir (lieutenant-colonel Albert) : 1
Le Puloch (général Louis) : 1, 2

Liddel Hart (Basil Henry) : 1, 2
Llamby (général Charles de) : 1
Lumumba (Patrice) : 1, 2, 3, 4

Mac Orlan (Pierre) : 1
Mao Tsé-Toung (Mao Zedong) : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9
Marey (lieutenant-colonel Jean) : 1
Margerie (Roland de) : 1, 2
Massu (général Jacques) : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15
Messali Hadj : 1
Messmer (Pierre) : 1, 2, 3, 4, 5, 6
Missoffe (François) : 1, 2
Moulié (général Robert) : 1, 2, 3, 4
Muelle (commandant Raymond) : 1, 2, 3, 4, 5

Navarre (général Henri) : 1
Nemo (général Jean) : 1, 2, 3
Neuwirth (Lucien) : 1, 2
Nguyễn Bình (Nguyễn Phương Thảo) : 1, 2

Ojukwu (colonel Odumegwu Emeka) : 1

Pétain (maréchal Philippe) : 1
Pfimlin (Pierre) : 1, 2
Planet (colonel Jacques) : 1, 2
Poirier (général Lucien) : 1, 2

Ponchardier (Dominique) : 1

Ponchardier (vice-amiral Pierre) : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13

Pouget (commandant Jean) : 1

Poujade (Pierre) : 1

Prazan (Michaël) : 1

Prestat (général Mauricenom de plume Ximenes) : 1

Puy-Montbrun (commandant Déodat du) : 1

Querville (amiral Jean-Marie de) : 1

Rapoport (David) : 1, 2

Reynaud (Paul) : 1

Romain-Desfossés (colonel Jacques) : 1

Saadi (Yacef) : 1, 2

Salah (Ben Rabeh Mohamed Zamoumdit Si Salah) : 1

Salan (général Raoul) : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23

Schmitt (Carl) : 1

Schmitt (général Maurice) : 1

Servier (Jean) : 1

Sirvent (capitaine Jean) : 1, 2

Thierry d'Argenlieu (amiral Georges) : 1

Thomas (Martin) : 1, 2

Treno (Robert) : 1

Trinquier (Séraphin) : 1
Tshombé (Moïse) : 1, 2, 3, 4, 5, 6

Vandewalle (colonel Frédéric) : 1, 2, 3
Vaudrey (colonel Roland) : 1

Ximenes (voir Prestat Maurice) : 1, 2

Youlou (abbé Fulbert) : 1

Zeller (général André) : 1

---

315. Le grade attribué aux miliaires correspond à celui de leur fin de carrière.

SOMMAIRE

Page titre

Copyrights

Introduction

Les guerres de Roger Trinquier

- Ni paysan, ni instituteur, soldat
- Aux frontières du Tonkin (1934-1937)
- Dans le piège de Shanghai (1938-1945)
- Les commandos Ponchardier (janvier-août 1946)
- Retour saumâtre (1946-1947)
- Naissance d'un bataillon parachutiste (1947)
- Le 2e BCCP en Indochine (1947-1949)
- L'Action au GCMA (1951-1954)
- Fièvre théoricienne (1955-1956)
- L'Algérie (1956-1960)
- Trinquier s'en va

Penser le terrorisme en 1958 : Trinquier et la guerre révolutionnaire

- Penser le terrorisme en 1958

Insurrections et guerres révolutionnaires en 1958 : expériences et enseignements

Trinquier et le terrorisme en 1958 : acquis, limites et ambiguïtés

En guise de conclusion

« Pour vaincre la guérilla et le terrorisme »

Avant-propos

I – Une nécessité : adapter notre appareil militaire à la lutte contre la subversion

II – Mise en état de défense des populations

III – Destruction et pourrissement des organisations clandestines

IV – Lutte contre la guérilla

V – Conduite des opérations contre la guérilla

Chronologie

Bibliographie

Liste des acronymes

Index des noms de personnes